

TABLE DES MATIERES	Pages
Sigles et abréviations	2-4
I. PREMIERE PARTIE :	
Activités du Secrétariat Exécutif de la CNLS	2-29
II. DEUXIEME PARTIE :	
Projets de développement de la CNLS :	
1. MAP	30-53
2. Projets RWA/028/99 & RWA/003/03	55-77
3. Projet SIPAA	78-85
4. Projet VCTI	86-104
III.TROISIEME PARTIE :	
Analyse des activités des CPLS/CULS	105-108
ANNEXES	

SIGLES ET ABREVIATION

ANSP+	:Association Nationale de Soutien aux Personnes vivant avec
APPELAS	:Association du Privé et du Para-Etatique dans la Lutte contre le VIH/SIDA
ARBEF	:Association du bien-être familiale
ATRACO	:Association des Transporteurs en Commun
ASOFERWA	:Association des Femmes Rwandaise
ARV	:Antirétroviraux
BAD	:Banque Africaine de Développement
BM	:Banque Mondiale
CAM	:Comité d'Approbation des Messages
CAMERWA	:Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels au Rwanda
CAP	:Connaissance, Attitudes et Pratiques
CDC	:Comité de Développement Communautaire
CCM	:Country Coordination Mechanisms
CPN	:Consultation Périnatale
CCC	:Communication pour le Changement de Comportement
CDC	:Center for Disease Control
CEA	:Commission économique pour l'Afrique
CNJR	:Conseil National des Jeunes du Rwanda
CNJR	:Conseil National de la Jeunesse au Rwanda
CNLS	:Commission Nationale de Lutte contre le SIDA
CPLS/CULS	:Commission Provinciale/ Urbaine de Lutte contre le SIDA
CDLS	:Commission de District de Lutte contre le SIDA
DFID	:Directorate for International Development
DS	:District Sanitaire
DRF	:Demande de Retrait des Fonds
DSS	:Direction des Soins de Santé
DSS	:Direction de Soins de Santé
DS	:District Sanitaire
EER	:Eglise Episcopale au Rwanda
EPR	:Eglise Presbytérienne au Rwanda
ESP	:Ecole de Santé Publique
FSIC	:Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaires
FNUAP	:Fonds des Nations Unies pour la Population
FAD	:Fonds Africain de Développement
FOJAS	:Forum des Jeunes anti-sida.
GLIA	:Great Lakes Initiative on AIDS
HCI	:Health Care Improvement
HCR	:Haut Commissariat des Réfugiés
IAPSO	:Inter-Agency Procurement Services Office
ICT	:Information, Communication, Technologie
IEC	:Information, Education, Communication

IST	:Infection Sexuellement Transmissible
ICASA	:International Conference on Aids and Sexual Transmitted Diseases in Africa ;
IO	:Infection Opportuniste
IMPACT	:Implementing Aids Prevention and Care Project
LNR	:Laboratoire National de Référence
MAP	:Multisectoral Aids Project
MDGP	:Millennium Development Project Goal
MINEDUC	:Ministère de l'Education
MINISANTE	:Ministère de la Santé
MINALOC	:Ministère de l'Administration locale, du Développement Communautaire et des Affaires Sociales.
MINAFET	:Ministère des Affaires Etrangères
MIFOTRA	:Ministère de la Fonction publique, de la Formation professionnelle, du Travail et des Métiers.
MINAGRI	:Ministère de l'Agriculture et de l'élevage
MINECOFIN	:Ministère des Finances et de la Planification Economique
MIJESPOC	:Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Coopératives et de la Culture
MIGEPROF	:Ministère du Genre et de la Promotion de la Famille
OMS	:Organisation Mondiale de la Santé
ONG	:Organisation Non Gouvernementale
OAC	:Organisation à Assise Communautaire
ONUSIDA	:Organisation des Nations Unies contre le SIDA
OPDAS	:Organisation des Premières Dames contre le SIDA
ORINFOR	:Office Rwandais d'Information
PAA	:Plan d'Action Annuel
PACFA	:Protection and Care of Families Against HIV/SIDA
PMTCT	:Prevention of Mother to Child Transmission
PAYA	:Pan African Youth Association
PF	:Point Focal
PNILT	:Programme Nationale Intégré de la Lutte contre la Lèpre et la Tuberculose
PAM	:Programme Alimentaire Mondiale
PNM	:Plan National Multisectoriel
PNUD	:Programme des Nations Unies pour le Développement
PVVIH	:Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
RAMA	:La Rwandaise d'Assurance Maladies
RICLS	:Réseau Interconfessionnel de Lutte contre le Sida
RRP+	:Réseau Rwandais des Personnes vivant avec le VIH
SIDA	:Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
SIPAA	:Support to the International Partnership Against AIDS
SOLIDAC	:Solidarité contre le SIDA
SWAA	:Society for Women in Africa Against HIV/Aids
TICH	:Tropical Institute for Community Health
TOR	:Terms of reference

TRAC	:Treatment and Research AIDS Center
UA	:Union Africaine
UGP	:Unité de Gestion des Programme
UNR/ESP	:Université Nationale du Rwanda/Ecole de Santé Publique.
URC	:University Research Cooperation
UNICEF	:Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
UNIFEM	:Organisation des Nations Unies pour la Femme
UNGASS	:United Nations General Assembly Special Session
UNR	:Université Nationale du Rwanda
USD	:United State Dollars
USAID	:United State Agency for International Development
VCT	:Voluntary Counselling and Testing
VCTI	:Voluntary Counselling and Testing Integrated
VNUs	:Volontaire des Nations Unies

I. PREMIERE PARTIE

RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITES DU SECRETARIAT EXECUTIF DE LA CNLS

Résumé directif

Au cours de l'année 2003, la Commission Nationale de Lutte contre le SIDA (CNLS) s'est dotée de structure et d'outils pour remplir sa mission de coordination, de suivi et évaluation des programmes et projets de lutte contre le SIDA.

Durant l'année 2003, la CNLS a renforcé son partenariat à tous les niveaux et la mobilisation de fonds à travers différentes rencontres et réunions avec les responsables des ONGs, des agences onusiennes, des coopérations bilatérales et multilatérales, de diverses Fondations et autres partenaires.

De plus, dans le cadre de la mobilisation des communautés et des leaders à tous les niveaux, la CNLS a poursuivi ses activités de sensibilisation par les conférences nationales et internationales, par les médias radiodiffusés et télévisés et par la presse écrite.

Parmi les réalisations importantes, il faut noter :

- La « Conférence sur le renforcement des capacités des PVVIH » tenue à Kigali, du 20 au 21 mars;
- La « Deuxième Conférence Interconfessionnelle sur le SIDA » organisée du 22 au 24 avril en collaboration avec les Leaders religieux avec pour but de sensibiliser les confessions religieuses à s'impliquer davantage dans la lutte contre le VIH/SIDA;
- La « Conférence Pan Africaine des Jeunes » organisée par la CNLS qui eut lieu du 29 mai au 3 juin 2003 à Kigali et qui a abouti à la mise sur pied du Comité Pan Africain des Jeunes contre le SIDA (PAYA) dont le Siège est à Kigali ;
- La « Conférence Régionale des Premières Dames sur le BCC concernant le Stigma et la Discrimination des PVVIH » organisée par la CNLS en partenariat avec les projets PACFA et SIPAA, patronnée par les Premières Dames de la région OPDAS Est ;
- La « Conférence sur l'Intégration du VIH/SIDA dans les Programmes du Secteur Privé » dont l'objet était la mobilisation de ce secteur en vue d'intégrer la lutte contre le VIH/SIDA, renforcer la vision de la FRSP et consolider son Umbrella l'APELAS;
- La « II^{ème} Conférence Africaine de la GLIA sur le renforcement de l'accès aux soins et antirétroviraux des PVVIH+ » qui a contribué au plaidoyer international et à la sensibilisation régionale des leaders, intervenants et décideurs. Les recommandations de cette conférence ont été intégrées dans le programme de par la GLIA.

La CNLS a continué les activités de sensibilisation à travers les médias radiodiffusés et télévisés et à travers la presse écrite.

Une des activités principale de ce trimestre fut la préparation et la réalisation de la campagne de deux mois de lutte contre le Stigma et la Discrimination faites aux enfants et jeunes affectés et infectés par le VIH/SIDA dans le cadre de la Journée Mondiale contre le SIDA

Au cours de ce trimestre, la CNLS a commencé le développement de la Stratégie Nationale de Communication pour le Changement de Comportement (CCC). Une équipe chargée du développement de cette stratégie a été mise en place ainsi qu'un noyau de réflexion.

Un accent a été mis sur le renforcement des capacités. Pour ce faire, la CNLS a organisé des formations et mobilisé des fonds pour la participation des partenaires nationaux et des membres de son staff aux formations, conférences nationales et internationales.

Au niveau régional, en collaboration avec les collègues du Burundi, du Kenya, de la République Démocratique du Congo, de la Tanzanie et de l'Uganda, la CNLS a continué au quotidien, la création du cadre légal de la GLIA, afin que pour mener ses activités, cette organisation puisse recevoir des fonds de la Banque Mondiales et d'autres partenaires.

1. INTRODUCTION

a. Historique

La CNLS a été créée en 2001 et sous la Présidence de la République avec une tutelle technique du Ministère de la Santé.

b. Mission de la CNLS

- Aider l'Etat Rwandais dans la détermination, la mise en exécution et la coordination de la politique nationale de lutte contre le SIDA ;
- Etre l'organe de coordination des stratégies nationales et de planification des actions des institutions de lutte contre le SIDA ;
- Sensibiliser la population à s'engager dans les actions de lutte contre le SIDA dans leurs activités quotidiennes en tenant compte des stratégies prioritaires déterminées dans la politique nationale ;
- Mobiliser les leaders à tous les niveaux pour une plus grande implication dans la lutte contre le SIDA ;
- Mobiliser des fonds tant au Rwanda qu'à l'étranger pour la lutte contre le SIDA ;

c. Structure de la CNLS

La CNLS est composée d'une Assemblée des commissaires, d'un Comité directeur et d'un Secrétariat exécutif

▪ L'Assemblée des Commissaires

Elle est la spécificité de la CNLS car c'est à elle qu'est due la multisectorialité de l'institution. Cette Assemblée Générale qui représente tous les secteurs de la nation est composée de Commissaires désignés par leur propre secteur.

Les Commissaires sont au nombre de quinze :

1. Un Représentant du MINEDUC,
2. Un Directeur du Département Santé et Affaires Sociales de la Présidence,
3. Un Représentant du Haut Clergé Catholique,
4. Un Représentant de l'Islam,
5. Un Représentant des Forces de Défense du Rwanda,
6. Un Représentant de la Police nationale,
7. Un Représentant de l'ORINFOR,
8. La Présidente du Réseau Rwandais des PVVIH,
9. La Vice-Présidente du Réseau Rwandais des PVVIH,
10. Un Représentant du Conseil national de femmes,
11. Un Représentant du Conseil National de la Jeunesse,
12. Un représentant du secteur privé,
13. Un Représentant de l'Association des Artistes,
14. Un Représentant de la médecine privée,
15. Un Parlementaire.

▪ **Le Comité Directeur comprend :**

1. Un Président de la CNLS, nommé par le Président de la République sur proposition du Conseil des Ministres.
2. La Première Vice-Présidence est assurée par le Ministère ayant la Santé dans ses attributions. C'est le Secrétaire d'Etat Chargé du VIH/SIDA et des Maladies en Rapport au sein du MINISANTE qui exerce cette position. Il est le responsable politique des activités de la CNLS.
3. La Deuxième Vice-Présidence est assurée par le Ministère ayant les Affaires Sociales dans ses attributions. C'est le Secrétaire d'Etat Chargée des Affaires Sociales au MINALOC, qui exerce cette fonction.
4. Le Secrétaire Exécutif, nommé par le Président de la République sur proposition du Conseil des Ministres.

▪ **Le Secrétariat Exécutif est composé de quatre départements :**

1. Administration et Finances comprenant trois personnes :
 - Un Directeur Administratif et Financier,
 - Un Chargé du Personnel,
 - Un Comptable.
2. Coordination et Planification comprenant trois personnes :
 - Un Directeur,
 - Un Responsable du secteur public et parastatal,
 - Un Responsable du secteur privé et communautaire.
3. Suivi et Evaluation comprenant trois personnes :
 - Un Directeur,
 - Un Assistant technique,
 - Un Analyste.
4. Mobilisation sociale comprenant trois personnes :
 - Un Directeur qui reste à recruter,
 - Un Responsable IEC,
 - Un Technicien ICT.
5. L'Unité de Gestion de Projet
4 projets de développement sont gérés à la CNLS :
 - a. Le Projet Rwa/023/98 terminé mi 2003 et remplacé par Le Projet Rwa/03/003 financé par le PNUD,
 - b. Le Projet SIPAA dont le financement est assuré par le DFID, par l'intermédiaire d'Action Aid
 - c. Le Projet VCT Intégré financé par le Global Fund
 - d. Le Projet MAP financé par la Banque Mondiale
6. Un auditeur interne qui reste à recruter

d. Partenaires dans la coordination

- a. **Umbrella des ONG's oeuvrant dans la lutte contre le SIDA:** *Forum des ONG's*
- b. **Umbrella des PVVIH: Réseau Rwandais des PVVIH (RRP+)**
- c. **Umbrella des Organisations à Base Religieuses:** *le Réseau Interconfessionnel de Lutte contre le SIDA(RICLS)*
- d. **Umbrella du Secteur Privé:** *APELAS*
- e. **Umbrella du Secteur Public :** *Cluster du Gouvernement pour le HIV/AIDS*
- f. **Umbrella des Partenaires au Développement :** *Cluster des Partenaires au Développement pour le HIV/SIDA.*

e. Plan d'action

Le plan d'action de la Commission Nationale de lutte contre le VIH/SIDA au cours de l'année 2003 a été réalisé pour renforcer la Réponse nationale à la lutte contre le SIDA, la promotion du partenariat, de la coordination multisectorielle et la mobilisation sociale selon les cinq axes stratégiques de lutte contre le SIDA, développées dans le Cadre Stratégique 2002-2006 cité plus haut. Il a aussi été réalisé selon huit objectifs spécifiques élaborés à partir de ces cinq axes stratégiques.

Ces huit objectifs sont les suivants :

- Améliorer les connaissances de la population sur le VIH/SIDA,
- Informer les PVVIH et les communautés sur les droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA ;
- Renforcer les capacités techniques de la CNLS en planification, coordination, suivi et évaluation ;
- Renforcer la planification, coordination, suivi et évaluation des intervenants dans la lutte contre le SIDA ;
- Renforcer les capacités fonctionnelles des structures impliquées dans la lutte contre le SIDA;
- Améliorer les capacités techniques et les équipements de la CNLS et des CPLS ;
- Coordonner les différentes structures impliquées dans la lutte contre le SIDA.
- Mobiliser les ressources nécessaires pour la lutte contre le VIH/SIDA.

Ce rapport montre de façon détaillée comment la CNLS (c'est-à-dire le Secrétariat Exécutif, l'Unité de gestion et les CPLS) a travaillé, durant l'année 2003, suivant ces huit objectifs.

2. FONCTIONNEMENT DE LA CNLS

a) L'équipement

Au cours de l'année 2003, il y a eu une amélioration au niveau des équipements disponibles à la CNLS. Au début de l'année, le staff de la CNLS était entassé dans 6 bureaux et avaient 3 ordinateurs. Aujourd'hui, il y a 18 bureaux et chaque employé a son ordinateur et son rangement personnel. Dans chaque bureau, il y a une extension téléphonique et un accès à l'Internet. Au début de l'année, il y avait un seul véhicule, fin juin, il y en a eu cinq. La CNLS s'est également dotée d'une photocopieuse et d'un scanner.

b) Légalisation des Documents Cadres

Le travail premier du Secrétariat Exécutif a été de finaliser le rapport annuel 2001 et 2002, faire le plan d'action annuel 2003, réaliser la restructuration de la CNLS demandée par les autorités et l'actualiser pour soumission, en vue d'approbation par le Cabinet des Ministres. Il s'agit du Cadre Stratégique 2002-2006 et le PNM.

La nouvelle structure et les Documents Cadres ont été agréés par le Cabinet ministériel à la mi-février.

c) Restructuration de la CNLS

Durant tout le mois de janvier, à la demande de la Présidence et du Ministère de la Santé, il y a eu plusieurs réunions pour concevoir une nouvelle structure de la CNLS. Cette restructuration fut faite par consensus entre le Ministre à la Présidence, le Ministre de la santé, le Secrétaire d'Etat Chargé de la Lutte contre le VIH/SIDA et les Maladies en Rapport, le Secrétaire d'Etat Chargé des Affaires sociales, le Directeur du Département des Affaires Sociales et Santé à la Présidence, tous les Départements de la CNLS. La nouvelle structure de la CNLS a été adoptée par le Conseil des Ministres de mi-février en même temps que le Cadre Stratégique et le Plan d'Action multisectoriel 2002-2006.

Les changements importants sont les suivants:

➤ **Ont été supprimés :**

- Le Département Recherche et Politiques,
- Le poste de Spécialiste en Passation des Marchés,
- Le poste de Documentaliste

➤ **Ont été créés**

- Le Département de Mobilisation Sociale
- Le poste de Chef du personnel,
- Le poste de Spécialiste ICT/Documentaliste,
- Le poste d'Assistant personnel du Secrétaire Exécutif.

d) Réunions de la CNLS

- **Le Board**

Le Board prépare les réunions des Commissaires et statue sur les décisions importantes.

- **Les Commissaires**

- Réunions des Commissaires : les 27 mars, 7 et 25 août, 4 novembre et 30 octobre,
- Les réunions des Commissaires programmées les 27 mai, 9 octobre et le 7 août n'ont pu être des réunions ordinaires car le quorum n'était pas atteint.

- **Le Staff du Secrétariat Exécutif**

Le Staff du Secrétariat Exécutif y compris les employés des projets au développement gérés par la CNLS se réunit une fois par semaine pour programmer les activités et faire le bilan des activités hebdomadaires passées.

- **Rencontre avec les CPLS**

Ce sont des réunions de concertation et de coordination des activités dans les provinces qui se déroulent en moyenne une fois par mois

e) Unité de gestion de la CNLS

Cette Unité gère quatre projets : Le projet VCT Intégré (VCTI), le Projet MAP financé par la Banque mondiale, le Projet SIPAA, financé par le DFID et le Projet Rwa/03/003 financé par le PNUD.

- Deux projets ont commencé au début de l'année 2003, il s'agit du :
 - Projet VCT Intégré, projet d'envergure nationale financé par le Global Fund à concurrence de 14 millions de dollars pour trois ans
 - Du Projet MAP financé par la Banque Mondiale par 30,5 millions de dollars pour 5 ans plus 1,5 millions de dollars de fonds de contre partie du Gouvernement rwandais.

Le projet MAP a une forte composante société civile et secteur public autre que santé. Au commencement, la gestion de ces deux projets était faite de façon totalement séparée, car les Bailleurs de fonds spécialement la Banque Mondiale voulaient une Unité de Gestion par projet. Actuellement, les deux projets vont vers la gestion unique. Des négociations sont encore en cours, car la Banque Mondiale reste réticente quant à une gestion unique. Cependant, déjà pour ces deux projets, les activités et composantes similaires sont planifiées, évaluées et suivies selon un seul principe, mais en respectant les règles spécifiques de chacun des partenaires.

- Deux projets étaient en cours l'an passé et leur personnel est situé dans le bâtiment central de la CNLS, il s'agit du:

- Projet Rwa/03/003 financé par le PNUD avec un appui technique d'une cellule de projet.
- Projet SIPAA (Support International Partnership Against AIDS) dont l'agence de gestion pour tous les pays est Action Aid et dont les exécutions sont faites par la Commission Nationales de Lutte contre le SIDA.

Le Projet SIPAA a bien fonctionné jusqu'en avril 2003 puis a stagné du fait de la mauvaise gestion de Action Aid. Il ne vaut pas la peine d'en changer les règles pour lui faire joindre une gestion contractuelle nationale unique car il dépend d'un contrat international se terminant l'an prochain.

Le Projet Rwa/03/003 suit les règles de l'UGP pour les composantes similaires aux Projets MAP et VCTI ; il a eu un déroulement correct.

f) Recrutements

▪ CNLS

- 17 février : engagement d'un Conseiller Technique en Communication pour le Changement de Comportement, payé pour deux ans par le projet IMPACT.
- Avril 03 : un Point Focal Enfant, Jeunes et Genre payé pour un an par l'UNICEF. Son rôle est de s'assurer que la problématique du VIH/SIDA concernant les femmes les jeunes et les enfants soit prise en compte dans les documents cadres du Rwanda et dans les activités et programmes de lutte contre le VIH/SIDA. Son activité a débuté en avril 2003.
- Le 30 mai : un ICT pour le Département de mobilisation sociale.
- 20 octobre 03 : recrutement pour un an d'un Assistant Conseiller technique en CCC par le Projet PACFA de la Première Dame pour soutenir la conception de la Stratégie Nationale CCC.
- 1er novembre : un Policy advisor du Secrétaire Exécutif de la CNLS payé avec les fonds VCTI, sur proposition du CCM-Rwanda. Son rôle est d'aider à la synergie des programmes de lutte contre le SIDA, il est basé et agit surtout dans l'UGP de la CNLS.

▪ Projets

Recrutement des membres de l'UGP tout au long du premier semestre en toute transparence selon les règles de la Banque Mondiale, pour le Projet MAP et selon les TOR adoptés par le CCM-Rwanda pour le projet VCT Intégré.

▪ CPLS

- Mai 2003 : sélection sur dossier et interview des candidats aux 26 postes de Secrétaires Exécutifs, un par CDLS, des trois provinces financées par le projet SIPAA (Byumba, Kibungo, Kibuye). Leur engagement était prévu en avril 2003, mais du fait de la stagnation du projet SIPAA qui devait le financer, la signature des contrats n'aura lieu qu'en 2004.
- Juin 2003 : un Secrétaire Exécutif de la CPLS de Kibuye.
- 9 septembre : sélection et recrutement des Volontaires des Nations Unies

(VNUs) pour les 11 provinces et la ville de Kigali.

g) Audit

Un audit a été demandé à l'Auditeur Général début mars 2003 et a été réalisé en juillet 2003. C'est le premier audit depuis la création de la CNLS en 2001. Dans l'ensemble il est positif. A part des dysfonctionnements mineurs, le rapport d'audit a conclu au bon fonctionnement de la CNLS compte tenu des moyens institutionnels mis à sa disposition. Les finances ont été gérées avec probité et la structure décentralisée de la CNLS rend possible sa mission.

3. REALISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA COORDINATION DES ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

L'essentiel du travail dans le domaine de la Planification et la Coordination a consisté à concevoir avec les autorités concernées, les outils nécessaires à la mission de coordination de la CNLS (Répertoire des intervenants commencé en 2001, Agrément pour les activités des intervenants, Règles de soumission de projet au niveau national, mise en place des Umbrellas, d'un Comité d'approbation des messages, d'un Comité national d'approbation des projets) de réaliser des descentes de coordination, d'apporter un soutien technique à la programmation des activités de tous les secteurs pour 2004, de prendre contact avec les partenaires pour donner les informations sur les modalités de travail avec la CNLS :

- a) Mise à jour continue du répertoire des intervenants dans la lutte contre le SIDA du secteur public et du secteur privé et para étatique ;
- b) Draft d'Agrément pour les activités des intervenants dans la lutte contre le VIH/SIDA au Rwanda, pour ce faire, il y eut de nombreuses concertations avec le Chef de division chargé des Affaires juridiques au MINALOC et la Sous-commission de Planification et Coordination. ;
- c) Etablissement des règles de soumission de projet au niveau national.
Ces règles finalisées début février concernent la sélection des projets à financer par des fonds gérés par la CNLS ou autre fonds du Gouvernement, des projets pour lesquels la CNLS fait le plaidoyer. Nous avons proposé un cheminement où la communauté et les Umbrellas auront un rôle clef dans le système de financement.
Tout projet doit avoir le sous couvert de CDC, du lieu de résidence des bénéficiaires, de la CDLS, de la CPLS ; la CNLS ne fera qu'orienter le projet recommandé à chaque niveau à l'Organisme bailleur. Mais aussi l'Umbrella de chaque secteur, doit donner son approbation à ce projet ;
- d) 22 et 25 avril :
Rencontre avec les responsables de Projets de la Banque Mondiale à Kigali afin d'harmoniser et inclure dans toutes leurs formations un chapitre sur le VIH/SIDA, des notions de prévention et notions de santé de base (malaria, infections respiratoires et diarrhéiques) ainsi que la promotion des mutuelles de santé. Nous avons obtenu un consensus et avons recruté un consultant pour réaliser ce module qui sera la base du Tronc commun de formation des formateurs et des communautés ;
- e) 24 avril :
Rencontre avec tous les 11 Préfets du pays et le Maire de la ville de Kigali pour leur expliquer leur rôle dans la lutte contre le VIH/SIDA dans leur province et le soutien à apporter aux CPLS et CDLS.
Concernant la mobilisation des Maires pour cette lutte et le soutien aux CDLS, nous leur avons brièvement expliqué le Cadre stratégique, le PNM, les retombées

- attendues du projet MAP et Global Fund, et quel sera le rôle des Directeurs responsables des structures sanitaires au niveau des provinces et des districts ;
- f) 12 et 28 juillet : rencontre avec les partenaires clef de l'IEC/VIH/SIDA au Rwanda pour élaborer un concept et une stratégie afin d'éviter les dérapages de certains messages tant au point de vue commercial que culturel. Il en est résulté la mise en place d'un Comité d'Approbation des Messages (CAM). Le CAM s'est réuni deux fois et a fait l'essentiel des analyses par correspondance électronique ou courrier ordinaire. Pour améliorer son opérationnalité, une formation est prévue en 2004 sur la conception et l'analyse des messages ;
 - g) Au troisième trimestre : suivi auprès du PNUD du recrutement de l'Expert en coordination.
 - h) Comité national d'Approbation des projets, (CAP) : première réunion des membres du CAP, le 16 octobre 2003, pour expliquer leur rôle par rapport aux communautés pour les quatre projets gérés par la CNLS. Ce rôle est d'assurer l'absence de duplication et l'équité dans la distribution aux bénéficiaires d'un point de vue :
 - Géographique
 - Genre
 - Tranches d'âge etc.
 - i) Les projets sont sélectionnés au cours des réunions mensuelles. La première a eu lieu le 23 octobre 2003. La répartition équitable est assurée par le fait que chacune des provinces et la ville de Kigali est servie par un projet (MAP, SIPAA, BAD), les règles de financement étant les mêmes pour tous les projets, chacun gardant cependant ses critères spécifiques ;
 - j) Descentes de coordination effectuées dans les 11 provinces et dans la ville de Kigali au mois de juin et juillet 2003. Ces descentes avaient pour but de mobiliser les autorités provinciales et urbaines pour une meilleure implication dans la lutte contre le SIDA et de leur donner des informations sur la mission de la CNLS, des CPLS, les attributions des Commissaires, des Secrétaires Exécutifs des CPLS et CDLS ;
 - k) Visites de coordination et de suivi des activités de lutte contre le SIDA dans les institutions ministérielles : MIGEPROFE, MINADEF, MIFOTRA, MINEDUC, MINIJUST, MINAFET, MINAGRI, MINICOFIN, PRIMATURE, MIJESPOC, MINITERE, MINALOC, POLICE.
 - l) En novembre : atelier de prise de contact entre les Secrétaires Exécutifs des CPLS, les animateurs des CPLS et les 12 VNUs recrutés pour les 12 CPLS/CULS et réunion de guidance pour les 26 Secrétaires Exécutifs des CDLS des provinces appuyées par SIPAA (Kibungo, Kibuye et Butare);
 - m) Tout au long du mois de novembre : préparation de l'atelier de programmation des activités des secteurs pour 2004 qui s'est tenu du 16 au 20 décembre ;
 - n) Mise en place des Umbrellas

▪ Umbrella des PVVIH

En marge de la Conférence sur le « Renforcement des capacités des PVVIH » qui s'est tenue à Kigali, du 20 au 21 mars, il y eut dans le cadre de la promotion du concept GIPA une grande élection transparente, depuis les districts, provinces jusqu'au niveau national pour mettre sur pied une structure décentralisée de coordination des associations des PVVIH. Durant le mois de mars, plusieurs réunions de mise sur pied et de contrôle de la régularité de ces élections ont été organisées

Etaient présents dans certaines de ces réunions des personnes suivantes :

- Un Représentant de la Primature
- Le Ministre de l'Administration Locale, de l'Information et des Affaires Sociales
- Le Secrétaire d'Etat Chargé de la Lutte contre le VIH/SIDA et autres Maladies en rapport,
- Le Secrétaire d'Etat Chargé des Affaires Sociales
- La Directrice du département Planification et Coordination de la CNLS
- Le Directeur du département Suivi et Evaluation
- Des membres de l'ANSP+
- Un Représentant de la Police Nationale.
- Les Présidents de CPLS/CULS

A l'issue de cette conférence, les personnes vivant avec le VIH/SIDA ont pu élire une Association nationale des PVVIH: « le Réseau Rwandais des PVVIH (le RRP+) » avec un comité chargé de représenter les PVVIH+ dans toutes les structures de lutte contre le VIH/SIDA, tant décentralisées (CPLS/CULS) que centrales (CNLS). Au niveau national, nous comptons parmi les Commissaires de la CNLS, deux Représentants du RRP+. Toutes les CPLS et la CULS comptent deux Commissaires parmi les élus du RRP+.

Les recommandations issues de cette conférence ont favorablement guidé la réglementation nationale de la prise en charge des PVVIH et le RRP+ permet une plus grande implication des PVVIH+ à tous les niveaux. Nous avons participé à la conception des termes de référence, la sélection des employés permanents du RRP+ et mobilisé des fonds pour un véhicule, l'équipement de bureau et le salaire d'un an pour le Secrétaire Permanent du RRP+ recruté en juin. La CNLS a donné un appui technique à la rédaction du statut de l'Association, son Règlement d'ordre intérieur et son Plan d'action 2004. Le véhicule ne sera disponible qu'en 2004.

▪ Umbrella des Religieux

La « Deuxième Conférence Interconfessionnelle sur le SIDA » organisée du 22 au 24 avril par la CNLS en collaboration avec les Confessions religieuses avec pour but de sensibiliser ces dernières à s'impliquer davantage dans la lutte contre le VIH/SIDA.

A l'issue de cette conférence, les recommandations ont été les suivantes :

1. Une telle conférence doit se faire une fois l'année ;
2. Les responsables des Eglises ont accepté de continuer à travailler ensemble, ainsi, ils ont mis en place un Comité de coordination d'où est né l'Umbrella des Confessions religieuses ;
3. Ils vont renforcer la sauvegarde de la bonne culture ;
4. Ils vont renforcer la lutte contre le Stigma et la Discrimination ;
5. Ils ont demandé d'étendre les services de dépistage volontaire ;
6. Ils ont souhaité que le Comité de coordination soit renforcé ;

A la suite de cette conférence, les Confessions religieuses (Catholiques, Musulmans, Conseil Protestant au Rwanda) ont mis sur pied leur Umbrella par consensus.

Dans un premier temps cette Umbrella fut appelée « Comité inter-confessionnel de lutte contre le SIDA » plus tard elle fut définitivement nommée « Réseau Interconfessionnel de lutte contre le SIDA » (RICLS). Nous avons participé à la conception des termes de référence, la sélection de deux travailleurs permanents pour le RICLS et mobilisé des fonds pour un véhicule, l'équipement de bureau et le salaire d'un an pour le Secrétaire permanent du Réseau.

o) Fonctionnarisation et renforcement des Umbrellas déjà existantes

▪ Le Forum des ONG de lutte contre le SIDA

Nous avons présenté au Forum des ONG, la Politique nationale contre le SIDA et les Règles de coordination en vigueur, mobilisé des fonds pour le salaire d'un an pour le Coordinateur et un Assistant. Le tout sera effectif en 2004.

▪ L'APPELAS

Lors de la « Conférence Internationale sur l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes du Secteur Privé », les 9 et 10 juillet 2003 nous avons éclairci le rôle et la mission de cette Umbrella. Nous avons aussi apporté un soutien technique à leur programmation 2004 et à la conception de leur Plan d'action pour obtenir les fonds du Projet MAP.

p) Umbrella restant à créer :

▪ Pour les Points Focaux

Nous avons mobilisé des fonds pour le poste et les équipements de bureau d'un Coordinateur des Points Focaux de la CNLS dans tous les secteurs et un Assistant. Son rôle sera d'harmoniser les outils de lutte contre le SIDA dans chacun des secteurs, aider les PF dans tous les secteurs à concevoir et mettre en œuvre un plan d'action. Les termes de référence ont été conçus, le lancement de l'appel d'offre a été fait. Le recrutement se fera en 2004.

4. REALISATIONS DANS LE DOMAINE DU SUIVI ET EVALUATION

Le travail essentiel dans ce domaine a consisté à se doter des outils de Suivi et Evaluation, à les valider et les diffuser, à se doter d'outils de formation, réaliser une formation de formateurs en Suivi et Evaluation et à analyser les rapports des intervenants, suivre et évaluer leurs activités.

- a) Le 30 janvier : restitution du « Plan national de Suivi et Evaluation des Programmes VIH/SIDA 2002-2006 » aux partenaires pour approbation.
Ce Plan National de Suivi et Evaluation comprend une liste des indicateurs qui permettront d'évaluer l'avancement des activités et programmes de lutte contre le SIDA selon le Cadre Stratégique et le PNM 2002-2006 ;
- b) Durant le mois de mai : revue des indicateurs nationaux proposés pour le suivi des activités de lutte contre le VIH/SIDA dans le pays et incorporation des commentaires des partenaires ;
- c) Multiples réunions dont certaines ont impliqué le Groupe de Soutien Technique pour élaborer les outils de suivi et évaluation des intervenants dans la lutte contre le VIH/SIDA et la grille d'évaluation des plans d'action des intervenants ;
- d) Rédiger un module de formation de formateurs visant essentiellement les CPLS et les points Focaux des secteurs ;
- e) Former 32 formateurs parmi les Points Focaux issus de tous les secteurs et des agents des CPLS en suivi et évaluation des activités de lutte contre le SIDA ;
- f) 28 janvier : réunion avec IMPACT, TRAC, USAID et MEASURE pour la revue de la programmation des études nationales de prévalence, des études de comportement face à l'infection et de l'étude des indicateurs du VIH/SIDA pour la période 2003-2006 ;
- g) Harmonisation des formats de rapports à remettre par les intervenants ;
- h) Suivi de l'assistance technique à moyen terme pour le Département de Suivi et Evaluation proposée par MEASURE ;
- i) Analyses des rapports des intervenants dans la lutte contre le SIDA. Le but est de vérifier l'utilisation des fonds donnés au Rwanda ou par le Rwanda pour la lutte contre le SIDA et exécution des plans d'action des partenaires afin de concevoir un rapport sur la « Lutte contre le SIDA au Rwanda en 2003 ». Rapport prévu pour la fin du premier semestre 2004 ;
- j) Participations aux analyses de la composante VIH/SIDA des rapports nationaux :
 - Production du rapport UNGASS
 - Traitement des données pour le Rapport National et réponse au questionnaire donné par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA)

5. REALISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA MOBILISATION SOCIALE

Dans ce domaine la CNLS a mobilisé tous les secteurs rwandais, les autorités à tous les niveaux pour une amélioration de la Réponse Nationale, régionale et globale à la lutte contre le SIDA. Cette mobilisation s'est faite à travers des réunions, les médias, des ateliers et conférences tant au Rwanda qu'à l'étranger.

a) Mobilisation des Leaders internationaux

- 22 février : le Secrétaire Exécutif de la CNLS a accompagné la Première Dame Madame Jeannette KAGAME à un atelier à Johannesburg du « Groupe de Leadership féminin » dont elle est membre. L'invitation a été faite par Steven Lewis Envoyé Spécial de Kofi Hannan pour le VIH/SIDA en Afrique et Madame Gracia Machel épouse de Nelson Mandela. Le but de cette rencontre est d'étudier les stratégies pour un plaidoyer efficace pour le PMTCT+.
- Du 28 avril au 2 mai: Mission à KISUMU à la Deuxième Conférence annuelle de Tropical Institut for Community Health (TICH) en tant que « Key note » speaker. Le but de cette conférence était la participation de l'Afrique aux recommandations pour rapport à mi-parcours du MDGP.
- Du 22 au 24 avril : Conférence des Confessions Religieuses sur le VIH/SIDA avec une mobilisation des Religieux de toute confession, de la région pour une plus grande implication dans la lutte contre le SIDA.
- Conférence Pan Africaine des Jeunes organisée par la CNLS qui eut lieu du 29 mai au 3 juin 2003 à Kigali et qui a abouti à la mise sur pied du Comité Pan Africain des jeunes contre le SIDA (PAYA) dont le Siège est à Kigali.
- Du 4 au 6 juin 2003 : Conférence Régionale sur le BCC concernant le Stigma et la Discrimination des PVVIH organisée par la CNLS en partenariat avec le projet PACFA et SIPAA. Cette conférence est patronnée par les Premières Dames de la région OPDAS Est.
Quatre Premières Dames ont participé à la conférence, Madame Jeannette KAGAME, Madame MUSEVENI de l'Uganda, Madame BONGO du Gabon, Madame KIBAKI du Kenya et l'Ambassadeur du Ghana auprès de l'Union Africaine, Représentant de la Première Dame du Ghana.
Les autres invités sont venus des 12 pays de la Région Est de l'Afrique. Il s'agit pour chaque pays, d'un Représentant de la CNLS, de la SWAA, des PVVIH et un jeune homme et une jeune fille du CNJ ou organe équivalent. Des conférenciers d'autres pays ont participé, tel que le Zimbabwe.
- Un atelier du Sous-Groupe 4 de la Task Force No 5 du Millenium Development Project Goal (MDGP) s'est tenu à Kigali du 11 au 12 juin sous le haut patronage de Son Excellence, Monsieur le Président de la République. Il s'agissait de préparer le rapport à mi-parcours de la Task Force. En marge de cet atelier, les membres de la Task Force ont eu des séances de travail avec le Ministre des Finances et de la Planification, Hon. Dr KABERUKA et son équipe, le Secrétaire d'Etat Chargé de la Lutte contre le VIH/SIDA et des Maladies en Rapport. Ils ont fait des visites aux activités de lutte contre le VIH au Rwanda sur terrain.

- Du 9 au 10 juillet 2003 : Conférence Internationale sur l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes du Secteur Privé, d'imminentes personnalités de la lutte contre le VIH /SIDA du secteur privé international, national et du secteur public sont venus échanger des stratégies et des programmes sur ce sujet.
- En marge de la réunion des Chefs des Etats de l'Union Africaine à Maputo, le Secrétaire Exécutif de la CNLS a représenté, la Première Dame du Rwanda, Son Excellence Madame Jeannette KAGAME, Présidente de la Région Est de OPDAS à la Deuxième Assemblée Générale de l'Organisation de Premières Dames d'Afrique contre le SIDA (OPDAS). Cette Assemblée Générale a finalisé le Cadre légal de l'OPDAS.
- Du 20 au 27 septembre 2003 : participation de 5 membres de la CNLS à la Conférence Internationale sur les IST et le SIDA en Afrique (ICASA) à Nairobi. La CNLS a organisé la délégation rwandaise, fait la couverture médiatique des présentations rwandaises et a également présenté 3 trois posters, une conférence satellite.
4 abstracts présentés par la CNLS ont été acceptés au comité de sélection d'ICASA. Leurs sujets étaient :
 1. La Conférence Pan Africaine des jeunes présentée par le CNJR.
 2. La Conférence des Premières Dames sur le BCC et le Stigma des PVVIH présentée par le Projet PACFA.
 3. Le Family Package du Projet de la Première Dame présenté par le Projet PACFA.
 4. Le système de Suivi et Evaluation des activités et programmes de lutte contre le SIDA au Rwanda présenté par la CNLS.
- II^{ème} Conférence Africaine des Pays des Grands Lacs sur l'accès aux soins et traitement pour les PVVIH.
Cette conférence financée par la CNLS et CHAIN et co-organisée par la GLIA a pour but de renforcer l'accessibilité des PVVIH+ aux soins et aux antirétroviraux. Y ont assisté la Responsable Afrique de l'ONUSIDA Genève, des Représentants de la Banque Mondiale, des Firmes pharmaceutiques internationales, des Représentants des Ministères de la Santé, des programmes de traitement des PVVIH et des Associations à base communautaire des 6 pays de la GLIA.
Les recommandations de la conférence ont été adoptées par l'ONUSIDA et la GLIA.

b) Mobilisation des Leaders nationaux

- Fin janvier : présentation par le staff de la CNLS du Cadre Stratégique et du PNM au Ministre de la Santé et au Secrétaire d'Etat chargé du VIH/SIDA et des Maladies en Rapport.
- Le 24 avril : présentation du Cadre Stratégique National de lutte contre le SIDA, le PNM et de leur rôle à tous les Préfets et au Maire de la ville de Kigali.
- Mobilisation des Hautes Autorités du pays lors des élections du RRP+ et lors des Conférences et ateliers internationaux réalisés à Kigali.

c) Mobilisation des Communautés

- Depuis juillet : réunions et ateliers pour concevoir de façon participative avec tous les secteurs, la Stratégie Nationale de Communication pour le Changement de Comportement.
- Descentes sur terrain dans les 11 provinces et la ville de Kigali du 17 juin au 8 juillet pour expliquer aux autorités locales, aux partenaires au développement, et aux associations locales et internationales, la nature, le rôle de la CNLS et comment ils doivent s'inscrire dans le plan national de Coordination, de Planification, de Suivi et Evaluation.
- Formation et conférences
 - Revue des TOR du consultant et suivi de la réalisation du module de formation en gestion des projets, IEC/ VIH / SIDA/IST/Santé de base et mutuelle pour réaliser le Tronc commun avec la gestion de projet. Ce manuel est destiné à l'enseignement des communautés par les formateurs des CPLS, CDLS, CDC et des Points Focaux.
 - De février à mai 2004, étude sur les intervenants dans le CCC au Rwanda. Présentation et diffusion de l'étude le 5 juin lors de la Conférence Régionale sur le BCC concernant le Stigma et la Discrimination des PVVIH, patronnée par les Premières Dames de la Région OPDAS Est.
- Conception de 30 messages de prévention contre l'infection par le VIH à diffuser en trois langues dans toutes les pages des abonnés de l'annuaire téléphonique 2005 du Rwanda.
- Campagne nationale contre le Stigma et la Discrimination lancée le 24 octobre 2003 par la CNLS. Les cérémonies ont été présidées par la Première Dame. Il s'agit de la campagne relative à la commémoration de la Journée Mondiale de lutte contre le SIDA 2003. Le thème national était : « La lutte contre le Stigma et la Discrimination faites aux enfants infectés et affectés par le VIH/SIDA ». La préparation a été marquée par l'organisation des compétitions au niveau nationale (au niveau des districts, au niveau des provinces et au niveau national). Pour cette Campagne Nationale, la CNLS a produit deux spots Radio et deux Spots Télé diffusés durant un mois et des supports graphiques.
- Informations régulières des communautés par l'actualisation de façon continue du site web de la CNLS, de la lutte contre le VIH/SIDA dans le pays
- Mobilisation par les médias
 - La mobilisation des communautés a été réalisée par 38 émissions produites par la CNLS et diffusées par ORINFOR. L'émission de la CNLS est intitulée « Tega amatwi, wumve, ubeho ».
 - Sensibilisation par les trois interviews pour des articles parus dans la presse écrite nationale.
 - 12 janvier : participation à l'émission en live organisée par le MINALOC « Journée Internationale pour l'Enfant ». Ce fut l'occasion du lancement de la situation de l'Enfant dans le monde par l'UNICEF et au Rwanda par le MINALOC ainsi que du Cadre stratégique national du MINALOC.
 - Le 1er juin : émission en live sur radio avec le Secrétaire d'Etat Chargé de la Lutte Contre le VIH/SIDA et Maladies en Rapport, La Première Dame

Madame Jeannette KAGAME, Thérésie NUWIMANA la Présidente du RRP+ et Jean Marie MUDAKIKWA du Département de la Mobilisation sociale de la CNLS.

- Ce fut un débat radio diffusé sur la Stigmatisation et la Discrimination en préparation à la Conférence Régionale sur le BCC concernant le Stigma et la Discrimination des PVVIH patronnée par les Premières Dames de la Région OPDAS Est.
- Août : réalisation d'une émission télévisée dont le thème était : « Campagne de sensibilisation sur le VIH/SIDA », au cours de la Foire Internationale 2003.
- Novembre 2003 : une émission en direct sur Radio Rwanda et la Télévision avec participation de la population. L'émission était axée sur le thème de l'année ainsi que les activités prévues lors de la Journée Mondiale de lutte contre le SIDA.
- Du 25 juillet au 10 août 2003 : mobilisation des jeunes et du secteur privé lors de la Foire commerciale de Kigali avec sensibilisation en collaboration avec le TRAC. La sensibilisation visait la promotion du Conseil et Dépistage Volontaire du VIH réalisé sur les lieux même de la Foire.
- Réalisation et publication de deux types d'affiches de sensibilisation de la population à lutter contre le VIH/SIDA. La première sur la stigmatisation, la deuxième sur le dialogue dans les familles.
- Actualisation de 11 panneaux de sensibilisation de lutte contre le VIH/SIDA dans la Ville de Kigali début juin.
- Actualisation et publication de deux types de dépliants en plusieurs langues expliquant la CNLS en français, en anglais et en kinyarwanda (en kinyarwanda pour répondre aux questions courantes sur le VIH/SIDA)
- Conception d'un calendrier 2004 de la CNLS avec des messages liés au thème de la Journée Mondiale de lutte contre le SIDA 2003.

6. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS

La CNLS a renforcé son partenariat à tous les niveaux et mobilisé des fonds en faveur des communautés, lors des différentes rencontres et réunions avec les Représentants des Agences onusiennes, des diverses coopérations bilatérales et multilatérales ainsi que de nombreuses Fondations, des Représentants de projets et ONGs internationaux et nationaux, et des personnalités éminentes dans la lutte contre le SIDA voulant soit connaître les activités se déroulant dans le pays, soit intervenir au Rwanda, ou faire le plaidoyer pour nos activités.

a) Projets ou Fondations

- SIPAA
- Fondation Clinton
- Pangea AIDS Foundation
- Health Care Improvement (IHI)
- COADY Institut Saint François
- University Research Cooperation (URC)
- Columbia University (Projet Access)
- AMREF
- AFRICARE international
- Commission nationale de Lutte contre le SIDA de la région
- IATEC
- Millenium Development Goal Project

b) Ambassades et Coopérations

- Ambassade des Etats Unis
- USAID
- Ambassade de Hollande
- Coopération suédoise
- Coopération italienne
- Coopération belge
- KFW

c) Agences des Nations Unies

- UNICEF :
- UNIFEM
- Agence des Nations Unies contre le Trafic des Drogues
- PNUD
- ONUSIDA
- Groupe Thématique

d) ONG Internationales

e) ONG et partenaires nationaux.

f) Institutions publiques nationales

- g) CLUSTER des partenaires au développement
- h) Bailleurs dans les domaines de la santé
- i) CCM
- j) Rencontre avec le LFA, réunions ordinaires du CCM et participation aux réunions de revue des projets soumis pour financement au Global Fund
- k) Les membres du Comité Exécutif et le Secrétaire Exécutif de la GLIA
- l) Participation systématique aux ateliers et séminaires de promotion des activités de lutte contre le VIH/SIDA organisés par nos partenaires de tous les secteurs et soutien technique aux intervenants.

7. FORMATIONS

Les formations données et reçues par la CNLS ont pour but de former des agents capables d'en faire profiter immédiatement la lutte contre le VIH/SIDA ou leur institution. Ne sont encouragées que les formations qui renforcent le travail quotidien de la CNLS et des partenaires dans notre mission.

▪ Pour les agents de la CNLS

Au Rwanda :

1. Du 12 au 17 mai : formation en Monitoring et Evaluation donnée par le TRAC.
2. Du 12 au 17 mai : atelier de formation de 32 formateurs en Monitoring et Evaluation pour les CPLS, les Points focaux du Secteur Privé et Public, et les agents de la CNLS. Formation menée par le Département de Monitoring et Evaluation de la CNLS avec le soutien technique de MEASURE.
3. Du 24 mars au 4 avril : formation du staff de la CNLS par le PNUD dans l'atelier de formation des Formateurs sur « Approche communautaire, une réponse efficace au VIH/SIDA »

A l'étranger :

1. Du 22 au 25 janvier : participation de l'Analyste à une formation sur la « Budgétisation et coût en rapport avec le VIH » à Dar Es Alam financée par l'UNICEF pour un renforcement de ses capacités en analyse de budgétisation des projets.
2. Janvier : organisation du voyage du Représentant de l'APPELAS du secteur privé à Nairobi pour une formation sur BBC et sur le Stigma.
3. Du 17 au 18 février : l'Assistante technique du Département Suivi et Evaluation et le Directeur de ce Département ont suivi une formation à Dakar sur « Le Suivi et évaluation des programmes de lutte contre le SIDA »
4. Du 22 au 25 avril : participation du Chargé IEC à Douala au Cameroun à une formation de professionnels des Médias sur le thème « Bâtir les capacités des médias pour une action de plaidoyer et de mobilisation sociale contre le VIH/SIDA ».
5. Du 25 au 30 mai : le Directeur du Monitoring et Evaluation a été en formation à la Conférence ministérielle sur l'Education.
6. Du premier au 6 juin : la Directrice du département Planification et Coordination a participé à une formation en Afrique du Sud « Network meeting » sur le leadership et le renforcement des capacités communautaires.
7. Du 23 au 27 juin : la directrice du Département Planification et Coordination a été au Botswana dans un voyage d'étude « Mainstreaming HVI/AIDS programs in decentralized structure ».
8. Formation de l'Analyste sur la technique DEV organisée par la Direction des Statistiques du MINECOFIN.

▪ **Plaidoyer pour la formation de nos partenaires**

- La CNLS a envoyé Dr Claude KARASI du Centre Hospitalier Universitaire de Kigali et Dr Fidèle NGABO de Pangea au Rwanda à Genève auprès de la Banque Mondiale, OMS, ONUSIDA pour un atelier, du 30 juin au 2 juillet, dont le thème est « Strategic informations for Anti-retroviral Therapy Programmes »
Le but était d'évaluer les pré-requis en évaluation, formation, équipement, infrastructures, capacité de monitoring et évaluation nécessaire aux pays de peu de ressources pour accélérer l'accès aux ARV de leur population.
- Envoi d'un membre du Board du CNJ pour une formation de 6 mois au Canada en « Project management ».
- Envoi en voyage d'étude au Canada, du Coordinateur du Forum des ONGs au « Afric-Canada Youth Symposium for leadership in development »
Il s'agit d'une formation et d'un partage d'expériences entre des leaders mondiaux reconnus et de 102 jeunes venus de 19 pays.

8. MOBILISATION DES FONDS

À l'étranger :

- Du 24 février au 1^{er} mars : le Secrétaire Exécutif de la CNLS a été en mission auprès de la Banque Mondiale. Mission conduite par le Secrétaire d'Etat Chargé de la Lutte contre le SIDA et les maladies en Rapport, pour négocier les fonds MAP II, premiers fonds MAP dont bénéficie le Rwanda. Cette mission fut un succès ; nous avons négocié un prêt de 30 500 000 dollars avec un fonds de contre- partie du Gouvernement rwandais de 1.500 000 de dollars.
- Du 3 mars au 14 mars : le Secrétaire Exécutif de la CNLS a pris part à la visite officielle de son Excellence, Monsieur Paul KAGAME, Président de la République et son épouse aux USA, sur invitation de son Excellence Monsieur le Président W. BUSH.
- GLIA
 - a. Du 31 mars au 7 avril le Secrétaire Exécutif de la CNLS avec les Docteurs RURANGWA Eugène, Secrétaire Exécutif de la GLIA et Lyons MARYALINES, Consultante, a fait une tournée dans trois pays de la GLIA afin de promouvoir le Projet régional MAP II et fait un plaidoyer pour le maintien du Siège de la GLIA à Kigali.

La mission fut un succès, les trois pays visités (Kenya, Tanzanie et Uganda) sont en faveur de la revitalisation de la GLIA et du maintien du Siège de la GLIA au Rwanda.
 - b. Du 19 au 22 mai, le Secrétaire Exécutif de la CNLS a participé à un Workshop à Nairobi dans le cadre de la finalisation du Cadre juridique de la GLIA afin de bénéficier du don de la Banque Mondiale MAP II. Ce fut un succès car les six pays de la GLIA ont signé un cadre légal gardant le Siège de la GLIA à Kigali.

Le montant du don reste à préciser par la Banque Mondiale car avant le Workshop il était question de 20 millions de dollars puis durant le Workshop, il nous fut annoncé 10 millions de dollars pour la GLIA et 10 autres millions pour les actions du HCR dans les camps de réfugiés.
- Du 15 au 22 juillet 2003 : avec le Secrétaire d'Etat Chargé du VIH/SIDA et Maladies en Rapport et la Présidente du RRP+ , le Secrétaire Exécutif de la CNLS s'est rendue à Paris à une Conférence de plaidoyer pour la mobilisation en faveur du Fonds Global.
- Le 24 septembre 2003, à Nairobi, le Secrétaire Exécutif de la CNLS, en marge d'ICASA, a rencontré l'équipe de MSD Afrique pour planifier la création d'une formation multidisciplinaire sur le VIH à Kigali.

Au Rwanda :

- Le Projet PNUD/CNLS/Rwa 99/028 se terminant mi 2003, nous avons mobilisé pour sa poursuite, ce qui fut concrétisé par la conception et la mise en exécution du Projet Rwa/03/003 avec l'appui du PNUD intitulé « Capacity building for strengthening the national respons ». Ce projet tout comme le précédent est axé sur la Réponse Nationale et la promotion de la lutte contre le SIDA dans les communautés.
- Travail aux pré-requis pour l'accord du Siège de la Banque Africaine de Développement pour le Projet de soutien au PNM qui sera financé par le FAD. Ce projet accuse un grand retard car le Siège étant à Abidjan les troubles qui s'y sont déroulés en 2003 ont conduit à déplacer le Siège à Tunis avec une perte de plus de 12 mois dans les avancées de sa mise en exécution. Contacts réguliers par e-mail et par téléphone avec l'équipe du Siège à Abidjan et de Tunis pour finaliser les pré-requis du projet.
- Le Projet SIPAA financé par le DFID a stagné d'avril à fin 2003 sans amélioration. Contacts réguliers par e-mail avec l'équipe de Nairobi et réunions avec l'équipe de Kigali d'Action Aid pour activer la reprise du projet et le déboursement des fonds dus par SIPAA. Ce retard est causé par la mauvaise gestion du projet par Action Aid, agence de gestion contractuelle dans tous les pays où le projet SIPAA se déroule.
- Pour les formations ; participations aux conférences dans le but de renforcer les capacités de nos partenaires et du staff de la CNLS.
- Mobilisation des fonds pour les activités de la CNLS auprès de tous les secteurs de la nation et les partenaires au développement pour les formations et les conférences citées dans ce rapport :
 1. Les Confessions Religieuses et le VIH/SIDA
 2. Organisation Pan Africaine des Jeunes
 3. Conférence régionale sur la Stigmatisation et la Discrimination des PVVIH patronnée par les Premières Dames de l'OPDAS Est
 4. Conférence sur l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes du Secteur Privé
 5. II^{ème} Conférence Africaine des Pays des Grands Lacs sur l'accès aux soins et traitement pour les PVVIH.

9. LES CONTRAINTES RENCONTREES

1. Malgré ces réalisations faites, du fait de la sous évaluation drastique du budget de l'année 2003 et du retard dans les fonds attendus des Projets SIPAA, MAP, et celui de la BAD, toutes les activités programmées n'ont pu être menées. Cependant, grâce à une mobilisation de fonds additionnels, des activités de mobilisation sociale, des formations non programmées ont été réalisées.
2. Nombreux partenaires n'aiment pas être coordonnés et n'ont pas compris l'intérêt qu'aurait l'éviction des duplications et les possibilités accrues de synergie. Il faudra améliorer le rôle de la CNLS dans la coordination des activités de lutte contre le SIDA et des intervenants au niveau national, ainsi que le suivi et l'évaluation des activités.
3. Deux postes prévus dans l'Organigramme sont toujours vacants : l'Auditeur Interne et le Directeur du département mobilisation sociale : cela réduit fortement le rendement de la CNLS.
4. Manque de moyen de transport durant la première partie de l'année.
5. Manque de matériel et espace de travail pour certaines CPLS.
6. Dans certaines provinces, il y a eu, en 2003 peu de partenaires, c'est le cas de GIKONGORO, et UMUTARA.
7. Il y a eu beaucoup d'activités urgentes qui n'étaient pas prévues ni programmées et qu'il fallait assumer, perturbant ainsi la programmation annuelle, trimestrielle et mensuelle de la CNLS.
8. Faiblesse des structures décentralisées de la CNLS.

II. DEUXIEME PARTIE

LES PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA CNLS

I. PROJET MAP

Résumé

Le Projet Multisectoriel de Lutte contre le VIH/SIDA (MAP) financé conjointement par la Banque Mondiale et le Gouvernement rwandais a été effectif le 11 août 2003 après avoir rempli toutes les conditions de mise en vigueur.

Le projet a quatre composantes :

- le secteur public
- la société civile
- santé, soins et traitement
- la coordination, suivi et évaluation

Le coût total du projet est de 32 millions de \$US pour une période de 5 ans.

Le présent rapport du 1^{er} trimestre d'activités couvre la période allant d'octobre à décembre 2003. Il relate l'état d'avancement de l'exécution des activités et la situation des décaissements tant du secteur public que du secteur privé.

Au 31 décembre 2003, 11 protocoles d'accord (tout secteur confondu) ont été signés entre la CNLS/MAP et les partenaires pour un montant global de 1 902 607 755 FRW (soit 3 459 287 \$US).

Globalement, le degré de réalisation tant au niveau des activités que du budget est très performant (90% en moyenne).

Pour le prochain trimestre, un effort particulier est mis par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) pour le suivi des activités en cours, le financement d'autres plans d'actions du secteur public et des sous projets de la société civile.

CONTEXTE

La pandémie du VIH/SIDA a atteint des proportions inquiétantes au Rwanda avec une séroprévalence dans la population générale de 13,5 % , les populations jeunes ainsi que les femmes étant les plus touchées par l'épidémie.

Pour faire face à cette situation le Gouvernement du Rwanda a adopté en février 2003 un Cadre Stratégique de lutte contre le SIDA qui a pour principaux objectifs de réduire la propagation de l'infection au VIH dans la population et d'atténuer l'impact socio-économique du VIH/SIDA dans toute la population et plus particulièrement chez les personnes infectées et affectées par le VIH.

Dans le cadre de la mobilisation des ressources pour exécuter les interventions contenues dans le Cadre Stratégique, le Gouvernement a sollicité l'appui de la Banque Mondiale pour financer un projet multisectoriel de lutte contre le SIDA.

Le Projet Multisectoriel de Lutte contre le SIDA a été négocié entre le 24 et le 28 février 2003 à Washington D.C. entre la délégation du Gouvernement Rwandais et celle de la Banque Mondiale. L'accord de don d'un montant de 30,5 millions de dollars américains pour le financement des activités du projet a été signé le 13 mai 2003. Le plan d'action pour la 1^{ère} année du projet pour un montant de 4,5 millions de dollars a été approuvé par la Banque le 19 juillet 2003.

Les conditions de mise en vigueur convenues dans l'accord de don ont été réalisées le 10 août 2003 et 11 août 2003, la mise en vigueur de l'accord de don a été déclarée par la Banque Mondiale. Le projet a été officiellement lancé par le Secrétaire d'Etat chargé de la lutte contre le SIDA et les maladies en rapport le 19 septembre 2003.

La première demande de décaissement a été soumise à la Banque Mondiale le 23 août 2003 et a été honorée le 26 septembre 2003. Les protocoles d'accord et les accords de dons signés entre la CNLS et 11 institutions tant du secteur public que privé ont reçus les premières tranches de financement à partir de début octobre 2003.

Le présent rapport trimestriel couvre la période d'octobre à décembre 2003.

REALISATIONS

2.1 REALISATIONS DE LA COMPOSANTE UGP (Coordination, Suivi et Evaluation)

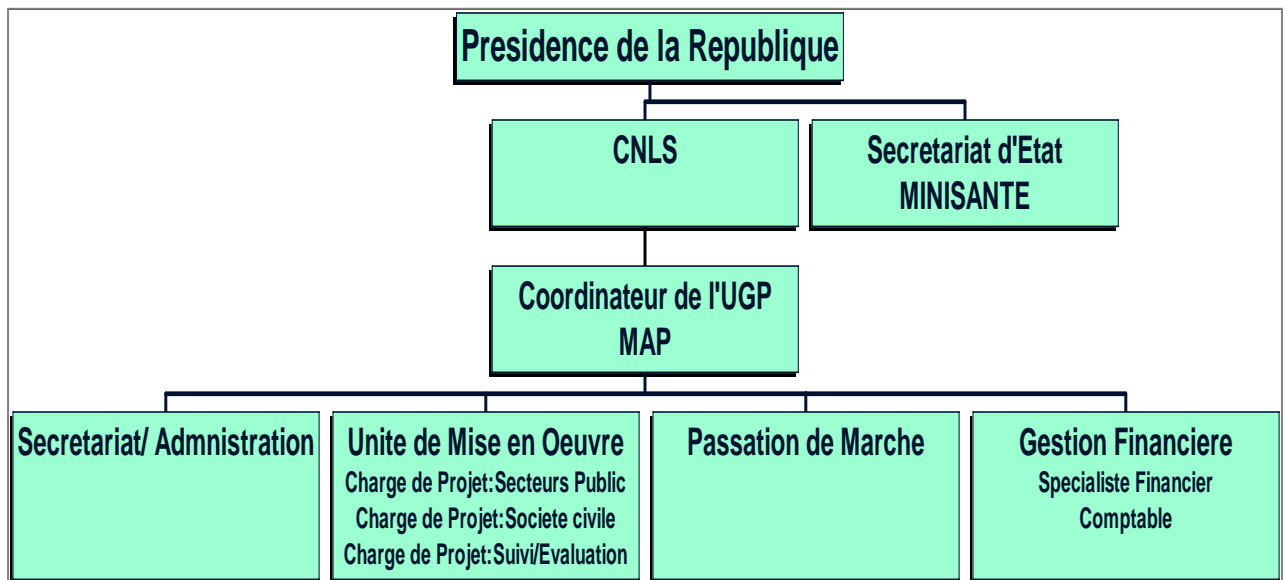
La composante UGP a commencé les activités avant le démarrage du Projet pour préparer la réalisation des conditions de mise en vigueur du Projet.

2.1.1 Recrutement du personnel

Parmi les conditions de mise en vigueur de l'accord de don, il y avait le recrutement du personnel clé de l'unité de gestion du projet ¹ à savoir :

- le coordinateur du projet
- le spécialiste financier
- le spécialiste en passation de marché
- le chargé du secteur de coordination, suivi et évaluation
- le chargé du secteur public
- le chargé du secteur privé et communautaire
- le comptable

La structure organique et institutionnelle du projet le dote d'un personnel limité car ce dernier devrait s'appuyer sur les structures décentralisées existantes (secteur public et ONGs) dans l'exécution de ces activités sur terrain auprès de la communauté. Voici, ci après, la structure organique et institutionnelle du projet :



Ce processus a été réalisé et tout le personnel était en place en juin 2003.

¹ Voir organigramme suivant

Comme il a été difficile de trouver un spécialiste expérimenté en passation des marchés, l'Unité de gestion du projet a recouru au recrutement extérieur d'une maison spécialisée dans le domaine (Crown Agents).

Un personnel d'appui composé de 4 chauffeurs, une secrétaire de direction ont été également recrutés.

Pour appuyer également la composante « santé, soins et traitement » qui est exécutée par TRAC (Treatment and Research AIDS Center), l'Unité de gestion du projet a recruté le personnel suivant :

- un chargé de projet « opération des ARVs »
- un chargé des opération « gestionnaire »
- une secrétaire/ administration

Activités de planification

La planification proprement dite a concerné essentiellement le plan d'action annuel du projet qui consolidait en plus du plan d'action de l'unité de gestion du projet, des plans d'actions des partenaires du secteur public et du secteur privé.

Ainsi, les plans d'action ont été révisés, finalisés et soumis à la Banque pour non objection.

Les activités ont concerné :

- la révision des coûts (en utilisant les coûts unitaires suivant la nature de l'activité)
- l'élaboration des indicateurs par composante et par activité
- l'harmonisation des activités par composante
- la mise en forme définitive

Le plan d'action a été finalisé après discussion avec la mission de supervision de la Banque en juin et a obtenu la non objection de cette dernière.

Le plan d'action annuel comprend les différents plans d'actions des composantes :

- l'UGP
- autres partenaire du secteur public
- société civile
- santé, soins et traitement

Des demandes des requêtes de fonds (DRF) ont été également formulées pour l'approvisionnement du compte spécial et du compte de contreparties. En tout, au 31/12/2003, 6 DRF ont été adressées à la Banque Mondiale pour le compte spécial (secteur public et secteur privé).

Afin de garantir une bonne exécution de certaines activités du plan d'actions, l'UGP a élaboré les termes de référence pour les activités qui nécessiteront éventuellement un appui de consultants.

Les TDRs suivants ont été élaborés :

- suivi –évaluation
- formation en projets générateurs de revenu
- formation en planification et gestion
- communication IEC
- counselling
- production vidéo

Préparation et signatures des protocoles de financement

Après la non objection de la Banque Mondiale sur le plan d'actions annuel, les protocoles d'accord ont été préparés pour chaque partenaire.

Il comprend principalement les informations suivantes :

- les signataires du protocole
- les engagements des deux parties signataires
- le compte bancaire ainsi que les signataires du compte
- les activités annuelles convenues par les deux parties
- budget alloué à chaque activité
- indicateurs de réalisation par activité

La première demande de décaissement a été soumise à la Banque Mondiale le 23 août 2003 et a été honorée le 26 septembre 2003. Les protocoles d'accord et les accords de dons signés entre la CNLS et 13 institutions tant du secteur public que privé ont reçus les premiers tranches de financement à partir de début octobre 2003.

Au 31/12/2003, des protocoles d'accord de financement pour un montant de 1 902 607 755 FRW (soit 3 459 287 \$US) avec les institutions suivantes ont été signés :

- CNLS : 315 180 800 FRW
- CPLS Cyangugu : 53 280 000 FRW
- CPLS Gitarama : 56 564 750 FRW
- CPLS Byumba : 53 721 250 FRW
- Ministère de l'administration locale, du développement communautaire et des affaires sociales (MINALOC) : 152 093 955 FRW
- Ministère de la défense (MANADEF) : 1508 269 250 FRW
- Ministère de la santé à travers TRAC : 749 452 000 FRW
- CARITAS Rwanda : 80 884 100 FRW
- Association ATRACO : 55 256 300 FRW
- Le Conseil national de la jeunesse (CNJR) : 79 932 050 FRW
- Le Forum des ONGs : 67 237 500 FRW
- Association Para Etatique de Lutte contre le SIDA (APELAS) : 80 735 800 FRW

La signature du protocole avec la Commission Urbaine de Lutte contre le Sida s'est effectuée avec la 1^{ère} semaine de janvier 2004 pour un montant de 94 568 950 FRW. Ce qui porte à 1 997 176 705 FRW (3 631 230 \$US) le montant des protocoles signés.

Dans la logique des axes stratégiques tels que défini dans le document stratégique de lutte contre le VIH/SIDA.

Les activités contenues dans les plans d'actions concernent essentiellement les activités de :

- mobilisation / sensibilisation de la population visant le changement de comportement
- formations continues de divers acteurs impliqués dans la lutte contre le SIDA.
- scolarisation des enfants vulnérables ;
- financement des activités génératrices de revenus
- appuis matériels (IEC, vélos pour pairs éducateurs, ordinateurs, etc)
- réhabilitation des infrastructures sanitaires qui vont offrir le traitement aux PVVVIH
- achats des équipements et des réactifs de laboratoire pour renforcer les capacités de diagnostic dans les 12 hôpitaux de districts et un centre de santé des 3 provinces.
- mise en place des services de VCT et PMTCT dans les hôpitaux et un centre de santé des 3 provinces qui n'en disposent pas
- traitement des maladies opportunistes et amélioration de l'accès aux Anti-rétroviraux dans les 3 provinces
- appui institutionnel pour certaines institutions qui en ont besoin

Activités de coordination, de suivi et évaluation

2.1.4.1 Coordination

Pour une bonne coordination, plusieurs types de réunions se tiennent tant au niveau interne du projet qu'externe.

Réunions internes : depuis la mise en place de l'UGP, chaque semaine, il se tient une réunion de coordination des activités du projet. L'objet de la réunion étant la planification des activités de la suivante et voir l'état des réalisations des activités de la semaine écoulée. D'autres réunions du staff se déroulent ponctuellement pour étudier certains problèmes quotidiens au niveau de l'UGP.

Réunions externes : deux types de réunions externes existent dont l'une régulière avec toutes les unités de la CNLS où le coordinateur du MAP y participe chaque semaine. D'autres réunions avec les partenaires MAP se déroulent régulièrement soit au siège du MAP ou chez les partenaires.

La coordination intervient également dans tous les domaines de gestion quotidienne de l'UGP (planification, préparation des ateliers, contrat avec les partenaires, passation de marchés, finance)

2.1.4.2 Suivi-Evaluation

L'UGP a élaboré un paquet d'outils de suivi-évaluation pour faciliter les partenaires dans la présentation des différents rapports de suivi-évaluation.

Le suivi-évaluation a été à deux niveaux (UGP et Partenaires). Le suivi au niveau de l'UGP a concerné essentiellement les activités quotidiennes comme le suivi des dossiers :

- des contrats
- des préparations des documents d'appels d'offres
- de processus de commandes des fournitures et équipements divers
- des recommandations des réunions diverses
- de non objection à la banque mondiale
- de demande de retrait de fonds (DRF)
- relatifs à la logistique

Au niveau des partenaires, des descentes régulières sur terrain ont été effectuées. Elles avaient pour but de voir l'état d'avancement des activités convenues dans les différents protocoles d'accord. Tous les partenaires ont été visités. Il ressort de ces descentes que les chargés de projet étudient ensemble avec les responsables d'exécution sur terrain les problèmes qui se présentent au cours d'exécution des activités et proposent des solutions pour y remédier.

Formation, ateliers, participation aux conférences et séminaires

Plusieurs formations et ateliers ont été organisés :

a) Atelier du 8 Août 2003 sur la mise en œuvre du projet MAP , il avait comme objectifs de:

avoir un même canevas sur la présentation des plans d'actions

expliquer les procédures de mise en œuvre

exposer sur les modalités de financement, de suivi et d'évaluation

b) Atelier de lancement du projet le 19 septembre 2003, il avait pour objectifs de:

- Présenter aux partenaires le contenu du projet MAP pour s'assurer une bonne compréhension de toutes les parties prenantes dans la mise en oeuvre du projet;

- Expliquer aux partenaires les modalités d'accès aux financements du projet MAP, les mécanismes, les instruments de mise en oeuvre ainsi que les procédures de gestion financière et de passation de marchés.

c) Atelier du 21 octobre 2003 avec les partenaires ayant reçu le financement MAP sur les modalités pratiques d'exécution des différents plans d'actions

d) Atelier avec les ONGs sur l'élaboration des sous projets et les modalités de collaboration avec le projet MAP (12 novembre 2003) dont les objectifs étaient :

Avoir un même canevas sur la présentation des sous projets.

Expliquer les procédures d'élaboration et d'approbation des sous projets.

Expliquer les modalités de financement, de suivi et d'évaluation de sous projets

S'entendre sur les prochaines étapes

e) Atelier avec les districts sur l'élaboration des sous projets et les modalités de collaboration avec le projet MAP (2 Décembre 2003) dont les objectifs étaient les mêmes que le précédent avec les ONGs. Spécifiquement, il était visé les 12 districts ayant travaillé avec le projet CRDP du MINALOC qui avaient une expérience dans

l'élaboration et l'exécution des sous projets. Mais il a fallu y adjoindre les districts et ville chef lieu des provinces ayant déjà des associations mûres des PVVIH et qui ont des capacités à pouvoir élaborer des sous projets. En tout, 35 districts ont sélectionnés et leurs représentants ont été formés.

D'autres ateliers ont été organisés et les détails seront dans les différentes composantes.

L'UGP a été représentée dans différents séminaires et conférences notamment : la conférence SIPAA organisée à Kigali du 23 au 25 juillet 2003 : elle avait comme objectifs d'évaluer les activités de l'année 2002, de faire un feed back et un échange d'expérience entre les pays financés par la SIPAA.

La conférence organisée par NAPPA en Afrique du Sud en dates du 26 juillet au 2 août 2003 dont l'objectif étaient d'échanger sur la gestion fiduciaire des Programmes Nationaux multisectoriels VIH/SIDA pour l'Afrique Subsaharienne

La 13^{ème} conférence ICASA (International Conference on AIDS and Sexually transmissible Infection in Africa) de Nairobi dont l'objectif était de discuter sur les interventions du lutte contre le SIDA et les IST en Afrique afin de capitaliser les succès enregistrés et échanger sur les défis à relever

La 6^{ème} conférence internationale sur la prise en charge communautaire et à domicile des PVVIH qui s'est déroulée à Dakar du 8 au 11 Décembre 2003. L'objectif était l'échange d'expériences des différents pays et spécifiquement de la communauté.

Activités de passation des marchés

Une commission interne de passation a été mise sur pied. Elle est composée des 3 chargés de projet, du spécialiste financier et du comptable.

Un plan de passation de marché a été élaboré et obtenu la non objection de la Banque. C'est sur ce plan actualisable que sera bâti tout le processus de passation de marchés.

Des marchés suivants ont été attribués:

- le contrat pour location des bureaux du projet
- l'auditeur du Projet pour l'audit comptable du projet
- le contrat pour fournitures et équipement de bureau
- le contrat pour fournitures des ordinateurs et accessoires
- achat des véhicules : 2 véhicules ont été achetés localement et 7 autres ont été commandés chez IAPSO (Inter-Agency Procurement Services Office). L'arrivée prévue de ces véhicules est février 2004
- le contrat avec le Crown Agent pour la passation de marchés du Projet
- le contrat pour le gardiennage et la sécurité
- le contrat pour le nettoyage des bureaux
- le contrat pour fourniture et installation des rideaux
- le contrat pour le réseaux intra et internet du MAP
- le marché pour l'installation du central téléphonique
- le contrat de services entre la CAMERWA et la CNLS pour l'achat des médicaments anti-rétroviraux
- les dossiers d'appels d'offre pour les besoins en équipements de laboratoire sont entrain d'être finalisés.
- attribution de marchés divers relatifs aux fournitures et services divers (fournitures de bureaux, etc.)

2.1.7 Priorités pour le trimestre suivant

L'UGP pour mieux coordonner et assurer la bonne exécution de sa mission a pour priorités les activités suivantes pour le trimestre à venir :

- le recrutement des comptables pour le secteur public
- le financement des sous projets soumis par les ONGs d'encadrement et les Districts
- la présélection d'autres ONGs d'encadrement
- la Publicité du Projet MAP et renforcement du partenariat avec les autres acteurs
- le renforcement de la coordination, suivi-évaluation des activités en cours

COMPOSANTE « SECTEUR PUBLIC »

2.2.1 Description de la composante

A travers le projet, le secteur public est soutenu pour le renforcement des capacités de planification dans les différents Ministères, ainsi que pour les activités de prévention et de promotion de l'utilisation des services de soins par l'Information, l'Education et la Communication.

La composante « Secteur Public » a pour mission d'assister au renforcement des capacités des Ministères et institutions Etatiques, à la planification et à la formulation des politiques et stratégies de lutte contre le VIH/SIDA.

Ce secteur soutien, en plus, les activités de prévention, de promotion de l'utilisation des soins de santé et services sociaux disponibles à travers la diffusion de l'Information, par l'Education et la Communication (IEC) en matière du VIH/SIDA.

Ce secteur constitue l'acteur principal qui initie, assure la facilitation et appui l'intégration des activités de lutte contre le VIH/SIDA dans les activités normales des Ministères visant à provoquer le changement de comportement chez les individus et les institutions.

Il est prévu, pour ce secteur, une somme de 7 millions de \$ US .

Les requêtes de financement pour ce secteur se présentent sous forme de plans d'actions et jusqu'alors, il en a été introduit 6 en provenance :

- du MINALOC
- du MINADEF)
- du TRAC
- de la CPLS Gitarama
- de la CPLS Byumba
- de la CPLS Cyangugu

2.2.2 Réalisations de la composante

2.2.2.1 Activités de planification

Révision et actualisation des plans d'action : les 6 plans d'actions soumis à la CNLS par les partenaires ont été revus en collaboration avec les concernés en vue de s'assurer de leur éligibilité² et de leur pertinence par rapport aux axes stratégiques tels que définis par la CNLS.

Au niveau du Secteur Public, la révision et l'actualisation des 6 plans d'action réalisées toujours conjointement avec les partenaires concernés visaient l'harmonisation des coûts unitaires, l'harmonisation des activités et l'ajustement des budgets proposés

Indicateurs d'activité : Les indicateurs de réalisation ont été élaborés pour chaque activité et par composante dans le souci de faciliter le suivi du degré de performance des activités planifiés.

Activités de Coordination

Préparation et signature des protocoles de financement : Avec l'appui de l'UGP, la CNLS a préparé des protocoles d'accord de financement et les a signé avec les institutions bénéficiaires chacune en ce qui le concerne. Ces protocoles précisent la part de responsabilité de chaque partie dans la mise en exécution des activités.

Campagne de sensibilisation et mobilisation à travers la célébration de la Journée Mondiale(Nationale) de lutte contre le VIH/SIDA : les préparatifs pour cette activités ont pris la majeure partie du temps de toutes les institutions tant public (CNLS, CPLS et Ministère) que privé. Ce n'est qu'à la clôture de cette activité que les autres ont pu démarrer avec un petit retard. Cette journée était bien préparée et organisée dans tout le pays; les autorités politiques y étaient très impliquées. Le thème était la lutte contre la stigmatisation et discrimination à l'égard des PVVIH. Au niveau national, la journée a été célébré dans la province de Cyangugu où le degré de stigmatisation a été observé comme étant très forte par rapport à d'autres provinces. La cérémonie était présidée par son Excellence Monsieur le Premier du Rwanda.

2.2.2.3 Activités de Formation, Participation aux Conférences et Séminaires

Cette rubrique renferme surtout les formations et séminaires locales effectués par les partenaires du secteur public. Plusieurs formations et séminaires ont été faits :

la formation sur les procédures de mise en exécution du PAA du projet MAP/MINALOC où étaient invités les autorités administratives, religieuses et autres intervenants dans le domaine du SIDA

la formation des formateurs en IEC/CCC/SIDA pour les militaires

la formation des pairs éducateurs en IEC/CCC/IST par la CPLS Gitarama

² Voir la liste des activités éligibles au point 2.1.3 de ce rapport.

la formation sur l'Elaboration des plans d'actions et des micro-projets aux CDLS de Byumba

un séminaire de sensibilisation à la création des clubs anti SIDA pour les jeunes non scolarisés par la CPLS Cyangugu

un séminaire pour la mise en place des points focaux dans les entreprises privées et para étatiques par la CPLS Cyangugu

Plusieurs Campagnes de Mobilisation contre le VIH/SIDA et la lutte contre la discrimination et stigmatisation par la CNLS

2.2.2.4 Activités de passation de marchés

A part les gros marchés qui ont été attribués par l'UGP, il existe d'autres petits marchés qui ont été attribués par les partenaires eux-même dans le cadre de la décentralisation pour une bonne exécution des activités. Les marchés exécutés par les partenaires ont concerné essentiellement :

- le recrutement d'un consultant pour l'identification des enfants vulnérables et orphelins du SIDA ainsi que leurs besoins. Le processus est en cours.
- Achat fournitures scolaires par le MINALOC dont le processus est en cours
- Achat des préservatifs par le MINADEF
- Achat fourniture de bureau par tous les partenaires
- Confection de support graphique (Dépliants, Affiches et Calendrier)

2.2.2.5 Recrutement du personnel

Dans le souci de permettre une bonne gestion du financement du projet MAP au sein des Ministères et institutions publiques, il a été obtenu une non objection de la Banque Mondiale pour le recrutement des comptables gestionnaires qui seront affectés au sein des institutions suivantes : MINALOC, MINADEF, CPLS Gitarama, CPLS Byumba, CPLS Cyangugu et la CULS Kigali.

2.2.2.6 Activités de suivi

Le suivi a été effectué par des visites de terrain chez les partenaires en vu de se rendre compte :

- du degré de performance des institutions dans l'exécution des activités, relever les difficultés qu'ils rencontrent dans la mise en œuvre des activités trouver ensemble des solutions aux problèmes afin de débloquer les situations.

En général, l'exécution des activités s'est bien déroulée sauf quelques problèmes liés à :

- la lourdeur administrative surtout au niveau du MINALOC
- le retard dans la signature des protocoles
- une sous estimation des coûts des activités et oubli d'activités importantes lors de la Planification ;
- le manque de comptables qualifiés au niveau des CPLS
- la non assimilation des procédures prévues dans le Manuel d'exécution de l'UGP

- la faible implication des autorités des Ministères (MINALOC) dans la mise en œuvre des activités du PAA .

En plus des visites de terrains, il y a eu aussi le suivi par téléphone et email qui se fait quotidiennement.

2.2.2.7 Priorités pour le 2^{ème} trimestre

- Suivi des activités des plans d'actions en cours;
- Renforcement de la compréhension et du respect des procédures d'exécution des PAA chez les partenaires;
- Implication d'un plus grand nombre d'institutions publiques dans la lutte contre le Sida : pour financement de leur plans d'action.

Conclusion

De façon générale, malgré certains retards observés dans l'exécution des activités, la plupart ont été bien exécuté compte tenu du fait que le démarrage pose toujours des difficultés et que la maîtrise des procédures se fait petit à petit. L'exécution des activités du second trimestre sera plus aisée car les difficultés du premier trimestre auront servi de leçons et la volonté et la motivation des partenaires sont très encourageantes.

COMPOSANTE « SECTEUR PRIVE ET COMMUNAUTAIRE »

2.3.1 Description de la composante

La composante « Secteur Privé et Communautaire » a pour mission première d'appuyer le partenariat avec les groupements à base communautaire (groupes de jeunes, de femmes, de PVVIH), les communautés de base, les ONGs nationales et internationales, les associations sans but lucratif, les confessions religieuses, et les organismes et entreprises privés.

La société civile bénéficie d'un appui en ce qui concerne entre autres l'appui social et financier pour la scolarisation et la prise en charge des soins des orphelins (approche de mutuelles de santé) et les enfants vulnérables, le financement des activités génératrices de revenus ainsi que les programmes de formation de volontaires communautaires et des conseillers pour les soins à domicile. Il est prévu pour ce secteur 10.72 millions de \$US.

Les appuis devraient se faire via les sous projets. Comme au 1^{er} trimestre les conditions pré requises pour l'élaboration des sous projets n'étaient pas encore réunies (recrutement des agences d'encadrement), cette composante a financé des activités sous forme de plans d'actions ONGs et des umbrella de la société civile comme :

- CARITAS Rwanda
- APELAS
- CNJR
- ATRACO
- Forum des ONGs

2.3.2 Réalisations de la composante

2.3.2.1 Activités de planification

Les 5 partenaires ci-haut cités avaient soumis des plans d'actions à la CNLS pour financement. Mais le contenu de ces plans était multisectoriel au sens large en passant de l'appui institutionnel aux activités de mobilisation et de sensibilisation. C'est pourquoi, il fallait les retravailler en collaboration avec les partenaires concernés et en tenant compte des 5 axes stratégiques tels que définis par la CNLS et des activités éligibles pour le MAP.

En plus de la révision des plans d'actions, un recrutement des ONGs d'encadrement a été fait pour anticiper sur la préparation des sous projets.

Pour la société civile, en collaboration avec les partenaires concernés, 5 plans d'actions ont été revus et actualisés pour pouvoir :

- harmoniser les coûts unitaires
- harmoniser les types d'activités
- ajuster les budgets

La présélection des ONGs d'encadrement pour les sous projets

Tout un processus de présélection a été suivi pour orienter le choix des ONGs d'encadrement. Ainsi, en plus de la manifestation d'intérêt exprimée, il a fallu élaborer d'autres critères de sélection complémentaires.

Plusieurs étapes ont été suivies pour le choix des agences d'encadrement :

lancement d'un avis de manifestation d'intérêt dans les journaux

évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt

visites sur terrain des ONGs présélectionnées

consultation des CPLS pour avis éventuel sur chaque ONG présélectionnée

sélection et notification des agences d'encadrement

Sur une vingtaine d'ONGs ayant manifesté l'intérêt d'être agence d'encadrement, seulement 10 ont remplies les conditions requises. Les ONGs sélectionnées sont les suivantes:

ACCORD

AESD

ARBEF

ASOFERWA

WORLD RELIEF Rwanda

PAMASOR

ACTION AID

EJO NZAMERA NTE

AFRICAIRE Rwanda

RWANDA WOMEN NETWORK

Toutes ont été visitées et une concertation avec les autres partenaires (CNLS, CPLS) a confirmé leur capacité d'exécution des sous projets.

Parmi les critères de sélection sur lesquels on s'est basé, il y a :

l'existence légale

la capacité et expérience dans le travail avec les groupements

expérience dans l'exécution et suivi des projets

montants gérés

capacité de passation de marchés

transparence de la comptabilité (audit)

2.3.2.2 Activités de formation, participation aux conférences et séminaires

Formation

CARITAS a organisé plusieurs formations :

- 2 formations de la Jeunesse des mouvements d'Action Catholique à Gitarama et Cyangugu
- 1 formation des Jeunes en Période Prénuptiale à Gisenyi
- 1 formation en planification et gestion à Byumba
- 1 formation des PVVIH pour Gikongoro et Butare

ATRACO a organisé plusieurs réunions de sensibilisation dans 10 gares routières du pays

CNJR a eu 5 réunions de sensibilisation et de mobilisation pour la lutte contre le SIDA à Kibungo, Kibuye, Gikongoro, Ruhengeri et Gisenyi

Voyage d'étude/Conférences/Séminaires

Le FORUM des ONGs a fait 1 voyage d'Etude au Kenya (KANCO) où 2 délégués du FORUM y ont effectué la visite. L'objectif de la visite était de pouvoir développer des possibilités de collaboration, partager l'expérience et renforcer le partenariat.

Un délégué du FORUM a également participé à la 6^{ème} conférence internationale sur la prise en charge communautaire et à domicile des PVVIH qui s'est déroulée à Dakar du 8 au 11 Décembre 2003. L'objectif était l'échange d'expériences des différents pays et spécifiquement de la communauté.

2.3.2.3 Activités de passation de marchés

En plus des marchés attribués par l'UGP, d'autres mini marchés ont été octroyés au niveau des partenaires pour une bonne exécution des activités.

Les marchés ont concerné essentiellement:

- les achats de fournitures et équipements de bureau
- les achats de préservatifs pour la distribution dans les gares par ATRACO
- les services de consultances
- achats ordinateurs et accessoires
- location bureaux
- confection des dépliantes

- achat de matériel IEC (TV, Magnéto, haut-parleurs)
- achat de T-shirt pour la journée mondiale SIDA
- confection des dépliant

2.3.2.4 Activités de suivi

Les activités de suivi ont concerné les supervisions sur terrain ou au siège des différents partenaires. En plus de vérifier si le plan d'activités trimestrielles était respecté, le suivi-conseil visait essentiellement :

- l'état d'avancement de l'activité
- échange mutuel sur les problèmes et solutions éventuels

Malgré les bonnes performances observées au cours du 1^{er} trimestre dans l'exécution des activités, quelques problèmes ont été observés:

- le plafond de 150 000 \$US pour les ONGs est un frein pour la réalisation cohérente des activités de certaines ONGs comme la CARITAS qui ont une large couverture géographique.
- l'exécution des plans d'actions est retardé par le fait que les points focaux sont souvent sollicités par d'autres programmes
- il a été constaté une sous estimation des coûts des activités dans les plans d'actions (surtout l'activité de suivi).
- le retard dans le démarrage de l'exécution des activités du Conseil national de la jeunesse (CNJR) lié à leur organisation interne et de l'APELAS. Cette dernière Umbrella a commencé par le recrutement du personnel pouvant exécuter le plan d'action (les activités proprement dites n'ont commencé qu'avec décembre 2003).

2.3.2.5 Activités importantes pour le prochain trimestre

le suivi des plans d'actions en cours

le financement des sous projets en provenance des Agence d'Encadrement et des CDC dans les Districts

la sélection d'autres agences d'encadrement (sur base trimestrielle)

le renforcement des contacts à travers des ateliers de sensibilisation et d'information pour intéresser les districts dans la présentation des sous projets pouvant être financés par le projet.

COMPOSANTE « SANTE, SOINS ET TRAITEMENT »

2.4.1 Description

Cette composante est mise en œuvre par le TRAC et renforce l'accès aux soins et au traitement grâce à la mise en place des centres de tests volontaires, des services de prévention de la transmission Mère-Enfant et des services pour assurer le diagnostic, les soins et le traitement des malades du SIDA, incluant les Maladies Sexuellement

Transmissibles, les Infections Opportunistes et les médicaments anti-rétroviraux. Il est prévu pour ce secteur 10.87 millions de \$US.

Cette intervention de prise en charge des malades du VIH/SIDA offrira environ à 2350 personnes le traitement aux anti-rétroviraux et pourra renforcer l'action d'autres projets assurant la prise en charge par les anti-rétroviraux au Rwanda. Elle concernera 12 hôpitaux de districts et un centre de santé dans les provinces de BUTARE, CYANGUGU et UMUTARA.

2.4.2 Réalisations de la composante

2.4.2.1 Planification

Le TRAC a élaboré le plan d'action annuel et le plan d'action trimestriel.

Un atelier de planification provinciale du programme pilote MAP/ARVs a été organisé pour expliquer le modèle de l'intervention de prise en charge, recueillir les avis des responsables sanitaires sur le modèle et identifier les médecins et infirmières des 12 districts sanitaires (plus 1 centre de santé) cible pour MAP pour participer à la formation de prise en charge des ARVs organisée du 24 novembre au 4 décembre 2003.

2.4.2.2 Coordination, suivi-évaluation

Pour mieux assurer la coordination :

une réunion a été organisée pour la création des comités provinciaux et pour l'identification des mécanismes de communication avec les bénéficiaires du programme à Butare, Umutara et Cyangugu

une réunion de travail pour discuter de l'expérience du projet IMPACT dans la prise en charge par les ARVs

une réunion sur la présentation des résultats provisoires d'évaluation de prise en charge par les ARVs

Des visites de suivi-évaluation ont porté sur :

- l'évaluation avec le consultant de l'OMS du Laboratoire universitaire de Butare, du Laboratoire de Référence National pour voir l'état des équipements disponibles et les besoins réels des laboratoires
- visites de 12 laboratoires des 12 hôpitaux de district et un centre de santé pour un inventaire des infrastructures, des équipements, des réactifs ainsi que les ressources humaines qualifiées.
- visites d'évaluation des besoins des 12 hôpitaux de district et d'un centre de santé dont la mission concernait l'évaluation des besoins en réhabilitation des infrastructures (état des immeubles), des équipements et des services rendus de PMTCT, VCT et CPN
- visite de l'expérience du site de Kabgayi dans la prise en charge par les ARVs, services de PMTCT, VCT et CPN pour s'informer sur le modèle mis en place.

2.4.2.3 Formation

Formation à Butare de 36 médecins et 102 infirmières des 12 hôpitaux de district et un centre de santé sur la prise en charge par les ARVs et services PMTCT, VCT sur financement d'un autre bailleur.

2.4.2.4 Problèmes rencontrés

Suite au problème d'approvisionnement du compte spécial de l'UGP, Le TRAC a connu un problème de retard dans le financement de ces activités et le taux de décaissement au 31 décembre 2003 est 0%.

2.5 RAPPORT FINANCIER DU 1^{ER} TRIMESTRE (Octobre-décembre 2003)

2.5.1. Comptabilité.

La comptabilité a été régulière quant à la tenue des documents et la confection des Demandes de Retrait de Fonds adressées à la Banque Mondiale.

La saisie des données n'a pas encore commencé, la commande du logiciel Tompro tournant sur Windows étant en cours. Toutefois, la formation du comptable sur l'ancienne version sur DOS a déjà commencé, ceci le préparant à s'adapter à la nouvelle version qui sera installée et fonctionnelle en janvier 2004.

2.5.1.1 Tenue de la Comptabilité à l'UGP.

2.5.1.1.1 Tenue des documents comptables.

Les documents comptables sont classés et numérotés suivant les mouvements des relevés bancaires auxquels ils sont rattachés. Ces mouvements sont traités pour confectionner les Demandes de Retrait de Fonds. Ceci rend clair le suivi du compte et la référence d'un paiement sur les états récapitulatifs d'une Demande de Retrait de Fonds se fait sans aucun problème. Ainsi, le suivi des comptes spéciaux ainsi que la situation du compte à Washington sont rendus plus aisés.

Les journaux de banque relatifs aux deux comptes spéciaux sont à jours, et le registre des chèques et des OP se fait journallement.

La Petite Caisse, dont le maximum d'alimentation est ramené aujourd'hui à 30.000 Frw, est également régulièrement tenue. Elle sert à couvrir les menus dépenses et elle est exclusivement alimentée par le compte de contrepartie. Les dépenses effectuées à travers la petite caisse, qui sont en fait des frais de fonctionnement, sont remboursées à 90% par le compte spécial.

2.5.1.1.2 Financement des activités des partenaires (en annexe le plan d'action du quatrième trimestre 2003 et les montants financés).

A part le TRAC, tous les autres partenaires ont reçu un financement de leurs activités. Au 31 décembre 2003, le Projet n'a pas encore reçu les rapports financiers des partenaires, mais d'après les rapports de suivi des chargés des projets, l'utilisation des sommes qui leurs ont été transférées serait d'un niveau satisfaisant.

Tableau I : Montants versés pour les activités du 1^{er} trimestre par Partenaire :

Société Civile	Montant versé en Frw	Contre Valeur en USD	Secteur Public	Montant versé en Frw	Contre Valeur en USD
APELAS	24 215 800	43 291.64	CNLS	101 054 198	181 271.25
			UGP	198 537 625	353 559.70
ATRACO	19 663 500	35 139.68	CPLS BYUMBA	15 863 290	28 357.24
CARITAS	20 000 000	35 879.81	CPLS GITARAMA	10 000 000	17 939,90
FORUM DES ONG	16 000 000	28 703.84	MINALOC	20 000 000	35 879,81
CNJR	23 513 812	41 974.89	MINADEF	10 000 000	17 939,91
			CPLS YANGUGU	22 085 640	38 826.00
Total	103 393 112	184 989.86	Total	377 540 753	673 774,81

Pour la conservation des pièces justificatives, le manuel d'exécution indique qu'elles seront conservées pendant trois ans par les agences d'encadrement.

Durant le quatrième trimestre 2003, correspondant en fait au premier trimestre de financement des activités du Projet, une avance sur le budget trimestriel prévu a été fait pour certains partenaires. Les protocoles d'accord de financement quant à eux, ont été signés avec la CNLS sur base du budget annuel du plan d'activités révisé dont une copie a été transmise au Task Manager par l'intermédiaire de la Mission Résidente.

Il est à noter que certaines demandes de financement de la Journée Mondiale de Lutte contre le SIDA ont été faites sur base du budget couvrant les imprévus.

2.5.2. Gestion Financière

Le Projet Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (MAP) a maintenu le suivi régulier de ses finances sur deux mois d'activités. Il est à noter que le 1^{er} réapprovisionnement du compte spécial a eu lieu le 26/09/2003, après la mise en vigueur du Projet le 11 août 2003.

Les premiers financements ont eu lieu le 14 octobre 2003, après les signatures des protocoles d'accord faites pendant qu'une formation d'une semaine organisée par la Banque Mondiale se déroulait à Kinigi/Ruhengeri.

2.5.2.1 Les Demandes de Fonds à la Banque Mondiale.

2.5.2.1.1 Les Demandes de Retrait de Fonds.

Les premières Demandes de Retrait de Fonds (DRF1 et DRF2) , totalisant un montant de 1.000.000 USD ont été envoyées à la Banque Mondiale le 21 Août 2003.

Les deuxièmes Demandes de Retraits de Fonds (DRF 3 et DRF 4), totalisant un montant de 623.974,13 USD ont été envoyées à la Banque Mondiale le 31 Octobre 2003.

2.5.2.1.2 L’approvisionnement du Compte Spécial.

Les premières Demandes de Retrait de Fonds (DRF1 et DRF2), constituant en fait le premier décaissement de la Banque Mondiale, ont été payées le 26 Septembre 2003.

Pour ce qui est des secondes demandes (DRF3 et DRF4), seule la DRF 4 de 109.480,33 USD relative à la Société Civile a été remboursée le 14 Novembre 2003, c’est-à-dire deux semaines après. Ainsi le Compte spéciale de la société civile remontait à 275.648,22 USD à cette date et il remontera à 314.985,44 USD au 31 décembre 2003.

La DRF 3 de 514.493.80 USD relative au secteur public a été remboursée avec beaucoup de retard , le 29 décembre 2003, alors qu’il y avait un besoin urgent de financement des activités du TRAC, et même d’autres partenaires qui ont du être financés à travers une avance accordée par la CNLS

Les demandes subséquentes, ont été payées rapidement : les DRF 5 du Secteur public de 149.216,83 USD et DRF 6 de la Société civile de 65.656,43 USD ont été envoyées à la Banque Mondiale le 11 décembre 2003 et elles ont été payées respectivement le 29 et le 30 décembre 2003 .

Tableau II : Situation des six Demandes de Retrait de Fonds envoyées à la B.M.

N° DRF	COMPOSANTE	DATE ENVOI	DATE PAIEMENT	MONTANT USD	MONTANT	OBSERVATIONS
1	Société Civile	21/08/03	26/09/03	325,000.00	325,000.00	1 ^{er} dépôt compte spécial A
2	Secteur Public	21/08/03	26/09/03	675,000.00	675,000.00	1 ^{er} dépôt compte spécial B
3	Secteur Public	31/10/03	29/12/03	514,493.80	442,724.94	Différence relative au financement des dépenses rétroactives et des frais encaissement
4	Société Civile	31/10/03	14/11/03	109,480.33	109,480.33	
5	Secteur Public	11/12/03	30/12/03	149,216.83	149,216.83	
6	Société Civile	11/12/03	29/12/03	65,656.43	65,656.43	
		TOTAL		1,838,847.39	1,767,078.53	

Tableau III : Dépenses du Projet MAP au 31 décembre 2003

Catégories	Intitulés	Compte Spécial USD	Contrepartie FRW
Catégorie 1	Travaux		
Catégorie 2	Biens	222 076.81	235 272
Catég. 2a	Médicaments		
Catég. 2b	Equipements et Véhicules	222 076.81	235 272
Catégorie 3	Consultants	10 930.86	367 500
Catégorie 4	Formations, Stages, Séminaires	24 798.06	1 021 800
Catégorie 5	Secteur Public	304 346.46	6 438 770
Catégorie 6	Société Civile	185 074.21	
Catégorie 7	Frais de Fonctionnement	111 538.27	9 211 598
	Total	858 764.67	17 284 940

Le Solde des Deux Comptes Spéciaux au 31 décembre 2003 : 908.313.86 USD

Ce solde comprend un solde de 314.985,44 USD du Compte Spécial de la Société Civile ainsi qu'un montant de 593.328,42 USD du Secteur Public qui venait d'être réapprovisionné au 29 et 30 décembre 2003

Tableau IV : Situation des décaissements du secteur public

ONG/Institution	Montant Protocole	Montant 1 ^{er} Trimestre	Montant utilisé au 1er Trimestre
MINALOC	152 093 955	66 495 000	281 400
MINADEF	158 269 250	12 622 750	8 681 734
CPLS Gitarama	56 564 750	21 001 750	9 407 200
CPLS Byumba	53 721 250	17 625 878	13 355 628
CPLS Cyangugu	53 280 000	24 538 892	15 599 936
CNLS	315 180 800	101 054 198	99 282 467
TOTAL	789 110 005	243 338 468	146 608 365

N.B : Le très faible taux de décaissement du MINALOC s'explique par le fait que l'identification des enfants à scolariser a nécessité plusieurs réunion préparatoire pour faire comprendre les autorités administratives des trois provinces bénéficiaires du MINALOC/MAP la logique du projet. a cela s'ajoute la lourdeur administrative des institutions publiques et le transfert du service en charge des enfants vulnérables.

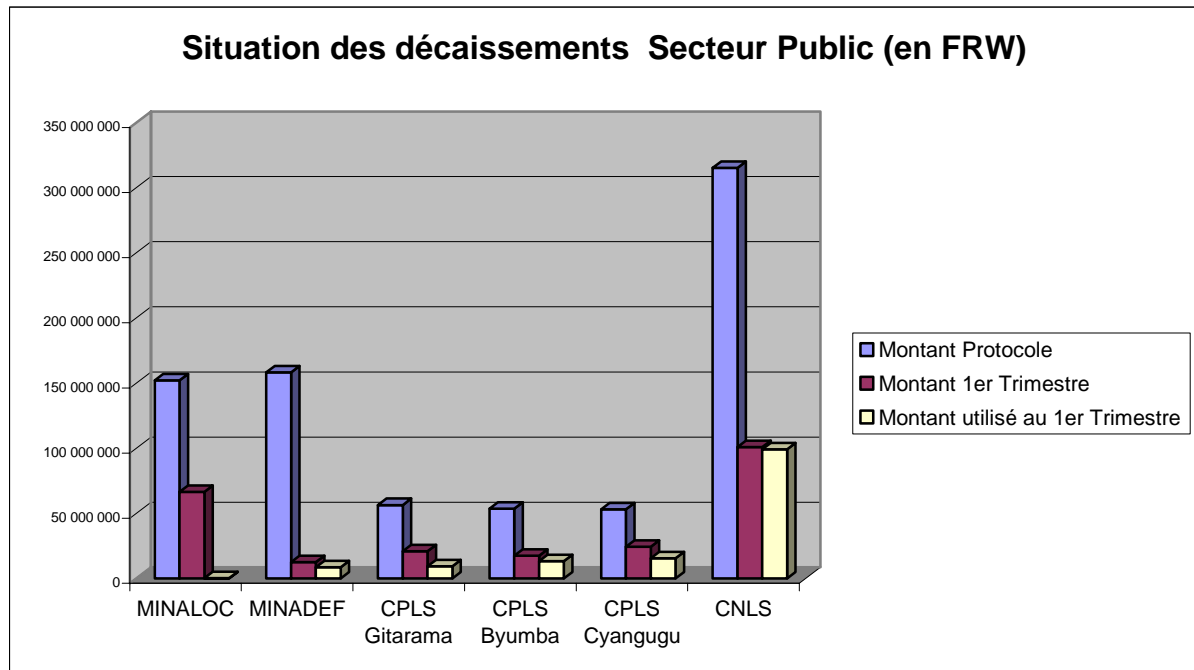
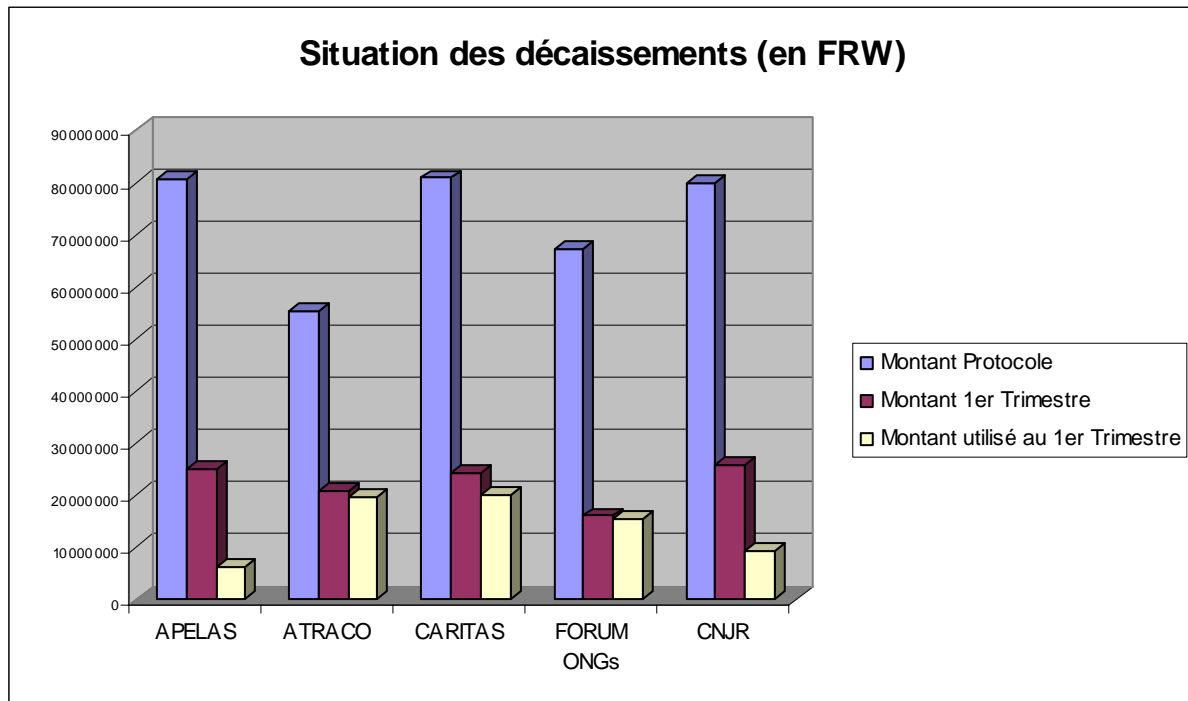


Tableau V : Situation des décaissements du secteur privé

ONG/Institution	Montant Protocole	Montant Trimestre 1 ^{er}	Montant utilisé au 1 ^{er} Trimestre
APELAS	80 735 800	25 093 350	6 235 152
ATRACO	55 256 300	20 795 500	19 551 820
CARITAS	80 884 100	24 158 750	19 919 630
FORUM ONGs	67 237 500	16 000 000	15 339 476
CNJR	79 932 050	25 931 400	9 258 469
TOTAL	364 045 750	111 979 000	70 304 547



2.5.2.5 Le Compte de Contrepartie.

Le Gouvernement a versé un montant de 38.452.500 Frw représentant les fonds de contrepartie pour le démarrage du Projet le 22 Avril 2003.

Une demande d'un montant de 44.670.000 FRW est en préparation et elle sera introduite dès le début de l'exercice 2004, à la publication de la loi budgétaire, comme le budget a été voté par le Parlement le 4 Décembre 2003.

2.5.3. Gestion informatisée de la Comptabilité.

2.5.3.1 Le logiciel TOMPRO.

La nouvelle version du logiciel de comptabilité TOMPRO pour le module de la comptabilité sous Windows est en négociation, mais la formation sur l'ancienne version qui tourne sur le DOS est en cours.

Une formation sur l'ancienne version est entrain d'être suivie afin de diminuer la durée de la formation sur la version Windows.

2.5.3.2 L'usage du logiciel EXCEL.

Le logiciel EXCEL assiste efficacement la comptabilité dans sa tâche de gestion en attendant l'acquisition du logiciel de comptabilité. Beaucoup de tableaux de gestion sont confectionnés avec l'aide de ce logiciel.

II. PROJETS RWA/028/99 & RWA/003/03

Rapport narratif du premier trimestre 2003

Le rapport narratif du premier trimestre 2003 comprend trois parties: renforcement des capacités de la CNLS, appui au renforcement de la réponse communautaire, aspects administratifs.

I. RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA CNLS ET DES STRUCTURES DECENTRALISEES.

Objectif 1 et 2 du projet. :

Dans le cadre du renforcement des capacités de la CNLS, le projet RWA/99/028 a fourni à la CNLS les équipements bureautiques et informatiques suivants:

- Quatre bureaux avec tiroirs pour les Directions de la Coordination et Planification et celle du Suivi et Evaluation;
- Douze chaises pour la salle de documentation;
- Un panneau d'affichage ;
- Huit étagères pour bibliothèque dans lesquelles on classera toute la documentation (livres, rapports, résultats de recherches) ;
- Deux tables trapézoïdales pour la salle de lecture;
- Quatre chaises tournantes pour les deux directions ;
- Construction de 6 bureaux (Cloisons au Rez de chaussé et une salle de la bibliothèque).

Réunion CNLS-PNUD

Une réunion du Secrétaire Exécutif avec le Représentant Résident du PNUD a eu lieu au PNUD en date du 10 Janvier 2003. L'ordre du jour était la prise de contact avec le Représentant Résident en tant que Secrétaire Exécutif de la CNLS et Directrice Nationale du projet RWA/99/028. Une présentation du projet et son personnel a été faite à cet occasion et celles des Directeurs de la Coordination et Suivi et Evaluation à la CNLS.

Evaluation du PROJET RWA/99/028

L'activité qui était prévu dans le plan d'action à savoir l'évaluation du projet RWA/99/028 a été réalisée et la redéfinition des besoins en rapport a été réalisée par un consultant recruté par le PNUD conformément aux termes de référence élaborés par la CNLS et le PNUD.

Le consultant a rencontré le Secrétaire Exécutif de la CNLS en date 14 mars 2003.

Au cours de cette rencontre le consultant du PNUD Dr.Francis MBURU s'est présenté au Secrétaire Exécutif de la CNLS et a exposé le motif de sa visite.

Sa mission était d'évaluer le projet RWA/99/028 et de voir dans quelle mesure ce projet pouvait soit :

Etre prolongé ;
Etre prolongé avec quelques modifications ;
Etre clôturé et création d'un autre projet.

Le consultant a expliqué son travail, la méthodologie qu'il va suivre et les résultats attendus.

Il voulait aller sur terrain et écouter les membres de la communauté. Les visites sur terrain ont été soit planifiées à cet effet.

Le Secrétaire Exécutif de la CNLS a exprimé ce qu'elle attendait du PNUD à travers ce projet RWA/99/028.

En date du 28 mars 2003, le consultant a présenté le premier draft de son rapport en présence d'une équipe du PNUD et de la CNLS.

De nouveau le Secrétaire Exécutif de la CNLS a exprimé devant le Représentant adjoint du PNUD, ce que la CNLS attendait du PNUD à travers ce projet.

Le résultat de son travail est que le projet RWA/99/028 a bien rempli sa mission, ses objectifs principaux ont été atteints, une redéfinition des objectifs a été réalisée et le premier draft du document est disponible.

II. APPUI AU RENFORCEMENT DE LA REPONSE COMMUNAUTAIRE

Dans ce cadre, le projet a voulu connaître l'impact socio-économique du financement octroyé aux Associations dans le cadre du fonds de soutien aux initiatives communautaires (FSIC).

L'équipe du projet a procédé à l'actualisation des termes de référence de l'atelier. L'Objectif principal étant de voir ensemble avec les bénéficiaires, les réalisations des associations, l'échange d'expériences afin de tirer les leçons utiles pour les interventions futures.

Après approbation des Termes de références, l'organisation générale de l'atelier a suivi, avec préparation des invitations, inventaire des personnes à inviter, la distribution et la demande de confirmation de présence des participants.

Ensuite, une proposition de l'équipe d'organisation a été faite puis approuvée.

Le budget prévisionnel a été fait, les contacts pour le lieu du séminaire, la traduction simultanée, la couverture médiatique et l'approvisionnement de fourniture de bureau ont été effectués.

En bref, nous pouvons dire que la préparation minutieuse de l'atelier par l'équipe et la priorisation de cette activité par le Secrétaire Exécutif de la CNLS, ont entraîné une bonne organisation de l'atelier. Tous les participants ayant répondu à l'invitation et ont contribué aux échanges.

Il a organisé un atelier de restitution des micro-projets tenu au centre IWACU KABUSUZU , en date du 06 au 07 février 2003 .

Objectif général

Réduire l'impact socio-économique du VIH/SIDA au Rwanda par la participation des bénéficiaires dans la création des micro-projets générateurs de revenus.

Objectifs spécifiques

Evaluer auprès des bénéficiaires l'impact socio-économique de l'intervention du projet RWA/99/028 ;

- Recueillir auprès de nos partenaires oeuvrant dans la communauté des informations pertinentes susceptibles de permettre l'ajustement de nos interventions et d'éclairer la conception de la deuxième phase ;
- Susciter un processus de rétroaction, de participation, de collaboration et de concertation entre le secrétariat du projet RWA/99/028 et les associations partenaires sur le terrain ;
- Recueillir des propositions et des recommandations pour améliorer les interventions futures du projet RWA/99/028.

Groupe cible

Les représentants de tous les membres des Associations financées dans le cadre du FSIC:

- Le responsable de l'Association
- Un membre de l'Association
- Les bailleurs actuels et potentiels

IMPACT

Prévention
Économique
Santé
Psychosocial
Acquisition des connaissances
Entre-aide.

NOUVELLE ORIENTATION DU PROJET.

Collaboration future du projet RWA/99/028 avec les Associations à base communautaire. Plafond de financement a revoir à la hausse (à majorer).

Une centaine de participants composé par les représentants des Associations financées dans le cadre du FSIC, les secrétaires exécutifs permanents des CPLS, les représentants de principaux bailleurs de fonds etc. ont participé à cette réunion.

RESULTATS DE L'ATELIER

Une centaine de personnes ont participé à cet atelier:

- Les représentants des Associations Financées dans le cadre du Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaires (FSIC) ;
- Les Secrétaires Exécutifs permanents des Commissions Provinciales de lutte contre le VIH/SIDA
- Les représentants des bailleurs de fonds: PNUD, PAM, FNUAP, etc.
- Les représentants des structures des jeunes, de femmes, le représentant du forum des ONG, du bureau de la Première Dame etc.
- Le représentant du Ministère des Finances et de la Planification économique.

RECOMMANDATIONS.

Les représentants des Associations bénéficiaires de l'appui financier du projet CNLS-PNUD, projet RWA/99/028, Réduction de l'impact socio-économique du VIH/SIDA au Rwanda, réunies en date du 06,07 février 2003 au centre IWACU KABUSUNZU ont formulé les recommandations suivantes:

1ère Recommandation

Une expérience pilote réussie doit être généralisée, selon les participants et tous les invités à l'atelier de restitution des micro-projets financés dans le cadre du FSIC, l'expérience des micro-projets générateurs de revenus du projet CNLS-PNUD de réduction de l'impact socio-économique du VIH/SIDA au RWANDA a atteint pleinement ses objectifs, c'est donc une expérience réussie; par conséquent nous recommandons au gouvernement du RWANDA, au PNUD et à tous les bailleurs de fonds d'accorder au projet RWA/99/028 les moyens financiers nécessaires pour lui permettre d'étendre sa zone d'intervention dans toutes les provinces du Rwanda (passant de 6 provinces à 12) ; et d'augmenter le nombre d'Association financées.

2^{ème} Recommandation

Le projet CNLS-PNUD dans sa composante du Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaire (FSIC) a mis sur pied les mécanismes objectifs et transparents d'octroi de l'appui financier : la mise sur pied d'un comité multisectoriel de sélection des micro-projets, l'évaluation ex-ante des capacités techniques des Associations ayant fait une

requête de financement, l'élaboration des critères de sélection, les facilités de déblocage de l'appuis financier, l'encadrement très rapproché des Associations financés sur le terrain par les animateurs communautaires et par le spécialiste en gestion des micro-projets au niveau central du projet CNLS-PNUD.

Ce projet a également établi un partenariat avec d'autres bailleurs de fonds créant ainsi une complémentarité harmonieuse ; c'est pourquoi nous recommandons au Gouvernement du RWANDA et à toutes les institutions travaillant dans la lutte contre le VIH/SIDA d'initier des projets à base communautaire en prenant pour modèle l'expérience réussie du projet CNLS-PNUD.

3^{ème} Recommandation

Les représentants des Commissions provinciales de Lutte contre le VIH/SIDA au Rwanda ainsi que les Volontaires des Nations Unies Animateurs communautaires du projet CNLS-PNUD, ont fait état de l'existence d'un nombre pléthorique d'Associations de lutte contre le VIH/SIDA dans leurs provinces respectives, ils ont fait remarquer que la majorité de ces Associations n'ont pas de capacités techniques en gestion des micro-projets ; c'est pourquoi ils ont recommandé un renforcement des capacités de ces Associations par des formations en gestion des micro-projets.

4^{ème} Recommandation

Les Associations des personnes infectées/affectées qui possèdent déjà des capacités en gestion des micro-projets éprouvent des besoins énormes en rapport avec les soins palliatifs et à domicile, l'alimentation, l'accompagnement psycho-social, les frais de scolarité de leurs enfants, c'est pourquoi ils recommandent aux bailleurs de fonds intervenant dans la lutte contre le VIH/SIDA d'augmenter le plafond d'appui financier accordé aux Associations à assise communautaire.

5^{ème} Recommandation

Les participants à cet atelier recommandent au gouvernement et à d'autres institutions étatiques ou privés de mobiliser tous les intervenants dans la lutte contre le VIH/SIDA, spécialement les bailleurs de fonds sur l'idée de création d'un fonds de solidarité pour les PVVIH.

6^{ème} Recommandation

Les participants ont fait constater qu'une intervention proximité au niveau communautaire est plus efficace par rapport à une intervention éloignée. Ils recommandent que les intervenants décentralisent leurs activités au niveau des structures communautaires de base des CDLS, des structures des femmes, des jeunes, au niveau des secteurs et des cellules.

7^{ème} Recommandation

Le renforcement des capacités des Associations des PVVIH en matière d'acquisition d'habiletés techniques, du savoir faire, de connaissances en gestion des micro-projets a permis à ces Associations de se prendre en charge elles-mêmes en exploitant des micro-projets générateurs de revenus. Leurs membres ont pu garder leur confiance en soi, leur dignité, et leur état de santé s'est amélioré.

Partant de cette expérience, les participants ont recommandé au gouvernement du Rwanda et à tous les intervenants dans la lutte contre le VIH/SIDA d'appuyer et de stimuler les communautés à assise communautaire à se prendre en charge elles-mêmes et de les appuyer dans ce processus.

8^{ème} Recommandation

La réussite des micro-projets en rapport avec l'agriculture est étroitement liée aux conditions climatiques saisonnières, par conséquent les bailleurs de fonds qui octroient l'appui financier à ce genre de micro-projets devraient tenir compte de cette particularité et assouplir leurs procédures de financement.

9^{ème} Recommandation

Nous recommandons que les PVVIH puissent avoir un accès facile aux médicaments des infections opportunistes et nous recommandons au gouvernement de poursuivre les négociations pour réduire davantage les prix des ARV, spécialement les génériques recommandés par l'OMS.

LE TRAVAIL DES VOLONTAIRES ANIMATEURS DES NATIONS UNIES SUR TERRAIN.

Le travail d'encadrement des Associations sur terrain est surtout réalisé par les VNU/Animateurs sur terrain. Nous rapporterons ici quelques unes de leurs réalisations tout en sachant leurs rapports d'activités détaillées sont disponibles au secrétariat du projet RWA/99/028.

Province de L'UMUTARA

Identification des associations des PVVIH, orientation des PVVIH dans les associations et counselling

Renforcer et redynamiser les activités de lutte contre le SIDA.

Réunions avec la CPLS et les PVV et le consultant et du PNUD.

Les visites d'encadrement des Associations des PVVIH

Réunions avec les PVVIH en vue de former un réseau provincial des PVVIH

Suivi quotidien des activités des Associations financées par le Projet et fourniture des rapports mensuels et trimestriels

Assurer un appui technique au CPLS

Mairie de la ville de Kigali

Identification des Associations des PVVIH, orientation des PVVIH dans les Associations et counselling

Elaboration du calendrier mensuel des visites

Prise en contacts avec les représentants des CPLS.

Encadrement des Associations financées dans le cadre du FSIC et des autres Associations en émergence.

Préparation et participation aux réunions de la commission Urbaine ;

Suivi quotidien des activités des associations financées par le Projet et fourniture des rapports mensuels et trimestriels

Assurer un appui technique à la CULS

Province de KIGALI NGALI

Identification des Associations des PVVIH, orientation des PVVIH dans les Associations et counselling

Elaboration du Plan d'action de la CPLS de Kigali -Ngali

Elections du comité du réseau provincial des PVVIH

Visites sur terrain avec les agents du PAM

Visites sur terrain avec le consultant du PNUD

Participation à des réunions et des séminaires organisés dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA dans la province de Kigali - Ngali.

Suivi quotidien des activités des Associations financées par le Projet et fourniture des rapports mensuels et trimestriels

Assurer un appui technique au CPLS.

Objectif 4

Contribution à la création d'un cadre éthique.

Elaboration des termes de référence d'un atelier sur les aspects éthiques et juridiques.

Le groupe cible étant les parlementaires, le MINIJUST, commission de droit de l'homme, Associations de défense de droit de la personne humaine.

ADMINISTRATION

Nous avons régulièrement tenu des réunions techniques aux dates suivantes : la réunion technique du 16 janvier 2003; la réunion technique du 20 janvier 2003; la réunion technique du 27 février 2003 ; la réunion du 14 mars 2003 et celle du 28 mars 2003.

RAPPORT NARRATIF DES ACTIVITES DU PROJET CNLS RWA/03/003 (Juillet-décembre 2003)

Conformément au document de projet RWA/03/003, et au plan d'action trimestriel (15 juillet – décembre 2003), les activités suivantes ont été réalisées.

OBJECTIF 1

Développer les capacités nationales des structures d'exécution et de coordination du Plan Multisectoriel et le partenariat avec tous les intervenants.

Activités 1 : Recrutement

a) Staff du Projet RWA/03/003

Un appel d'offre a été lancé et affiché dans différents endroits

Réception des dossiers de candidature.

Un panel de sélection composé par les représentants de la CNLS et du PNUD a été constitué. Celui-ci a examiné les dossiers selon les critères.

Les rapports de recrutement sont disponibles et ont été transmises aux responsables habilités.

Les lettres de sélection ont été transmises au personnel recruté qui a commencé à partir du 15 juillet 2003. En même temps, une lettre de demande de constitution des contrats des VNUs animateurs communautaires, conformément aux termes de références a été adressée au PNUD.

b) VNU Formateurs et Communautaire

Recrutement et affectation des 12 VNU formateurs dans les 12 provinces

Recrutement et affectation d'un VNU animateur à Gisenyi

Les appels d'offres ont été lancés publiquement dans la presse écrite « IMVAHO », affichés au PNUD, à la CNLS, et dans les 12 provinces et une annonce de vacances de poste a été radiodiffusée à la radio.

Réception des dossiers de candidature.

Un panel de sélection a été constitué. Celui-ci a examiné les dossiers selon les critères établis. Le PNUD, la CNLS, les CPLS et l'équipe du Projet faisaient la composition du panel. L'ouverture des enveloppes et la présélection a abouti au choix des candidats à l'interview.

Les rapports de sélection et d'interview sont disponibles et ont été transmises aux responsables habilités.

Des lettres d'affectation des personnes retenues ont été transmises aux intéressés et au PNUD pour la préparation de leurs contrats. Un atelier de formation et de briefing des 12 VNUs formateurs, de prise de contact avec l'équipe cadre des CPLS/CULS, et des animateurs communautaires a été organisée en date du 29/09/2003. Ce briefing a été donné conjointement par la CNLS, assistée par l'équipe du projet et le programme VNU du PNUD. Il consistait à la présentation de l'organigramme de la CNLS, des objectifs et

activités du projet, des attributions et obligations de l'équipe cadre de la CPLS/CULS à savoir, les Secrétaires Exécutifs permanents, les Animateurs Communautaires et les VNUs Formateurs. Des présentations sur les notions générales de planification, des informations sur l'élaboration du Plan d'Action trimestriel relatif au projet RWA/03/003 ont été également données. Des informations administratives, des obligations des VNUs ont été données par le PNUD ainsi que la présentation du Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaires par le projet.

Il a été demandé aux VNUs Formateurs de planifier leurs activités trimestriels conformément aux objectifs du projet en commençant par l'identification des besoins.

c) Recrutement des experts internationaux.

Un appel d'offre a été lancé par le PNUD sur demande de la CNLS. Les dossiers de candidatures reçus n'ont pas répondu aux termes de références et au profil exigé par la CNLS. Aucun dossier n'a retenu l'attention de la CNLS, car aucun n'avait l'expérience requise dans la mise en place d'un mécanisme de coordination et d'un système de gestion de l'information. Une demande de relance de l'appel d'offre a été faite le 27/07/2003, elle stipule qu'au lieu de chercher deux VNUs internationaux, il faut élargir l'appel d'offre au delà du répertoire des VNUs et trouver un expert conformément aux termes de référence. Cette relance a été faite et les dossiers des experts seront analysés dès qu'ils seront reçus.

En bref, le 1^{er} trimestre termine en laissant en place le personnel prévu sauf l'expert qui est très attendu à la CNLS. Les provinces sont aussi renforcés par la présence des VNUs Animateurs Communautaires et Formateurs la CNLS par l'équipe du niveau central. Il faut aussi ajouter que les chauffeurs seront recrutés dès la livraison des véhicules.

2. Achat et acquisition des équipements.

Une lettre de demande d'achat des équipements roulants a été adressée au PNUD. En attendant leur livraison, l'équipe des provinces élabore les Plans d'Actions et le projet donne les frais de déplacement aux Animateurs Communautaires. Concernant l'achat des équipements de bureau, un appel d'offre a été lancé et le projet a reçu les enveloppes de soumission. Il a invité le National Tender Board pour l'ouverture et l'évaluation des offres pour attribuer le marché au gagnant et procéder à la livraison de ces biens matériels.

L'achat des 2 véhicules et 17 motos prévues dans le plan d'action du 1^{er} trimestre n'a pas pu se faire. Leur livraison est très attendue au niveau des provinces et de la CNLS, pour faciliter l'exécution des activités prévues.

3. Plan d'action

Un Plan d'Action trimestriel du projet a été fait, approuvé et a reçu l'avance de fond pour son exécution. Egalement, des Plans d'Action des VNUs Animateurs pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre ont été élaborés le 1^{er} Août 2003.

Conformement au document de Projet RWA/03/003, et au plan d'action trimestriel (d'Octobre – Décembre), les activités suivantes ont été réalisées.

4. Rapports

Des rapports d'activités périodiques sont faits, notamment des rapports hebdomadaires et mensuels. Les rapports des VNUs Animateurs pour les mois de juillet, août et septembre sont disponibles.

Ils concernent le suivi des associations des PVVIH et ou des prostitués qui ont reçu la 2^{ème} tranche de financement dans le cadre du projet RWA/99/028, à savoir :

➤ Ville de Kigali

IHORERE MUNYARWANDA (Micro-crédit aux prostitués en vue de changement de comportement)

IHUMURE (Projet d'exploitation d'une boutique dont les bénéfices profitent aux membres Personnes Vivant avec le VIH/SIDA)

➤ Butare

ABASA (Projet d'atelier de couture pour former les Personnes vivant avec le VIH/SIDA)
ABAKENEYE IMPUHWE (Projet de point de vente)

➤ Umutara

CARITAS qui parraine l'association DUFATANYE a reçu en une seule fois un montant de 892.600 FRW pour achat d'un moulin. Un suivi est nécessaire pour voir la mise en exécution de ce projet.

ABATONI B'IMANA (Projet d'élevage des chèvres)

➤ Kibungo

SWAA RWANDA (Exploitation d'un restaurant dont les bénéfices servent à la prise en charge des Personnes vivant avec le VIH/SIDA)

Ces rapports concernent également l'intégration des PVVIH dans les associations, l'appui aux CPLS et aux organisations à base communautaire à l'instar du suivi des recommandations d'un camps de solidarité l'Association DUFATANYE de Gasabo, en mettant en place des équipes des Jeunes (2) par secteur, chargées d'IEC SIDA.

Cette appui a permis la disponibilité des plans d'action et des micro-projets générateurs de revenus.

5. Formations

Les formations planifiées au cours de ce trimestre n'ont pas été réalisées pour les raisons diverses.

D'une part, les bénéficiaires n'étaient pas disponibles, car occupés par les devoirs civiques relatives aux élections présidentielles et législatives.

D'autres part, l'expert en coordination n'étant pas encore recruté, certaines formations ne pouvaient pas avoir lieu. Le projet, en concertation avec la CNLS a utilisé ce temps pour préparer un draft de module de formation en planification. Ces activités de formations vont être reportées dans le trimestre suivant.

6. Formulation d'une stratégie de coordination

Cette activité et d'autres en rapport n'ont pas été réalisées car elles exigent la présence d'un expert qui va appuyer la direction de Coordination et Planification de la CNLS.

7. 2^{ème} Conférence sur le VIH/SIDA des pays des Grands Lacs, Kigali-Rwanda

Le projet a supporté financièrement la conférence pour un montant équivalent à 4.810.405 FRW. Il a également donné un appui technique et logistique en assurant conjointement avec l'équipe de la CNLS le secrétariat, le protocole, l'enregistrement....

8. Conférence ICASA, Nairobi-Kenya

En collaboration avec la CNLS, le PNUD à travers le projet RWA/03/003 a contribué au renforcement du réseau Nationale des Personnes vivant avec le VIH/SIDA par la prise en charge de la Coordinatrice Nationale de ce Réseau, Mme Jeanne NZEYIMANA à participer dans cette conférence. Le rapport est disponible.

9. Conférence des Jeunes sur le développement, Canada, du 22 au 27 juillet 2003.

Dans le cadre du renforcement des capacités des structures décentralisées, le PNUD à travers le Projet RWA/03/003 a appuyé le Forum des ONG par le financement de son Coordinateur, Mr Régis RUHANGA RUHINGUKA, à participer à cette conférence. Le rapport est disponible.

Une réunion de fusion des plans d'action du Projet RWA/03/003 et ceux des VNU/Formateurs et animateurs Communautaires est prévue le 13/01/2004 à l'Hôtel

NINZI, pour finaliser les plans d'actions qui reflètent les besoins exprimés par toutes les provinces. Les activités principales concernent :
les micro-projets ;
Formations et ateliers sur le VIH/SIDA ;
Renforcement des capacités des communautés et appuis des PVVIH.

Activité 2 : Equipement de bureau et informatique

Un appel d'offre a été lancé pour les équipements de bureau et informatique pour appuyer les structures centralisées et décentralisées de la CNLS et dans le cadre de faciliter le travail des VNU Formateurs et Animateurs Communautaires.

Ces équipements concernent le mobilier de bureau (tables et chaises) et les outils informatiques (ordinateurs et ses accessoires) pour toutes les provinces.

Bientôt ces équipements seront distribués officiellement.

Activité 3 : Recrutement d'un expert en coordination

Le PNUD a envoyé les Curriculum Vitae des Experts à la CNLS pour choisir le candidat au poste d'Expert en coordination. La CNLS a fait une réunion d'analyse des dossiers selon les termes de référence du poste, ensuite elle a envoyé au PNUD le candidat répondant au profil exigé. Maintenant il reste au PNUD de passer à l'étape suivante de recrutement de l'Expert.

OBJECTIF 2 : Intégrer le VIH/SIDA dans les secteurs public et privé

Secteur privé

Dans le secteur privé, le projet a participé dans la préparation et l'organisation de la conférence sur l'intégration de la lutte contre le VIH/SIDA dans les programmes du secteur privé et para étatique du 09 au 10 septembre 2003.

Un appui technique et logistique a été apporté à la conférence, en ce qui concerne l'élaboration du rapport, le secrétariat, les déplacements, la distribution des courriers, le protocole...

Secteur Public

Les termes de référence d'une Conférence Nationale d'intégration et de renforcement des programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur public, préparé par le département de Coordination et de planification sont disponibles. Elle a été budgétisée et soumise au projet pour appui. Une rencontre avec le département qui organise cette conférence a eu lieu avec le Secrétaire Exécutif de la CNLS. Le projet va contribuer à cette conférence mais d'autres partenaires aussi vont intervenir.

Conférence Nationale des Chercheurs

Pour la mise en action de l'intégration du Programme VIH/SIDA, il était prévu d'organiser une conférence nationale regroupant les chercheurs, mais cette activité n'a pas pu se réaliser pour des raisons de priorité de la journée mondiale du Sida, elle sera reportée courant 2004.

Activité 2 : Conférence nationale de mobilisation sur le VIH/SIDA des hautes autorités

La conférence nationale de mobilisation sur le VIH/SIDA des hautes autorités des instances publiques aussi n'a pu se réaliser pour les mêmes motifs mais les termes de référence sont disponibles pour que la conférence se tienne. La préparation de cette activité a débuté, elle se poursuivra en 2004.

N.B : Les budgets de l'activité 1 et 2 ont été alloués à la Conférence OPDAS (Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le Sida) comme il a été souhaité par la CNLS dans les correspondances échangées entre la CNLS, PACFA et PNUD.

Activité 3 : Table ronde de mobilisation des ressources pour l'Archidiocèse de Kigali

Le Projet RWA/03/003 a appuyé financièrement et techniquement la Table Ronde de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du plan d'action de la pastorale de lutte contre le VIH/SIDA dans l'Archidiocèse de Kigali tenue à l'Hôtel des Mille Collines, le 5/11/2003.

44 participants représentant les organismes internationaux, les organismes de coopération bilatérale ont participé à cette réunion, les ONG internationales, les représentants des départements gouvernementaux, etc....

En générale, tous les bailleurs ont accepté de financer les activités de lutte contre le VIH/SIDA dans l'Archidiocèse de Kigali, si présentent des requêtes sous forme de projet. Le Projet RWA/03/003 a participé à la rédaction des discours d'ouverture, au financement de la traduction du document de la pastorale de lutte contre le VIH/SIDA dans l'Archidiocèse de Kigali.

Activité 4 : Atelier de planification des secteurs public, privé et communautaire

Le Projet RWA/03/003 a aussi appuyé financièrement et techniquement, le Département de la Coordination et Planification à organiser le séminaire atelier de planification tenu au KIST, le 16 au 20 décembre 2003 regroupant les CPLS (Secrétaire Exécutif Permanent ; l'Animateur ; VNU Formateurs et Animateurs Communautaires), les points focaux et l'Umbrella des religieux, le RNP+, Points Focaux des institutions du secteur public et privé.

L'objectif Général de ce séminaire est d' «Améliorer les capacités techniques des Points Focaux des Secteurs Privé, Public et Communautaire et des Agents Permanents des CPLS/CULS/CDLS dans le domaine de planification et d'exécution de leurs activités ».

Ses objectifs spécifiques sont:

- Faire le Bilan des Activités pour l'année 2003,
- Dégager les lacunes, faiblesses et contraintes des plans d'action 2003,
- Identifier les besoins en planification des institutions représentées,
- Donner des orientations pour une meilleure planification et un bon suivi des activités,
- Elaborer les plans d'action 2004,

A l'issu de ce séminaire, les principales recommandations émises sont les suivantes :

a) Vis à vis de la CNLS :

Mobiliser les fonds pour que les PA élaborés soient mis en œuvre,
Organiser les réunions de concertation régulières avec les leaders des secteurs public, privé et communautaire pour qu'ils s'impliquent d'avantage,
Visiter les PF au moins une fois par trimestre et les descentes de supervision sur terrain,
Faire le plaidoyer pour que les PF des institutions bénéficient d'appui matériel et technique pour une meilleure exécution de leurs activités,
Faire le plaidoyer pour le renforcement des capacités de toutes les structures permanentes décentralisés de la CNLS.

b) Vis à vis des CPLS/Provinces

Les CPLS /CDLS devraient être actifs pour des réunions de sensibilisation et de coordination au niveau des secteurs et des cellules,
Organiser de tels ateliers (de niveau supérieur) après la planification de niveau inférieur (institution, secteurs, provinces/CPLS),
Les CPLS en collaboration étroite avec les hautes autorités des provinces devraient répartir les bailleurs dans tous les districts de façon équitable,
Aider les partenaires des provinces à mobiliser les fonds de mise en exécution des PA ,
S'impliquer d'avantage dans la planification des secteurs pour que tous les groupes vulnérables des provinces soient intégrés par les programmes de lutte,

c) Vis à vis des Secteurs

Le secteur Privé et Para-Etatique devrait assurer la prise en charge médical de son personnel,
Penser à intégrer le secteur informel dans les activités de lutte contre le VIH/SIDA du secteur privé,

Etre responsable de la mise en exécution du PA élaboré et à la mobilisation des fonds nécessaires,

Tous les acteurs dans la lutte contre le VIH/Sida, ont le devoir d'informer la CNLS et les CPLS/CDLS de leurs activités pour une meilleure collaboration et coordination,

d) Pour tous les participants à cet atelier :

Etre responsable de la mise en exécution du P.A élaboré durant cet atelier, à la mobilisation des membres de son institution en particulier les leaders, du suivi de la mobilisation des fonds nécessaires, bref de la réussite de ce P.A.

Le rapport de ce séminaire-atelier est disponible.

OBJECTIF 3 : Renforcer le système intégré de gestion de l'information pour la CNLS et ses partenaires.

Les activités planifiées au courant de ce trimestre n'ont pas été réalisées. Le recrutement du VNU Gestionnaire spécialiste du système d'information n'a pas pu avoir lieu pour des raisons précitées et les activités qui étaient prévues nécessitaient sa présence (création d'un logiciel de gestion de l'information par les structures centralisés et décentralisés).

Sur demande de la CNLS, au lieu de recruter deux VNU, le PNUD va prendre en charge un Expert Gestionnaire du Système de l'information, et l'USAID financera celui Chargé de la Gestion. Toutefois, l'appui aux activités va continuer tel que précisé dans le document de projet.

Activité 1 : Visites sur terrain

L'activité initialement prévue s'est réalisée sur les fonds propres de la CNLS dans 12 provinces pour le suivi et l'évaluation des activités au niveau décentralisé.

OBJECTIF 4 : Réduire l'impact socio-économique du VIH/SIDA.

Activité 1 : Renforcement des capacités des personnes infectées et affectées afin de se prendre en charge par elle-même.

Les activités réalisées :

- Actualiser le statut du FISC
- Réception de 16 micro-projets (analyse)
- Lettre de nomination des membres du comité de sélection élargie
- Encadrement et appui des OAC par les animateurs communautaires
- Visite sur terrain (les rapports sont disponibles)
- Des rapports narratifs et financiers des associations des micro-crédits rotatifs ont été donnés à 28 membres de l'association IHORERE MUNYARWANDA.

- Cinq micro-crédits rotatifs ont été distribués aux membres de l'association IHUMURE et elle a diversifié les produits de la boutique et leur affectation aux activités de lutte ou de prise en charge.
- Certaines associations n'ont pas encore transmis leur rapports narratifs et financier (ABASA et ABAKENEYE IMPUHWE de Butare, ABATONI B'IMANA et CARITAS de l'Umutara). Il a été demandé aux animateurs Communautaires de faire le suivi et d'amener les rapports de visite au courant du trimestre.

Projet des Timbres Poste en collaboration avec l'Office Nationale des Postes, SOLIDAC et la CNLS représentée par le Projet RWA/03/003

En collaboration avec l'Office Nationale des Postes, SOLIDAC et la Commission Nationale de Lutte contre le Sida représentée par le Projet RWA/03/003, le dossier est un peu en suspens à cause du contrat qui lie SOLIDAC et l'ONP sur les responsabilités et le partage du profit qui proviendra de la vente des timbres qui est à l'encontre des principes de financement du Projet CNLS PNUD celle-ci ne prend qu'en charge les activités génératrices de revenu pour la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

A l'heure actuelle, le Projet CNLS PNUD a déjà déboursé les frais de douane et nous attendons la signature d'un nouveau contrat rétablissant la CNLS dans ses droits pour conclure le dossier.

Cette activité est en cours, les timbres sont imprimés, ils sont dédouanés mais la mise en circulation a été retardée par la signature d'un nouveau contrat liant les trois parties prenantes dans l'affaire.

Activité 2 : Financement des micro-projets

Au courant de ce trimestre, le Projet a reçu et analysé 45 micro - projets des différentes associations enquête de financement donc certaines ont nécessité des visites sur terrain pour complément d'information.

Activité 3 : Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaires

Le Comité National de Sélection des Micro-projet a approuvé et adopté le statut d'un Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaires (FSIC) face à l'épidémie du VIH/SIDA est un Fonds créé dans le cadre du projet RWA/99/028 « Réduction de l'Impact Socio-économique du VIH/SIDA au Rwanda » et repris dans le cadre du projet RWA/03/003 « Renforcement des Capacités pour la Réponse Nationale du VIH/SIDA ». Il se propose de soutenir les efforts du Gouvernement dans l'élargissement et la consolidation d'une réponse nationale face au VIH/SIDA par, entre autres, la mobilisation des communautés et des partenaires engagés. Il s'agit par conséquent de renforcer le rôle des ONG et autres associations de plus en plus primordial dans les domaines de la prise en charge, de l'accompagnement psychosocial des personnes infectées et affectées par le VIH /SIDA et de prévention en général .

Les objectifs du « Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaires face à l'épidémie du VIH/SIDA » visent à :

Promouvoir et soutenir directement, par une assistance financière et technique, des programmes d'actions initiés à la base par des Organisations à Assise Communautaire (OAC) et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans le but de prévenir la transmission du VIH, de contribuer à la prise en charge psychologique, sociale, médicale et économique des personnes et familles infectées/affectées par l'épidémie du VIH/SIDA ;

Encourager les personnes infectées/affectées et les survivants, à entreprendre pour eux-mêmes et leurs familles des interventions susceptibles de les aider à faire face aux conséquences sociales et économiques de l'épidémie, en particulier par la mise en oeuvre d'activités génératrices de revenus alternatives et/ou l'encadrement des orphelins ;

Développer et renforcer les compétences techniques et les capacités financières des Organisations à Assise Communautaire (OAC) et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) engagées ou désireuses de s'impliquer dans des activités de prévention et/ou de prise en charge psychologique, sociale, médicale et économique.

Encourager la communauté nationale à se mobiliser en faveur de ce Fonds à travers des actions de solidarité, de contribution financière et de plaidoyer afin d'enraciner les réponses nationales pour faire face aux multiples et néfastes conséquences de l'épidémie.

La structure opérationnelle pour l'orientation et l'administration des activités du Fonds comprend un Comité de Sélection, servi par un Secrétariat.

Le Comité de Sélection

Le Comité de Sélection des micro projets se compose de 19 membres, comprenant :

Le Président, le Secrétaire Exécutif de la CNLS en même temps Directrice Nationale du Projet ou tout autre personne dûment mandaté par ce dernier ;

Le Vice-président, représentant du PNUD ;

Onze (17) membres sélectionnés sur la base de leurs expériences et de leur engagement dans des programmes liés au VIH/SIDA, selon la répartition indiquée ci-après :

Un(e) Représentant(e) du MINISANTE

Un(e) Représentant(e) du MINECOFIN ;

Un(e) Représentant(e) du MINALOC;

Un(e) Représentant de l'ONUSIDA

Un(e) Représentant(e) du Réseau National des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA ;

Une Représentante du Conseil National des Femmes

Un(e) Représentant(e) du Conseil National des Jeunes ;

Un(e) Coordinateur (trice) de l'umbrella des Confessions religieuses ;

Un (e) Chargé (e) de Programme HIV/SIDA au PAM ou autres institutions de prise en charge ;
Un(e) représentant(e) Forum des ONGs
CNLS (Dép. Coordination & Planification)
La Coordinatrice Nationale du Projet RWA/03/003 ;
Le Coordinateur du Projet MAP ;
Le Coordinateur du Projet VCT ;
La SIPAA ;
Le spécialiste chargé des formations du Projet RWA/03/003 ;
Le Spécialiste en gestion des Micro-Projets du Projet RWA/03/003 et le Rapporteur du Comité.

Des personnes ressources (médecins, chercheurs) ainsi que les représentants d'autres organisations concernées peuvent être invités à participer aux réunions du Comité en qualité de membres ex-officio, à la discrétion du Président du Comité.

Les correspondances ont été envoyées dans les Ministères membres du Comité pour qu'ils puissent envoyer leurs représentants : MINICOFIN, MINALOC et le MINISANTE. A l'heure actuelle seul le MINICOFIN et le MINISANTE ont déjà envoyé leur représentants

Nous avons tenu au cours du trimestre trois réunions du Comité National de Sélection .

Réunions avec les VNUs

Deux réunions avec les Animateurs Communautaires VNU ont été réalisées en date du 29 août et du 18 septembre 2003. La première concernait la présentation des objectifs du projet, le rapport des activités de juillet, août et de la planification des activités de juillet, août et de la planification des activités pour le 2^{ème} trimestre ainsi que le rappel des procédures.

La deuxième avait l'ordre du jour l'analyse des Plans d'Action du 2^{ème} trimestre.

L'équipe du Projet et les VNU Animateurs Communautaires ont apporté leurs appuis techniques aux différentes associations dans l'élaboration des micro-projets et l'assistance dans le cheminement des micro-projets jusqu'au Secrétariat du Projet RWA/03/003.

C'est dans ce cadre que l'équipe du Projet a effectué les visites de certaines associations qui ont présenté leur micro-projets (Miséricorde, Action des Eglises Evangéliques pour la Promotion de la Santé et Développement (A.E.S.D.) ; Association des Veuves Vulnérables Affectées et Infectées par le VIH/SIDA (AVVAIS) ; Association WIBABARA ; Association pour la Promotion Sociale des Groupes Vulnérables au Rwanda (APSVR)) pour complément d'informations;

Les micro-projets sélectionnés dans les réunions du 23/10/2003, les dossiers ont été transmis au PNUD, mais n'ont pas encore eu la première tranche du financement.

Le statut du Fonds de Soutien aux Initiatives Communautaire a été adopté au cours de la réunion du 23/12/2003 et les membres de ce Fonds sont en trains de signer ce statut.

En tous, le Comité de Sélection a retenu 23 micro projets remplissant les conditions requises.

Seuls 7 micro projets ont été envoyé au PNUD pour le déblocage des fonds.

Activité 3 : Film documentaire sur les activités du Projet RWA/99/028

Dans le cadre de matérialiser les acquis du Projet RWA/99/028, nous avons fait faire un film documentaire dont les points suivants étaient les éléments essentiels :

Objectifs du Documentaire

- Montrer la faisabilité des activités génératrices de revenus des communautés en faveurs de la prise en charge des PPV+ ;
- Diffuser et disséminer les micro-projets générateurs de revenus des PVVIH ;
- Améliorer la mobilisation et la sensibilisation des communautés pour le changement de comportement;
- Plaidoyer auprès des partenaires pour intégration du volet Appui aux activités de prises en charge des PVVIH par la communauté.

Thèmes du Film Documentaire

- La situation actuelle de la pandémie du VIH/SIDA dans notre pays ;
- Impact socio- économique sur la personne, famille et la société;
- Impact sur le plan médical ;
- Impact sur le plan éducationnel.
- Politique Nationale en matière de lutte contre le Sida ;
- Les réalisations de la communauté en réponse à la réduction de l'impact socio-économique ;
- Plaidoyer pour l'intégration des activités de prise en charge dans les programmes.

Résultats attendus :

- Ce documentaire servira de matériel didactique de mobilisation en suscitant un leadership de plaidoyer;
- Ce documentaire servira d'outil de plaidoirie pour appui et intégration des activités communautaires de prise en charge ;

La première version du Film nous a été donnée pour commentaires.

L'Equipe du Projet a fait ces commentaires maintenant ce film se trouve au niveau de la CNLS pour feedback avant de le transmettre de nouveau au Producteur pour la version finale.

Activité 4 : Suivi et évaluation des micro-projets.

Suivi et Evaluation des micro-projets par des visites sur terrain et l'exploitation des rapports. Cette activité sera reportée au premier trimestre 2004, car elle ne pouvait pas se réaliser puisque les 1ers débloques de financement ne sont pas encore effectués.

OBJECTIF 5 : Renforcer les capacités de la CNLS

Renforcer les capacités de la CNLS pour améliorer la coordination. Les activités réalisées dans le cadre de cet objectif et conformément au Plan d'Action sont les suivantes :

Elaboration en cour du module en planification

Renforcer les capacités de contrôle du VIH/SIDA dans les structures décentralisées par le recrutement des VNUs Chargés de la gestion des Formations qui vont appuyer les CPLS/CULS.

Mobiliser les ressources pour la lutte contre le SIDA par l'élaboration des plans d'actions budgétisés de la BAD, suivi rapproché du dossier BAD dont le document de projet est déjà approuvé et signé par les autorités gouvernementales.

L'orientation des partenaires dans la lutte contre le SIDA qui a permis à l'association AMAHORO des orphelins du SIDA à avoir un don de 400.000 FRW octroyé par le « Vermont Center for Reparations because all children are the children of all » et un atelier des professeurs et élèves des écoles secondaires de Kigali-Ngari.

L'étude de l'impact

Les circonstances du moment n'étaient pas propice pour conduire une enquête au sein de la population et par conséquent les activités en rapport n'ont pas pu avoir lieu.

Réunion technique

Des réunions techniques de l'équipe du projet ont eu lieu. Elles étudiaient l'avancement des activités et la planification du deuxième trimestre.

Des réunions avec les Animateurs Communautaires ont été organisées. Participations aux réunions hebdomadaires du staff de la CNLS, où le projet présente la planification et le rapport d'activité.

Contrat

a) Personnel

Préparation des contrats de travail du personnel central (9 personnes). Les contrats sont déjà signés.

Des lettres de demande de préparation des contrats des volontaires des Nations unies (17 personnes)

Les contrats de 4 VNUs Animateurs communautaires sont signés. Il reste la signature des contrats des 12 VNUs Formateurs et un VNU Animateur. En attendant que ces contrats arrivent de Bonn, ce personnel a approché le programme des Volontaire des Nations

Unies au PNUD, pour remplir les conditions exigées tel que les examens médicaux et ont reçu les lettres d'affectation leur demandant de se rendre au lieu de travail.

b) Matériel et équipements

Traitement des dossiers comptables

Ouverture du compte du projet et demande de retrait des pièces de paiement. Acquisition d'ordre de paiement et du carnet de chèque. Le virement de l'avance de fonds du.....

Approvisionnement en fourniture de bureau

Approvisionnement en carburant

Paiement des salaires du personnel, faire identifier le projet au Rwanda Revenue Authority : Obtention du n° d'identification (TIN number), faire immatriculer le personnel du projet à la Caisse Sociale du Rwanda.

Préparation du contrat de maintenance des véhicules. Dans l'entre-temps le garage RWANDAMOTOR assure leur entretien.

L'appel d'offre pour la maintenance des équipements informatiques et photocopieuse, le contrat n'est pas encore signé.

Elaboration du rapport financier du 1^{er} trimestre 2003 du projet RWA/03/003.

Tenue journalière des livres de la caisse et de banque

Gestion journalière du charroi.

Objectif V : Renforcer les capacités de la CNLS

Activité 1 : Journée Mondiale du Sida

Le Projet a appuyé la CNLS dans l'organisation et le déroulement de la Journée Mondiale du Sida en participant financièrement dans la production des T-shirt et banderoles pour la Journée Mondiale du SIDA.

Le Projet a également financé 4 provinces pour organiser la journée : Ville de Kigali, Umutara, Gisenyi et Kigali Ngali.

Les rapports de l'utilisation des fonds alloués sont disponibles.

Le staff du Projet a représenté la CNLS lors des concours de poésie en marge des commémoration de la Journée Mondiale est ce dans ce cadre que le Staff du Projet a représenté la CNLS dans les concours provinciaux dans la Ville de Kigali et Gikongoro.

Au niveau national du Concours de poésie, le Chargé des formations a fait partir de l'équipe de jury dans la Province de Butare.

Lors de la Journée Mondiale du Sida, proprement dit le staff du Projet a été envoyé dans les provinces suivantes :

- La Coordinatrice Nationale du Projet a été dans la Province de Kigali Ngali,
- Le Chargé des Formations était à Kibungo ;
- Le Chargé des Micro-Projets était dans la Ville de Kigali.

Activité 2 : Identification des besoins en formation

Identification des besoins en formation au niveau de la CNLS/CPLS. Cette activité est reprogrammée pour le premier trimestre 2004.

Objectif VI : Gestion administrative et financière

Activité 1 : Traitement des dossiers comptables

Paiement des fournisseurs qui nous ont approvisionnés en fourniture de bureau, carburant, les équipements informatiques, mobiliers de bureau et l'entretien des équipements roulants (véhicules) ;
Paiement des salaires du personnel, des taxes professionnelles, fonds d'assistance aux rescapés du génocide et les cotisations sociales ;
Elaboration du rapport financier du 2^{ème} trimestre 2003 du projet RWA/03/003 ;
Tenue journalier des livres de la caisse et de banque ;
Gestion journalière du charroi.

Activité 2 : Réunions techniques

Une réunion technique de l'équipe a eu lieu. Elle a étudié l'état d'avancement des activités et la planification du deuxième trimestre.
L'équipe du Projet a participé dans les réunions hebdomadaires de la CNLS dont l'ordre du jour principal est l'évaluation de l'état d'avancement des activités de la CNLS et de ses projets.
Les rapports des réunions hebdomadaires sont disponibles.

AUTRES ACTIVITES

Finalisation du rapport de la Conférence des Premières Dames d'Afrique de l'Est sur la Discrimination et la Stigmatisation du 4 au 6 juin 2003. Le rapport (draft) est disponible.
Suivi du dossier de la production d'un film documentaire dont les objectifs sont de produire un documentaire sur les activités de prise en charge communautaire et de réduction des impacts socio-économiques du VIH/SIDA. Il servira d'outil de mobilisation des fonds, de plaidoyer et de sensibilisation pour le changement de comportement. Ce suivi s'est fait au niveau du National Tender Board pour la non objection de l'attribution du marché ; élaboration du contrat de travail entre le producteur et le réalisateur.

Appui technique et facilitation de l'atelier d'échange sur le rôle des animateurs de Santé dans le cadre du Projet VCT Intégré, le 13-14/08/2003. Cet atelier a regroupé les représentants des animateurs de santé et les Coordinations de santé provinciaux pour but d'analyser le rôle des animateurs dans le cadre du Projet VCT Intégré. Le Spécialiste chargé de la formation a représenté le projet RWA/99/028 dans cet atelier. Il a exposé l'expérience des micro-projets (FISC) depuis le commencement jusqu'à la Clôture du projet. Les participants ont posé des questions notamment de savoir comment les animateurs de santé peuvent collaborer avec le projet RWA/03/003. Cette possibilité n'avait pas été envisagée lors du design du projet, mais elle peut être une voie à explorer.

Participation aux réunions entre SOLIDAC, CNLS et l'Office National des Postes sur l'état d'avancement de la mise en fabrication des timbres poste avec thème de lutte contre le SIDA chez l'enfant, ils ont demandé l'appui de la CNLS dans l'impression des timbres. La SOLIDAC a un contrat avec le poste et une partie des bénéfices retirés de la vente de ces timbres sera orientée dans la prise en charge des PVVIH. Dans le cadre de pérenniser les activités de l'ancien projet RWA/99/028, où nous avons appuyé l'archidiocèse de Kigali dans l'élaboration de son plan Stratégique sectoriel de lutte contre le SIDA, et suite aux recommandations de l'atelier organisé par l'Eglise Catholique sous le financement de ce projet, nous avons fourni un appui technique dans la préparation de mobilisation des fonds pour la mise en exécution de ce plan stratégique sectoriel. L'archidiocèse a adressé une lettre à la CNLS, avec le sous-couvert de l'Umbrella, pour demander l'appui financier et technique relatif à sa table ronde. Le dossier est entrain d'être analysé et sera considéré dans le plan d'action du trimestre suivant.

III. PROJET SIPAA

RAPPORT ANNUEL 2003.

Au mois de mai 2000 le comité exécutif de l'ONU/SIDA a approuvé une initiative appelée IPAA (International Partnership against AIDS in Africa) Partenariat International de lutte contre le SIDA en Afrique. L'initiative était approuvée comme stratégie et façon de travail pour réaliser une réponse extraordinaire et mieux coordonnée contre le VIH/SIDA en Afrique. Cette initiative était déjà convenue et approuvée par 22 gouvernements d'Afrique. Cela était le résultat d'un processus initié par l'ONUSIDA en vue de mettre en place un cadre pour la mobilisation d'une participation intensifiée et mieux coordonnée à la réponse à la pandémie du SIDA en Afrique, une participation qui engage les gouvernements africains, les communautés, les bailleurs de fonds internationaux, la société civile, le secteur privé ainsi que la communauté religieuse. Le cadre de l'IPAA stipule clairement le besoin de stimuler et atteindre les communautés les plus vulnérables et les plus affectées avec une réponse efficace et mieux coordonnée, à la pandémie du SIDA dans toutes ses manifestations et impact.

L'appui pour un partenariat de lutte contre le SIDA en Afrique (SIPAA) est une initiative de 3 ans financée par DFID et gérée par ActionAid Afrique. Ce programme est financé dans le cadre de la concrétisation de l'IPAA. SIPAA-Rwanda fait partie d'un programme régional couvrant également le Burundi, l'Ethiopie et le Ghana. SIPAA a un bureau régional basé à Nairobi.

Le rôle de ce bureau est d' :

- Apporter un appui technique et stratégique à l'exécution du programme dans les quatre pays ci-haut mentionnés ;
- Appuyer les institutions régionales ressources et faciliter l'échange d'expériences entre les pays afin que le programme atteigne plusieurs pays qui ont ratifié l'IPAA.

Le programme entier est financé avec 22,5 millions de Livre sterling. Le budget du Rwanda étant de 2,95 millions.

Chaque année le Comité Directeur (constitué par DFID, ActionAid ONUSIDA et la Commission Nationale de lutte contre le SIDA et d'un représentant du réseau des personnes vivants avec le VIH) élabore un plan d'action et budget à soumettre à DFID pour approbation et financement.

Comme le plan d'action et budget pour la deuxième année était approuvés avec un très grand retard, (la lettre d'approbation a été reçue vers la fin du mois de septembre 2003 alors qu'elle était attendue depuis le mois d'avril), la CNLS avaient, dans l'entre temps, mobilisé d'autres fonds auprès d'autres bailleurs pour couvrir les activités urgentes planifiées pour l'exercice et d'autres priorités surgies. Pour ces raisons, le plan d'action et le budget pour la deuxième année ont été revues pour les adapter aux nouveaux besoins et priorités du moment. La lettre d'annonce d'approbation du plan d'action et budget révisés a été envoyée le vendredi 14 novembre 2003. Les dépenses sur le budget révisé ont commencé à être effectués au mois de février 2004 parce qu'il y a eu un manque de

clarté entre la CNLS et Actionaid sur qui devait produire les rapports. Après que cela ait été clarifié le démarrage effectif de l'année II du projet a commencé au moins de février 2004

REALISATIONS

Renforcement institutionnel de la CNLS et ses structures décentralisés.

Le projet SIPAA a recruté un Conseiller Technique basé à la CNLS afin de donner un appui technique à la CNLS et aider ActionAid dans la gestion quotidienne du projet. En effet jusqu'au mois d'Octobre 2002 le projet n'avait pas encore recruté un conseiller technique alors qu'il était prévu dans le protocole d'accord avec le bailleurs.

Au cours de la deuxième année, le projet SIPAA a doté la CNLS de 3 voitures en vue du renforcement de la coordination de la réponse nationale à la pandémie du VIH/SIDA. Des ordinateurs et autres équipements de bureau, tables, chaises etc. (voir le rapport financier en annexe 4) ont été fournis à la CNLS. Des lignes téléphoniques et connexion sur le réseau Internet et un logiciel comptable SAAGE SARI pour le département Administratif et Financier ainsi que l'installation du Software Microsoft office 2000 version française ont été fournis au cours de l'année 2003.

Appui aux CPLS

Le projet SIPAA a continué à prendre en charge les salaires d'un Secrétaire exécutif et un animateur communautaire des trois CPLS de la zone d'action du projet(Butare, Kibuye et Kibungo). Au cours de l'année 2003 le projet SIPAA a financé l'installation du Software Microsoft office 2000 version française dans chaque bureau des 12 CPLS.

Appui aux umbrellas.

Au cours de l'année 2003 les 3 umbrellas à savoir le Forum des ONG, le RRP+ et le comité interconfessionnel ont bénéficié chacun de 2 ordinateurs et équipement de bureau de base, tables et chaises. Les autres formes d'appui ont été octroyées selon les besoins de chacun d'eux.

Le RRP+

Durant la deuxième année SIPAA a financé les élections pour la mise en place du RRP+. Les élections étaient organisées à partir du niveau de province. Les comités au niveau provincial ont été élus parmi les membres des associations des PPV dans chaque province. Après les élections au niveau provincial un assemblé général a été organisé à Kigali durant lequel les élections du comité national du réseau ainsi le bureau ont eu lieu.

Le projet SIPAA a financé la participation des 3 membres du bureau du RRP+ dans une conférence internationale des PPV tenue en Ouganda au mois de Novembre 2003.

Avant la naissance du RRP+, il y'avait une association jusqu'alors considéré comme un umbrella des PVVIH, l'ANSP+ . Au mois de Janvier 2003 le projet SIPAA a financé une analyse institutionnelle de l'ASNP. Ceci était dans le cadre d'exhiber ses points forts et ses points faibles en vue d'envisager un appui institutionnel avec une bonne compréhension de la situation. C'est par après qu'on a réalisé que l'ANSP n'était pas réellement un umbrella des PVV, d'où l'idée de création du RRP+.

Au cours de cette même année, le projet SIPAA a payé un salaire pour un coordinateur du RRP+. Le projet SIPAA a fourni un appui technique pour la préparation et l'organisation et a financé le deuxième assemblé général en vue de l'adoption des statuts et règlement d'ordre intérieur.

Au mois de décembre le projet SIPAA a facilité par financement la participation d'un membre du bureau du RRP+ et sa coordinatrice, à la conférence internationale sur le VIH/SIDA, ICASA, tenue à Nairobi au mois de décembre 2004.

Le comité interconfessionnel sur le VIH/SIDA

Le comité a été mis en place lors d'une conférence qui a rassemblé les responsables religieux. L'équipe du projet SIPAA a participé activement dans la préparation et l'organisation de la conférence et le projet a financé la conférence.

Le projet a payé le salaire d'un coordinateur en vue d'assurer la mise en exécution du plan d'action et des affaires courantes du comité.

Le Forum des ONG

A part les équipements ci-haut mentionnés, jusqu'à la fin de 2003 le Forum des ONGs sur le SIDA n'avait bénéficié du projet SIPAA que d'un financement pour son analyse institutionnelle par KANCO et d'un appui technique pour l'élaboration de son plan d'action.

L'appui aux initiatives des organisations de la société civile en vue de la stimulation d'une réponse communautaire à la pandémie du VIH/SIDA.

Au cours de l'année 2003, 16 projets ont été approuvés et financés dans les 3 provinces qui constituent la zone d'action du projet SIPAA (Butare, Kibungo et Kibuye). Le financement émane de budget de la première année du projet qui va d'avril 2002 à mars 2003. Nous soulignons ici que tous les paiements pour les projets ont été effectués au cours du mois de l'année 2003. Les projets combinaient souvent l'IEC, la communication pour le changement de comportement et la prise en charge des PVV, ainsi que la réduction de l'impact.

Les projets financés par SIPAA jusqu'en décembre 2003

Province	Association	Titre du Projet	Montant	Date de financement
Butare	Ligue Universitaire de lutte contre le SIDA(UNR)	Production semestrielle d'un journal des jeunes sur le SIDA	1 773 000 F	05/03/2003
Butare	Association Duhaguruke	Culture des potages et élevage du petit bétail	7 317 620 F	05/03/2003
Butare et Kibungo	AESD	Renforcement des capacités pour les club anti SIDA (Kibungo et Butare)	8 874 000 F	05/03/2003
Kibungo	Association Miséricorde	Counselling et prise en charge par la communauté des PVV (Kibungo et Butare)	14 475 000 F	5/03/2003
Kibuye	Association Wihogora	Projet d'appui aux personnes vivants avec le VIH/SIDA dans la province de Kibuye	22 199 200 F	10/03/2003
Kibungo	Association Ejo nzamera nte ?	Projet d'éducation et sensibilisation des groupements des jeunes sur le VIH/SIDA dans la province de Kibungo	19 650 600 F	6/03/2003
Kibuye Kibungo	A.C.O.R.D	Projet d'action sociale de renforcement des mécanismes communautaires pour la prévention du VIH/SIDA chez les groupes défavorisés	49 936 600 F	11/03/2003
Kibungo	EER Kibungo	Fight against NIV/AIDS in Kibungo Diocese	6 213 275 F	16/04/2003
Butare/Save	Association Abakeneyimpuhwe (Save)	Atelier de couture pour les membres de l'association (PVV)	1 868 532 F	30/03/2003
Kibungo/Rwamagana	Restoration church	Assistance porteurs du VIH/SIDA et séminaires de sensibilisation en vue de la lutte et la prévention	6 413 000F	16/04/2003
Butare	Centre Igiticy'ubugingo	Centre de dépistage et de counselling volontaire	10 000 000 F	16/04/2003
Butare Kibuye Kibungo	Rwanda Private Sector Federation	Stigma reduction campaign	2 324 400 F	08/04/2003
Gitarama	EPR Remera-Rukoma	Centre de dépistage (construction d'un bâtiment et frigirateur)	4 664 840 F	08/04/2003
Butare	Club anti-SIDA E.S.	Salon de coiffure	83000 F	28/06/2003

	Gikonko			
Butare	Association Zigamirubuzima	Culture des potagers	211000F	28/06/2003
Kibungo	Association Abisunganye	Elevage des chèvres	987 600F	28/06/2003
		TOTAL	156 991 667 F	

NB: Les sommes dans la colonne 4 représentent les montants totaux approuvés

Ces financements ont donc été octroyé durant les premiers mois de l'année 2003.

Comme jusqu' à la fin 2003 les fonds du projet n'étaient pas encore disponibles pour financer d'autres projets, le suivi des projets financés est resté comme activité principale au cours de l'année. Le développement et analyse des nouveaux projets n'ont pas continué parce que on ne voulait pas faire des promesses dont on était pas sûr de réaliser. L'équipe du projet SIPAA a néanmoins continué à donner un appui technique aux organisations de la société civile dans le développement des projets à soumettre pour financement.

Conférence panafricaine de la jeunesse sur le SIDA

Au moins de juin 2003, le projet SIPAA a octroyé un appui financier pour l'organisation de la conférence de la jeunesse panafricaine de la jeunesse sur le VIH/SIDA à la quelle les jeunes représentants 33 pays africains ont participé.

Après la conférence l'équipe du projet SIPAA a continué de faire partie du comité technique pour la réflexion sur la mise en exécution des résolutions de la conférence de Kigali.

Conférence des Premières Dames d'Afrique sur la réduction de la stigmatisation

Le sommet des Premières Dames de la sous région d'Afrique de l'Est de l'organisation des Premières Dames d'Afrique sur la lutte contre le SIDA (OPDAS) a été organisé avec un appui du projet SIPAA.

L'objectif de ce sommet était la mobilisation des leaders à lutte contre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Etude sur la stigmatisation avec (SIPAA+UNICEF) PACFA

Le projet SIPAA conjointement avec l'UNICEF, a financé PACFA pour mener une étude sur le niveau et l'importance de la stigmatisation et discrimination des personnes vivant avec le VIH/SIDA. La dissémination des résultats de la recherche a eu lieu lors du sommet de Premières Dames ci-haut mentionné.

La communication sur le changement de comportement CCC

Une équipe de 6 personnes venant du Rwanda ont participé à un atelier régional sur le changement de comportement vis-à-vis la pandémie du VIH/SIDA. C'est de cet atelier qu'est l'idée de mettre en place une équipe nationale de réflexion sur le changement de comportement.

Dans le même ordre d'idée, une étude sur l'audit institutionnel des acteurs dans le domaine de la communication pour le changement de comportement face à la pandémie du SIDA été financée par le projet SIPAA et dirigé par l'équipe son personnel. L'objectif principal était de mettre à disposition des partenaires des informations sur le qui fait quoi dans ce domaine.

Appui pour l'organisation de la journée Internationale de lutte contre 1 décembre.

Le projet SIPAA a participé techniquement à la préparation de la journée internationale de lutte contre le SIDA (Le 1^{er} Décembre) A part l'appui technique un financier a été donné à la CNLS pour la préparation de la journée.

Equipe nationale chargée du développement de la CCC. (National task force on BCC)

Le projet SIPAA a facilité la mise en place d'une équipe nationale sur le changement des comportements. Au cours de l'année le projet a financé la première formation des membres de cette équipe.

Formations

Le bureau régional du projet SIPAA a financé une formation organisée par le département Santé Economies et VIH/SIDA de l'Université de Kwa Natal en Afrique du Sud. Ont participé à cette formation la Directrice du Département Planification Coordination et Mobilisation des ressources de la CNLS, le Conseil Technique de Projet SIPAA ainsi le Coordinateur d'appui à la société civile au sein du projet SIPAA. Deux thèmes étaient au centre de la formation :

Planification pour la lutte contre le SIDA dans les pays sub-sahariens »

Projection de l'impact (Moddeling) pour le VIH SIDA dans les pays d'Afrique sub-sahariens

Contraintes :

Une contrainte majeure au cours de l'année 2003 en rapport avec l'exécution du projet SIPAA est le retard notoire des fonds pour la deuxième année qui devait commencer avec le mois d'Avril 2003 mais qui a réellement commencé avec le mois de novembre. Cette situation a causé beaucoup d'inconvénients à l'exécution du projet selon le plan d'action.

Comme le projet SIPAA est un contrat de remboursement, ça veut dire que Actionaid engage ses propres fonds sur les activités planifiées et approuvées par DFID et ce dernier rembourse. Comme résultat un total de 43000 Livre Sterling n'ont pas été remboursés par DFID à Actionaid parce qu'elles ont été dépensées sur des activités qui n'étaient pas préalablement approuvés. Ceci a mis en état de déficit le budget de Actionaid. ActionAid a ainsi perdu ces fonds alors que ce sont des fonds octroyés par d'autres bailleurs pour d'autres activités spécifiques.

Une autre contrainte au cours de l'année 2003 aura été l'instabilité des membres du comité directeur du projet. En effet ce comité était composé d'un Représentant de l'ONUSIDA dans le pays, un Représentant de DFID, Le Secrétaire Exécutif de la CNLS et un Commissaire, un Représentant de Actionaid et le conseiller Technique du projet qui est le secrétaire qui assure le secrétariat du comité. Plus tard, ces membres ont senti le besoin d'impliquer les PVV dans la prise de décision et ont invité la Présidente du RRP+ à faire partie de ce comité. Comme le Représentant de l'ONUSIDA n'était pas encore en place dans le pays (suite au changement de fonction l'ancien) le Comité était présidé par un chef de programme à l'UNICEF) Après l'engagement du nouveau Représentant de l'ONUSIDA, le Dr Dirk van Hove, a remplacé Dr Robert Limlim de l'UNICEF. Peu après, Gerard HOWE qui représentait DFID dans de comité est parti et remplacé par GAKWAYA Jean. Le départ du Conseiller technique du projet suivra durant le mois de décembre 2003. Tous ces changements ont affecté la mémoire institutionnelle du projet en terme de compréhension de l'orientation du projet.

Maintenant cette situation s'est stabilisé parce que le comité jouit maintenant de la permanence des membre comme le prévoit le contrat initial du projet SIPAA qui stipule que le comité directeur du projet serait constitué de l'ONU SIDA, l'organe nationale chargé de la lutte contre le SIDA , DFID et Actionaid.

Conclusion

Le projet SIPAA a contribué d'une façon significative au renforcement des capacités de la CNLS par un appui financier et un équipement nécessaire.

Le projet est intervenu dans la décentralisation de la CNLS par le renforcement des capacités des CPLS.

Les Umbrellas de la CNLS ont bénéficié d'un appui pour leur mise en place et fonctionnarisation bien que l'appui nécessaire n'était pas possible parce que les Umbrellas n'étaient pas encore nés et l'ont été avec l'appui du projet.

Un appui financier a été donné aux organisations de la société civile comme façon de stimuler les initiatives des communautés dans la lutte contre le SIDA et de rendre les structures décentralisées de la CNLS plus fonctionnelles en s'exerçant à suivre les projets financés dans leurs zones.

Il y a un grand besoin de clarification sur rôle de chacun des acteurs principaux du projet, DFID comme institution bailleur, Actionaid comme agence gestionnaire et la CNLS comme agence de mise en exécution du projet.

IV. PROJET VCT INTEGRE

Executive Summary

The present document is the second quarterly report of the “Integrated Voluntary Counseling and Testing (VCTI) project” to the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria (GFATM). The report covers the period October-December, 2003. VCTI project seeks to establish an integrated package of five services in 117 local health centers in Rwanda over a period of three years, including Voluntary Counseling and Testing (VCT), Prevention of Mother to Child Transmission (PMTCT), and treatment of Opportunistic Infections (OI), Tuberculosis (TB) and Sexually Transmitted Diseases (STDs). In addition , more than 2000 patients will be enrolled on anti-retroviral therapy during the life of the project.

The reporting period is the second trimester of the project, and it is gratifying to note that results have started to be realized in some parts of the country. Out of the 14 sites that were selected for the first round of the project roll-out, three are fully functional and providing the full package of VCTI services. The remaining 11 sites are in different stages of integrating all the components of VCTI and are expected to be fully functional by the end of February. For a health center to be called a fully functional VCTI site, it must meet three criteria: 1) the center must provide all five VCTI services; 2) it must have requisitioned and received all essential reagents and other consumables; 3) the relevant health center personnel must undergo an intensive theoretical as well as hands-on or practical training in the five VCTI components. During the reporting period, only three sites met the requirements and have since been providing VCTI to the communities around them. At these sites, HIV positive people are receiving OI treatment, suspected TB cases are being referred for VCT, and STDs are being treated based on a syndromic management approach. In addition, home-based care for people living with HIV/AIDS is already being offered around the majority of the first 14 sites and will soon be available around all first round sites. An additional 23 sites have been selected for the second round of VCTI roll-out, and have been approved by the Country Coordinating Mechanism (CCM). The 23 new sites were selected from 12 districts and are expected to commence full VCTI services by the end of April.

Program sub-recipients also made significant progress in many other program areas during the reporting period. For instance, the Treatment and Research AIDS Center (TRAC) which is responsible for the biomedical aspects of HIV/AIDS prevention and care, has trained doctors and nurses on the care and follow-up of patients on ARV therapy. Subsequently, three reference hospitals (Central Kigali Hospital, Kanombe Military Hospital and the University Teaching Hospital in Butare) have begun enrolling patients on ARV therapy. While this enrollment began just before the end of the reporting period, at the time of writing there are now roughly 400 people receiving ARVs treatment and the numbers are increasing rapidly. The National TB and Leprosy Program (PNILT), responsible for TB prevention and treatment, trained doctors, nurses and other district health teams in the DOTS strategy and referrals of TB patients for VCTI.

Meanwhile, the National Association for Support to People Living with HIV/AIDS (ANSP+), a non-government organization with the responsibility of coordinating home-based care activities in the country, has so far trained and equipped 135 volunteers from 45 PLWHA associations to provide home-based care and psychosocial support to AIDS patients.

The Health Animator Program, a key unit of the sub-recipient Direction de Soins de Santé (DSS), is responsible for community mobilization and has developed health animator training materials, radio spots and other outreach tools to begin building community-level awareness about VCTI services. The National University of Rwanda is analyzing data arising from a study of the financial capacity of mutuelle de santé to sustain VCTI services at the end of Global Fund support. The national drug procurement agency (CAMERWA) completed revised procurement forecasts for the first two years of the project. Based on these projections, CAMERWA ordered a one-year supply of OI drugs, STD medications, and key consumables, as well as sufficient quantities of ARVs and test kits to cover the first six months of VCTI services. The Rwanda National Youth Council (RNYC) carried out the training of peer educators and developed IEC materials targeting both in-school and out of school youths. The RNYC also completed two studies, with one assessing condom availability and acceptability among Rwandan youth and the other focusing on the needs of Rwandan youth associations.

During the reporting period, the Program Management Unit (PMU) continued its collaboration with the CCM to provide guidance and technical support to the program. The PMU defined the criteria for the selection of second round VCTI sites, revised the program monitoring and evaluation indicators, and organized a successful orientation workshop for first round sites. The objectives of this workshop were to orient district and local health personnel on program strategy and procedures, and to get their input on key program activities and implementation challenges. One of the lessons of the workshop was that the districts needed strengthening in program activity reporting as well as preparation of financial reports. Subsequently, accountants and health center personnel were trained in the use of templates for financial and program activity reporting, respectively. During the reporting period, funds for health center renovation were disbursed to 12 of the 14 sites. However, at the time of this report, all the 14 sites have received funds and rehabilitation work has since started in most cases.

The total balance in all program accounts (Principal Recipient and all sub-recipients) at the start of the reporting period was USD 1,492,784 and the total expenditure for the period was USD 380,229. At the end of the reporting period, December 31, 03 total expenditures since the start of the project were USD 962,329, representing 45% of the amount disbursed by the Global Fund by that date (USD 2,111,992) and 11% of the two-year project budget (USD 8,409,268).

I. RAPPORT NARRATIF

1. INTRODUCTION

A la fin de chaque trimestre de l'exercice budgétaire, chaque composante du Projet fait un rapport qui reflète les mouvements financiers pendant le trimestre en question en utilisant les lignes budgétaires définies dans le plan d'action budgétisé, elle doit en outre faire une description des progrès vers la réalisation des résultats convenues, tout en expliquant l'écart éventuel entre les réalisations prévues et les réalisations effectives au cours de la période concernée.

Le présent rapport représente la synthèse des rapports trimestriels de toutes les composantes du Projet.

1.1. Composantes du projet et leurs rôles respectifs :

Unité de Gestion du Projet (UGP) chargée de la coordination et la supervision des activités au niveau des autres composantes du Projet.

Treatment and Research Aids Center (TRAC) s'occupe des aspects biomédicaux de prévention et de la prise en charge du VIH/SIDA.

Direction des Soins de Santé (DSS) est chargée de la qualité des soins prestés par les centres de santé, notamment la promotion d'une participation accrue de la population dans le système des mutuelles de santé. Elle fournit également aux animateurs de santé le matériel et la formation IEC en rapport avec le VIH/SIDA en général et en particulier avec le VCT.

Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels au Rwanda (CAMERWA) assure l'approvisionnement en médicaments, en kits de dépistage et fournitures médicales pour les Centres de santé.

Programme National Intégré de la Lutte contre la Lèpre et la Tuberculose (PNILT) intègre ses programmes statutaires dans l'ensemble des autres services constituant le VCTI.

Université Nationale du Rwanda/Ecole de Santé Publique (UNR/ESP) mène des enquêtes pour évaluer la satisfaction du client dans 17 centres de santé couverts par le Projet VCT Intégré.

Association Nationale de Soutien aux Personne Vivant avec le VIH (ANSP+) coordonne la prise en charge des malades à domicile et l'appui psychosocial à base communautaire au sein de ce projet.

Conseil National des Jeunes au Rwanda (CNJR) assure la participation active des jeunes dans la promotion et l'utilisation des services VCTI.

Districts sanitaires (DS) : tous les 39 D.S. assurent la supervision des centres de santé engagés dans le VCTI.

2. REALISATION DE CHAQUE COMPOSANTE DU PROJET

Il s'agit des activités réalisées au cours de la période couverte par ce rapport ainsi que les difficultés rencontrés au cours de l'exécution du budget.

2.1. Unité de Gestion du Projet (UGP)

Dans le cadre de ses attributions de coordination et de supervision, en collaboration avec le TRAC, l'UGP a planifié et conçue les documents et programme de descente sur terrain pour identifier les besoins des nouveaux sites pour remplir les conditions d'offrir les services VCTI. Elle a ensuite révisé le plan budgétaire des composantes eu égard aux réalités et besoins de ces derniers.

L'évaluation des besoins en réhabilitation des centres de santé est terminée et les fonds ont été débloqués pour financer les travaux de construction ou réhabilitation de plusieurs centres de santé remplissant les conditions ainsi que pour l'achat des médicaments et consommables médicaux.

L'audit des comptes des composantes ANSP+ et CNJR a été fait et les rapports y relatifs sont disponibles.

Ensemble avec le TRAC et la CAMERWA, les estimations quantitatives des médicaments et consommables médicaux ont été faites et un atelier de concertation sur la mise en œuvre du Projet VCT Intégré a été organisé.

En collaboration avec la DSS, il a été élaboré un plan type VCTI pour un District.

Il y eu finalisation des listes des médicaments et outils de réquisition/distribution des médicaments, des réactifs et des consommables de laboratoire et des échanges d'idées sur les commandes ARVs et tests kits avec la CAMERWA ont été menés.

Avec l'IMPACT/RWANDA, il a été planifiée une attente de transition pour définir les mécanismes de collaboration et de transfert des services IMPACT/RWANDA vers le VCT I.

Une réunion trimestrielle des composantes a eu lieu ainsi que la préparation d'une formation des comptables des sites et Composantes du Projet.

2.2. Le TRAC & LNR

1. Contexte des activités

Dans la conception du projet VCT intégré le TRAC était chargé des aspects biomédicaux de VCT, PMTCT, prise en charge des IO, des IST ainsi que la prise en charge par les anti rétroviraux ; Sur ces aspects, sa mission devrait être :

- Elaboration de la politique, normes et directives
- Elaboration et diffusion des guides, et modules de formation
- Formation des formateurs
- Supervision des districts sanitaires

La coordination des districts sanitaires dans l'intégration de ces activités dans les FOSA a été en charge de la direction des soins de santé au ministère de la santé.

Le premier décaissement des fonds a eu lieu en Août 2003 et l'objectif de la première année était d'intégrer les activités de VCT intègre dans 35 formations sanitaire. Pendant la phase de mise en œuvre, il s'est avéré que cet objectif ne pouvait pas être atteints si le TRAC suivait sa mission telle qu'elle a été décrite dans la conception du projet, c'est pour cela que la formation des prestataires des 14 centres de santé a précédé la formation des formateur au niveau des district sanitaire.

La première formation des prestataires a eu lieu et 54 infirmiers ont été formés en VCT/PMTCT, en la prise en charge des IO, IST. Les fonds nécessaire à cette formation ont été retirés du compte de DSS car cette formation faisait parti de sa mission initiale.

2. Activités réalisés pendant le dernier trimestre de 2003

Les activités réalisées par la composante TRAC pendant le dernier trimestre de l'année 2003 sont décrites dans le tableau suivant :

Objectifs	Activités	Niveau de réalisation	Observations
Former les prestataires des 14 FOSA en VCT, PMTCT, PEC des IOs et IST	<p>Choix des FOSA</p> <p>Information des DS et FOSA choisi</p> <p>Visite des FOSA choisi pour l'analyse de la situation et cible les participants à la formation</p> <p>Inviter les participant</p> <p>Préparer les logistiques pour la formation</p> <p>Formation proprement dite</p>	Réalisée à temps	Cette activité a été réalisée pendant le 3 ^{ème} trimestre 03
	<p>Préparation du plan de descente</p> <p>Informers les FOSA à initier</p> <p>Préparer les logistiques pour la formation</p> <p>Effectuer les descentes</p> <p>Approvisionnement en médicaments et matériels de dépistage</p>	Réalisée partiellement	8 sites parmi les 14 ont été initiés, le reste sera planifié si le matériel est disponible à la CAMERWA
Mise en place d'un programme de prise en charge par les anti rétroviraux dans 3 hôpitaux de référence	<p>Estimation des besoins en médicaments ARV pour les trois hôpitaux de référence</p> <p>Approvisionnement en ARV dans ces</p>	Réalisé à temps	

Objectifs	Activités	Niveau de réalisation	Observations
Renforcer les capacités humaines et matérielles, du TRAC	Achat d'un véhicule Recrutement d'un chauffeur	Réalisé à temps	
Former les formateurs en VCTI	Mise à jour des modules de formation en PMTCT, IST et IO Elaboration des outils de supervision intégrée des activités de VCT intégré	En cours à temps	

4. Les prochaines étapes :

Pendant la période de janvier à mars il est prévu des activités suivantes :

- ✓ Recrutement des 4 formateurs/ superviseur en VCT intégré
- ✓ Révision du plan d'action bi-annuel des activités de la composante TRAC
- ✓ Préparation de la formation des 22 sites suivant à intégrer les activités de VCT intégré
- ✓ Mise à jour des modules, guides et outils de supervision des activités de VCT intégré

5. Conclusion :

Compte tenu de l'objectif pertinent de la première année du Projet VCT intégré, le TRAC a pris son engagement pour l'atteinte de cet objectif et pour pouvoir y arriver, a donné la priorité aux activités de VCT Intégré pendant le premier trimestre de l'année 2004.

2.3. La DSS & DS

Ayant pour mission la promotion et l'orientation de la mise en œuvre des programmes de santé dans la communauté, le Programme des animateurs de Santé fait partie des composantes du Projet.

Par le biais du Programme, a été organisé un atelier de réflexion et d'échange sur le rôle que pourraient jouer les animateurs de santé dans le cadre du Projet VCT Intégré.

Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient de :

- partager les expériences des participants dans la prise en charge du VIH/SIDA à domicile ;
- définir le paquet minimum d'activités des animateurs de santé pour le VCTI ;
- adapter les outils à utiliser dans la formation et suivi des animateurs de santé.

En outre, le Programme a pu élaborer un plan d'action 2004 – 2005, élaborer un guide de sensibilisation VCTI, orienter 25 premiers formateurs des 14 Centres de Santé qui seront choisis en collaboration avec le Projet, lancer les spots publicitaires à la radio et dans la presse écrite des messages sur le rôle des animateurs de santé dans la sensibilisation de la mutuelle de santé et le VCTI.

Il est à signaler que le Programme se heurte à un problème de manque du personnel technique pour la réalisation de ses activités

2.4. Le PNILT

Planification :

Après concertation avec l'UGP VCT Intégré a procédé à la révision du Plan d'activités pour la période de 2 ans.

Supervision :

La supervision a été effectuée dans le cadre habituel du PNILT puisqu'il n'existe pas encore un outil de supervision intégrée.

Formation :

En matière de formation, 77 infirmiers et superviseurs des districts sanitaires choisis pour le lancement de la première vague des sites VCT ont bénéficié d'une formation sur la prise en charge de la tuberculose. En collaboration avec le LNR, 14 techniciens de laboratoire des différents sites ont été formés sur la bacilloscopie. A été réalisée une formation des médecins sur la stratégie DOTS et le lien entre le VIH et la tuberculose, au total 56 médecins ont été formés.

Monitoring et évaluation :

Le PNILT a participé aux différentes réunions sur l'information et de concertation avec les différents partenaires pour les 14 premiers sites identifiés, aux tournées d'évaluation des 14 premiers sites VCT ainsi qu'aux différentes réunions préparatoires et de restitution ainsi qu'à la réunion trimestrielle des composantes du Projet VCT Intégré.

Contraintes

La formation des infirmiers pose parfois problème à cause de sa durée assez longue compte tenu de l'agenda très chargé, ce qui fait que certains sujets sont peut être mal assimilés, car les normes habituelles de la formation n'ont pas été intégralement respectées en tout cas en ce qui concerne la tuberculose.

Concernant l'utilisation des fonds, on constate que c'est parfois une seule composante qui débourse les fonds alors que d'autres composantes disposent aussi d'un budget pour la formation.

Le choix des sites n'a pas toujours tenu compte des centres existants de dépistage et traitement de la tuberculose alors que le PNILT n'a pas l'intention de multiplier les Centres de dépistage de la tuberculose.

2.5. UNR/ ESP

Son objectif principal est d'évaluer les centres de santé pratiquant le VCT/PMTCT au niveau national dans l'optique d'améliorer et de renforcer la qualité de ces services et leurs utilisations. L'étude sur les coûts et financement des services VCT au Rwanda est une étude rétrospective et quantitative et qui a pour objectif global d'estimer les coûts fixes et coûts variables d'un site de VCT tant pour son implémentation que pour son fonctionnement, et d'identifier les sources de financement potentiels pour assurer la pérennisation des services VCT. Par ailleurs cette étude vise à évaluer la capacité financière actuelle de mutuelles de santé pour financer les services VCT de ses membres.

Activités réalisées par l'ESP

Le début des activités a commencé au mois de Juillet 2003, et les étapes principales comportaient 7 phases importantes, à savoir : l'élaboration du protocole et questionnaire, le recrutement et formation des enquêteurs, la réalisation d'un pretest, la réalisation de l'enquête proprement dite, la saisie et validation des données, l'analyse des données et la rédaction du rapport final.

Etude sur la satisfaction des clients VCT

L'élaboration du protocole et du questionnaire a été réalisée par l'équipe de l'ESP. Six enquêteurs ont été recrutés et formés pendant deux jours dans les techniques de collecte des données notamment l'interview et le focus group.

Les objectifs, la méthodologie et le calendrier ont été discutés avec les enquêteurs au cours de cette formation. L'enquête pilote a été réalisée dans deux centres de santé et a permis de finaliser le protocole et le questionnaire avant l'enquête proprement dite.

La collecte des données s'est fait dans 41 centres de santé au total (dont 38 centres de santé pour l'interview et 3 centres de santé pour le focus group) au cours de laquelle 506 personnes ont été interviewées et 90 personnes ont participé au focus group.

La saisie et le nettoyage des données quantitatives ont été réalisées sous le logiciel SPSS par l'équipe de l'ESP tandis que la saisie de la partie qualitative (focus group) a été faite sous le logiciel WORD.

L'analyse des données a été faite et le rapport final de cette étude sera finalisé en janvier 2004.

Etude sur les coûts et financement des services VCT.

Cette étude s'est réalisée en deux étapes. La première étape concernait l'étude sur les coûts de VCT qui a été réalisée simultanément avec l'étude sur la satisfaction des clients dans laquelle le questionnaire à cet effet a été incorporé. Elle a été réalisée dans les mêmes sites et par la même équipe d'enquêteurs de l'étude sur la satisfaction des clients. Tandis que la deuxième étape concernait l'étude sur le financement des services VCT et l'évaluation de la capacité financière des mutuelles de santé à financer les services de VCT.

Etude sur les coûts et financement des services VCT.

Cette étude a été réalisée par une équipe composée de 4 personnes dont trois de l'ESP et une personne ressource du Ministère de la santé. L'élaboration du protocole et du questionnaire de cette deuxième étape a été faite en Septembre. 15 enquêteurs et 3 superviseurs ont été recrutés et formés dans les techniques de collecte des données. Les objectifs, la méthodologie ainsi que le calendrier des descentes sur terrain réalisées dans un centre de santé et un hôpital de district, ce qui a permis de finaliser le questionnaire avant l'enquête proprement dite.

La collecte des données s'est fait dans 54 Centres de santé, 3 hôpitaux de district, 57 mutuelles de santé et 3 fédérations mutualistes.

La saisie et la validation des données ont été réalisées sous le logiciel EPIINFO et SPSS par l'équipe de l'ESP. L'analyse des données a débuté et est encore en cours, et doit se terminer en Janvier 2004. Le rapport final devrait être finalisé au plus tard en fin février 2004.

Tableau synthétique du niveau de réalisation des activités

Etude / Activités	Etat avancement
A. Satisfaction des Clients VCT	
1. Elaboration du protocole et du questionnaire	Terminé
2. Recrutement et formation des enquêteurs	Terminé
3. Réalisation d'un Pre-test	Terminé
4. Collecte des données	Terminé
5. Saisie et validation des données	Terminé
6. Analyse des données	Terminé
7. Rédaction du rapport final	En cours
B.Coûts et Financement du VCT	

1. Elaboration du protocole et du questionnaire	Terminé
2. Recrutement et formation des enquêteurs	Terminé
3. Réalisation d'un Pre-test	Terminé
4. Collecte des données	Terminé
5. Saisie et validation des données	Terminé
6. Analyse des données	En cours
7. Rédaction du rapport final	Pas débuté

Contraintes :

Les études ont été bien déroulées et n'a été rencontré que deux contraintes majeures au cours de la phase de collecte des données sur terrain. La première était due au fait que la plupart des formations sanitaires ne tiennent pas toujours à jour leur comptabilité et les statistiques des activités.

La seconde était due au manque des informations financières détaillées de la plupart des bailleurs de fonds à cause du manque de disponibilité et de la non standardisation des rapports ce qui a rendu leur exploitation difficile.

En conclusion, la réalisation des activités prévues dans le cadre du projet s'est globalement déroulée de façon satisfaisante et les fonds pour les activités étaient toujours disponibles.

Commentaires sur l'exécution budgétaire

91 % du budget total alloué a été consommé et exécuté selon le plan budgétaire initial du Projet. Sur 27,229,110 FRW alloué à l' ESP/UNR, le montant de 24,862,108 FRW a été entièrement consommé durant la période. Un solde de 2,367,003 FRW sera entièrement utilisé d'ici la fin du mois de Février 2004.

Quelques variances ont été observées entre les prévisions et les dépenses réelles faites et on attribue ces variations notamment à la sous estimation de certaines sous rubriques du Projet et aux variations du taux de change du dollar américain par rapport au franc Rwandais. Pour pallier à ce problème, une ré-allocation a été opérée au niveau des lignes budgétaires, toute en restant dans les marges budgétaires des rubriques.

2.6. CAMERWA

Pour la période couverte par ce rapport, la CAMERWA n'a fait qu'une seule activité principale qui est sous sa responsabilité, celui de l'achat et distribution des médicaments et consommables médicaux.

En collaboration avec l'UGP et les autres institutions partenaires à savoir : TRAC, DSS, PNILT et LNR, des réunions ont été organisées et tenues pour réactualiser l'état des besoins en médicaments, réactifs, en matériel et consommables de laboratoires.

2.7. ANSP+

Activités réalisées

Renforcement de l'équipe de gestion de la composante ANSP+ VCT Intégré :

4 agents, à savoir un coordinateur du programme, un chargé de l'administration et finances, une secrétaire et un chauffeur qui ont été recrutés lors du démarrage des activités de la composante.

Assurer les moyens logistiques de l'équipe de gestion de la composante ANSP+ VCT Intégré.

Les déplacements de service, l'approvisionnement en carburant ainsi que l'entretien du véhicule acheté sur fonds du Projet ont été bien assurés.

Les formations en prise en charge à domicile

Recyclage des formateurs en prise charge à domicile :

La composante ANSP+VCT Intégré a organisé durant la troisième semaine du mois d'octobre 2003 un recyclage de ses formateurs qui avaient bénéficiés d'une formation en prise en charge à domicile. Ce recyclage a regroupé 25 formateurs et avait un double objectif, à savoir : faire acquérir à ces formateurs des connaissances et pratiques en prise en charge à domicile des malades vivant avec le VIH/SIDA et doter à ces formateurs des connaissances et pratiques en formation des adultes appliquée à la prise en charge à domicile.

Formation des volontaires prestataires des soins à domicile :

135 volontaires prestataires des soins à domicile, au sein de 45 associations, ont été formés à raison de 3 membres par association et à cet effet 5 sessions de formations ont eu lieu.

La formation avait elle aussi un double objectif, à savoir renforcer les connaissances des volontaires prestataires des soins dans les techniques de prise en charge à domicile et aider ces volontaires à acquérir les bonnes attitudes lors de la prise en charge à domicile.

Achat et distribution du kit de prise en charge à domicile :

135 kits, soit 3 kits pour les volontaires prestataires formés par association ont été achetés et distribués.

Tableau synthétique du niveau de réalisation des activités

Activités	Contraintes	Observations
1. Renforcer l'équipe de gestion de la composante ANSP+VCTI		Réalisée
2. Assurer les moyens logistiques de l'équipe de gestion de la composante ANSP+VCTI		Réalisée
3. Supervision des activités des associations	Attente de la formation des prestataires	Activité qui commencera au cours de la période Janvier – Mars 2004
4. Réunion avec les partenaires VCTI, leaders des associations et prestataires des soins à domicile	Attente d'un cadre de collaboration de tous les intervenants au niveau de la communauté	Activité qui commencera au cours de la période Janvier – Mars 2004
5. Formations en prise en charge à domicile 5.1. Recyclage des formateurs 5.2. Formateurs des prestataires des soins à domicile		Réalisée en Octobre 2003 Réalisée en Octobre et Novembre 2003
6. Dons aux associations pour la prise en charge à domicile	Attente de la formation des formateurs des prestataires des soins	Activité qui commencera au cours de la période Janvier – mars 2004
7. Evaluation de base sur la prise en charge à domicile des PVVIH/SIDA 7.1. Multiplication du rapport d'évaluation		Réalisée en décembre 2003

Supervision

L'activité de supervision prévue au cours de la période d'octobre-décembre 2003 n'a pas eu lieu puisque il fallait d'abord terminer les formations des volontaires prestataires des soins à domicile et leurs donner le kit approprié pour la prise en charge à domicile. La supervision couvrira la période de janvier à mars 2004 puisque les volontaires ont été formés et censés avoir commencé les visites à domicile.

Réunion avec les partenaires VCTI

Cette réunion n'a pas eu lieu durant la période mais l'élaboration d'un cadre de collaboration de tous les partenaires du Projet VCT Intégré au niveau de la communauté est en cours.

Conclusion

Les activités de la Composante dont il est question sont celles prévues pour la période d'octobre à Décembre 2003 alors que le budget utilisé pour leur réalisation est celui de la période de Septembre à Novembre 2003. L'exécution budgétaire a permis de constater des incohérences entre les montants budgétisés et certaines activités réalisées comme par exemple des formations en prise en charge à domicile. Certaines activités importantes oubliées a poussé la Composante à faire une révision du plan d'action.

2.8. CNJR

Formation et supervision :

Le CNJR a organisé une formation des leaders des FOJAS et des clubs anti-SIDA au niveau de 3 provinces. La catégorie des jeunes formée comprend les leaders FOJAS de chaque District, le Coordinateur du Comité des Jeunes de chaque District, le Secrétaire du Genre et Sports de chaque District ainsi que le Vice Maire en charge de la Jeunesse ainsi que d'autres représentants des jeunes au niveau de chaque Province.

Une étude sur l'acceptabilité, l'accessibilité et l'utilisation des condoms au sein de la jeunesse est en cours.

Activités réalisées :

Identification des bénéficiaires de micro-financements des activités FOJAS et les financements ont été effectués.

Emissions radio et journaux de sensibilisation de la jeunesse seront fonctionnels avec le début du mois de janvier 2004.

3. CONTRAINTES GENERALES

Comme difficultés rencontrées par l'UGP on peut citer :

Réunir toutes les composantes en temps voulu ;

La coordination de l'exécution des activités spécifiques des composantes qui n'était pas souvent facile ;

L'organisation préalable des activités de formation qui a pris beaucoup de temps eu égard à la prévision du temps ;

La détermination des nouveaux sites VCTI.

II. RAPPORT FINANCIER

EXECUTIVE SUMMARY OF FINANCIAL REPORT

The Principal Recipient of "Projet VCT Intégré" received funds from the Global Fund to Fight AIDS, TB and Malaria totaling \$ 2,112,992 during the period May to December 2003. These funds arrived in two separate installments. The first transfer of \$ 790,854 was received on May 8, 2003, and the second transfer of \$1,321,138 was received on July 30, 2003.

The following pages summarize the uses of funds consumed to date by all project sub-recipients. The overall picture they show is that out of the \$ 2,112,992 received, sub-recipients received a total of \$ 1,462,284 and spent a total of \$ 999,429 representing 68 % of funds received to date and 43 % of the six month project budget.

As of December 31, 2003, a balance of \$ 1,112,195 was left in project accounts. Of this balance, a total of \$ 667,360 was left on the Principal Recipient's special project account at the Banque Nationale du Rwanda. The remainder of the balance which is \$ 452,825 is held in special project accounts of other sub-recipients. A copy of the Bank Book is included to show movement of funds to date.

The release of funds to sub-recipients started on May 30, 2003 in response to specific funding requests. All funding requests received by the PMU were approved and the requested amounts released with expediency. For the period May-December 2003, Sub-recipients received cumulative transfers as follows:

Sub-recipient	Cumulative Transfers made to date
TRAC (Treatment & Research AIDS Centre)	\$ 56,207
UNR (Université Nationale du Rwanda)	\$ 50,297
PNILT (Programme National Intégré de lutte contre la Lèpre et la Tuberculose)	\$ 90,140
RNYC (Rwanda National Youth Council)	\$ 141,436
ANSP+ (Association National de Soutien aux Personnes vivant avec VIH/SIDA_	\$ 194,328

DSS (Direction des Soins de Santé)	\$ 53,490
Health Districts	\$ 205,222
CAMERWA (Central d’Achat des Médicaments du Rwanda)	\$ 440,643
Project Management Unit	\$ 230,521

The government health districts were the last to receive funds during the ended period due to the phasing of project roll-out, as several steps needed to be taken at the central level before district-level activities were ready to begin.

In the table showing the “Expenditures by Components”, we can see that the the rate of expenditure to date has been slower than originally planned. As said above, this was due to a proper preparation of activities to be carried out and also the lack of management resources for the overall project implementation.

The majority of spending to date has been concentrated in the budget categories of Logistics and Supplies, Commodities and Products, and Training and Supervision. This reflects the upfront purchases of critical supplies and equipment -- notably vehicles, drugs, and medical supplies – as well as the initial training of health personnel and home-based care providers who are currently beginning to deliver services.

During the period May to mid-July 2003, financial operations were being managed by a sister project called MAP (Multi-sectoral AIDS Program), which is also managed by the Project Management Unit based at the National AIDS Control Commission. Beginning on July 10 of 2003, the financial management department of VCT Intégré assumed all financial responsibility for the project with a balance on the account of only \$ 114,182.92 USD remaining from the first Disbursement of \$ 790,854, the second transfer of \$1,321,138 was received on July 30, 2003.

The exchange rate used is 1 USD: 580 Rwandan francs (Frw) which is the average for the period. The calculation of the exchange rate is presented later in the report.

Financial controls and systems

Numerous steps have been taken to institute systems and procedures that will ensure transparency and efficiency in the management of project funds. These actions include:

- Recruitment of experienced and qualified financial management staff
- Elaboration of a procedures manual and standardized reporting forms
- Training of sub-recipient accountants in working procedures and reporting requirements
- Selection of an audit firm and initiation of auditing
- Creation of special, separate “VCT Intégré” bank accounts for all sub-recipients to exclusively handle funds received through the Global Fund-supported project.
- Acquisition of accounting software to ensure consistency in financial management and accounting

COMMENTS ON BUDGET UTILISATION

On the expenditure summary tables presented in preceding pages, expenditures during the period May to December 2003 are compared against the six month planned activities. While significant progress has been made in utilizing project funds, the rate of expenditures has been slower than anticipated. There are several principal causes of this reduced pace.

First, the revision of the plan of actions and the preparation of activities to be carried out and also the poor management resources for the overall project implementation. Now the PMU is working to restore project implementation to the originally envisaged timeline.

Second, the lack of training for sub-recipient accountants presented a barrier to the deployment of project funds. All sub-recipient accountants are currently receiving thorough training in the project's established financial management procedures, which will improve efficiency and transparency of project-related expenditures.

Finally, the sequential nature of early project roll-out meant that delays in certain prerequisite activities and expenses (notably training and hiring) caused further delays with respect to downstream activities such as service delivery and information campaigns.

Explanations are provided below for specific questions arising from the financial report.

Overall Sources and Uses of Funds.

By Components

The Principal Recipient received \$ 2,112,992 from the Global Fund, representing 91% of the total six month grant amount. Of this amount, a total of \$ 1,462,284 had been transferred to sub-recipients as of December 31, 2003. This large discrepancy between funds received by the PR and funds disbursed to sub-recipients does not reflect any problems in the actual disbursement process; indeed, every disbursement request that was made by sub-recipients was fulfilled by the financial management unit representing the PR (first that of the MAP project, and later that of the VCT Intégré Project Management Unit). Instead, the barrier to greater disbursement has been the pace of project expenditures.

Of the \$ 1,462,284 distributed by the PR to sub-recipients, a total of \$ 999,429 had been spent as of December 31, 2003. These expenditures represent 68 % of the disbursement total passed on to sub-recipients by the PR, and 43 % of the six month planned. Again, this reflects early delays in project implementation which are outlined above. However, the pace of project expenditures is increasing over the time.

A special attention is drawn to both TRAC. This national institution already carries out oversight of service delivery for VCT, PMTCT, and treatment of OIs, STIs. The VCT Intégré project will scale up these services and thus increase the volume of work for TRAC rather than changing the nature of its work. As TRAC is supported by other donors for the work that existed before the current project was launched, there has been a tendency to indirectly use funds from other sources to support work carried out under the current project. The absence of expenditures on these items does not imply that staff is not working on the VCT Intégré project, or that cars and computers were not being used. Instead, existing resources were partially diverted to begin work on the new project. This will not be a sustainable way to drive project activities as it begins to expand, and new resources have already been brought on board at TRAC through VCT Intégré project funding since the close of the first reporting period.

Yet inefficiencies in organizational and financial management have also contributed to the low pace of expenditure at TRAC during early project implementation. While money has been made available to these sub-recipients by the PR, they have been slow in using these funds even for activities that should have been initiated during the first phase of the project. Through weekly meetings with these sub-recipients, both the PR and the PMU are now working to resolve any bottlenecks and to accelerate the use of available funds toward accelerated implementation.

Expenditures by Categories

Expenditures on Human Resources: 45%

The rate of expenditure on human resources has started timidly but has attained a relative good level of 45 % by the end of the period. Yet the primary explanation for the even slower pace of expenditures on human resources is the lack of expenditures in this category by health districts. Government health districts are allocated 48% of the total two-year budget for human resources, but did not receive any disbursements or make any expenditure during this first reporting period. This is a result of project sequencing, as certain steps needed to be taken at the central level – including site selection, orientation workshops, and the development of key procedures -- before disbursing funds and initiating service delivery activities at the district level.

Logistics and Supplies : 50%

The cost of insurance was significantly underestimated during the budgeting process, and expenses will continue to be incurred within this line item over the remainder of the project. As a result, the budget will have been revised and will be submitted to the CCM for approval to accommodate this unforeseen issue. Meanwhile, the explanation for the lack of expenditures on health center renovation lies in the sequencing of project activities. Before the renovation process could begin, sites had to be selected, procedures for competitive bids and tenders at the local level needed to be formalized, and health center leaders had to be trained in the application of these procedures.

Training and Supervision: 52%

Up to September 2003, there were no expenditures on training national, district or local staff in VCT Intégré services. After 14 project sites were selected, the following step was the launching of trainings in October and November. These trainings have been carried out as follows in various Components:

TRAC & LNR	: 54 nurses have been trained in VCT/PMTCT;
PNILT	: 77 health center level staff and supervisors;
ANSP +	: 25 national-level trainers on home based care, 135 voluntaries in 45 associations.

The expenditure level of 52 % during the last term reveals and intensive activity in trainings.

Expenditures on Outreach Services: 2%

During the first reporting period, 2% of the allocated two-year budget for outreach services was consumed by project sub-recipients. While expenditures on IEC materials did commence, spending on other major line items did not begin during the period. No money was spent against line items for grants to youth associations and home-based care associations, primarily because a selection process needed to be established before this grant-making could begin. The remaining line item, publicity and media campaign, remained untouched because the initiation of such campaigns will be timed to coincide with the launching of services at the health center level.

Commodities and Products: 42%

UP to September, no kits for home-based care providers were bought because the introduction of home-based care services had not yet arrived at the point of equipping providers. While training for these providers was begun in October, the establishment of links between health centers and surrounding home-based care associations needed to be taken by equipping providers and initiating services. Thus, 135 kits were purchase equipping 3 voluntaries in 45 associations.

III. TROISIEME PARTIE

ANALYSE DES ACTIVITES DES CPLS/CULS

1. Introduction

Après que la CNLS ait finalisé la production des outils de Coordination, de Suivi et de l'Evaluation des Programmes de lutte contre le SIDA, l'une des étapes importantes était le traitement et l'analyse des rapports qui ont été envoyés à la CNLS depuis janvier jusqu'en décembre 2003 par les Commissions Provinciales de Lutte contre le VIH/SIDA : CPLS./CULS

Un premier travail vient de s'achever; c'est le traitement et l'analyse des rapports de 11 CPLS (Commissions Provinciales de lutte contre le SIDA) et la Commission Urbaine de lutte contre le SIDA. L'importance de cette analyse faite par la CNLS est que les rapports des structures décentralisées de la CNLS donnent l'image générale des interventions dans la lutte contre le VIH/SIDA au Rwanda

Les outils utilisés pour l'analyse des rapports d'activités sont la *fiche d'analyse des rapports d'activités et du format des rapports*. Il est important de rappeler que l'exploitation ces outils d'analyse exige la disponibilité du plan d'action de la CPLS,

Comme point de départ d'analyse et selon l'exécution des activités, on comparera l'état d'avancement de l'activité, au statut prédéfini figurant sur la l'outil(fiche) d'analyse . Ainsi, on pourra dégager les cas de figure suivants : *activité terminée ,activité en cours, activité reportée* ainsi que *la justification* pour la non exécution de l'activité qui peut être une justification *pertinente ou non*.

2 . Activités planifiées par les CPLS pour l'année 2003

En résumé, les CPLS avaient planifié de :

1. Former les responsables des clubs anti sida, membres des CPLS et CDLS, des leaders politiques et religieux, responsables des associations, des SOJ et SOF en planification, coordination, élaboration des projets, gestion, et en matière de lutte contre les IST/VIH/SIDA.
2. Organiser les descentes de coordination des activités dans différents secteurs, projets, associations et clubs.
3. Répertorier les intervenants en matière de lutte contre le SIDA
4. Organiser les réunions de coordination avec la CDLS, les partenaires et les intervenants

5. Assister techniquement les CDLS, les associations, particulièrement dans la finalisation de leur plan d'action et l'exécution.
6. Mettre en place et équiper les CDLS qui ne le sont pas
7. Organiser des réunions de Plaidoyer pour les associations des PVV et les projets générateurs de revenus
8. Identifier les groupes vulnérables et initier leur regroupement en associations.

3. Méthodologie

L'analyse des rapports d'activités des CPLS/CULS pour l'année 2003 s'est basée sur les outils suivants :

- Les plans d'action de chaque CPLS finalisé en janvier 2003
- Les rapports mensuels d'activités envoyés à la CNLS
- La fiche d'analyse des rapports d'activités
- Le format des rapports

Ces outils ont permis de totaliser les activités planifiées et réalisées au courant de l'année y compris les activités réalisées non planifiées qui ont une proportion non négligeable.

Les activités ont été classées en 3 catégories

- Activité terminée
- Activité en cours d'exécution
- Activité reportée

4 . Identification des problèmes

Certaines contraintes sont à la base de la non réalisation des activités, d'autres sont à la base de peu d'interventions dans quelques provinces à savoir :

1. Manque de moyens financiers particulièrement pour les formations et les descentes.
2. Manque de moyen de déplacement(véhicule) particulièrement pour les descentes dans des régions éloignées ou avec des routes impraticables pour la coordination des activités.
3. La planification des activités au-delà des moyens techniques et financiers des CPLS .
4. Le manque de dynamisme de certains CPLS . Il y a eu très peu ou pas du tout de plaidoyer
5. Le manque de partenaires/intervenants dans certains provinces particulièrement les Provinces de UMUTARA et GIKONGORO
6. Certaines initiatives de la communauté ne sont pas soutenues faute de moyens.

5. Conclusion

Comme détaillé sur les graphiques/tableaux se trouvant sur les pages suivantes, ce que les CPLS ont mené comme activités au courant de l'année 2003. La plupart ont abandonné ou reporté leurs activités, à cause des problèmes budgétaires (surtout les formations). Toutefois, ce rapport juge de façon général que les résultats sont *satisfaisants*, que les raisons avancées pour le non achèvement sont *pertinentes*, que le niveau de partenariat est bon, que la couverture des activités est *moyenne*, que le niveau de mobilisation des ressources n'est pas suffisant car il y avait moyen de faire mieux. Par ailleurs, les ressources disponibles ont été bien utilisées par le Secrétaire exécutif de chaque CPLS/CULS, et la politique nationale multisectorielle et multidimensionnelle de lutte contre le VIH/SIDA est bien comprise.

RECOMMANDATIONS

Des Formations

1. Les formations dispensées par la CNLS aux agents du bureau permanent des CPLS devraient être l'objet de formation de ceux qui sont restés en Province : animateurs, membres des comités ou autres Intervenants pour initier régulièrement et progressivement les gestionnaires des Programmes
2. Le bureau de la CPLS/CULS devrait informer régulièrement la CNLS de la prochaine formation à organiser avec ou sans partenaires, ceci pour une harmonisation dans la gestion des formations dispensées à différents niveaux, catégories avec différents thèmes et une meilleure exploitation des ressources disponibles.

De l'information, communication et correspondance

1. Pour tout document signé et présenté à la CNLS, une copie doit toujours être réservée au Préfet, au Président de CPLS et aux commissaires. Il en est de même pour chaque planification trimestrielle, semestrielle réactualisées ou annuelle.
2. Chaque événement/réunion qui sort de l'ordinaire doit toujours faire l'objet d'un rapport écrit détaillé à présenter à la CNLS dans un délai ne dépassant pas 7 jours y compris le week-end à partir de la date de cet événement ; ceci pour permettre à la CNLS de finaliser le rapport et évaluer l'événement à temps.

Pour une harmonisation dans les interventions de lutte contre le VIH/SIDA dans le pays, le secrétariat permanent de chaque CPLS/CULS doit disposer des données de chaque intervenant, structure, projet et service en rapport avec les IST/VIH/SIDA. Pour une photo de la situation il faut :

- Connaître les activités prévues, réalisées et pour quelle période ;
- Préciser les zones d'action pour telle activité ;
- Identifier les groupes cibles pour telle activité ;
- Préciser les domaines d'interventions ;
- Identifier les ressources disponibles dans chaque domaine d'intervention;
- Identifier les besoins de chaque groupe/zone spécifique ;
- Avoir des précisions quant aux données qualitatives et quantitatives ;
- Organiser régulièrement les réunions d'échange avec les partenaires et autorités et les bailleurs ;
- Travailler conjointement avec les Représentants de MIGEPROFE, MIJESPOC, MINEDUC, MINALOC, MINISANTE, CNJ, CNF, RNP+, Confessions religieuses, Partenaires ;
- S'assurer que le CDC est au courant des activités menées ;

ANNEXES